

International	2	Aujourd'hui	11
France	4	Agenda	12
Société	6	Abonnements	12
Carnet	7	Météorologie	12
Horizons	8	Culture	13
Entreprises	10	Radio-Télévision	13

International	2	Aujourd'hui	11
France	4	Agenda	12
Société	6	Abonnements	12
Carnet	7	Météorologie	12
Horizons	8	Culture	13
Entreprises	10	Radio-Télévision	13







## Le président de la République italienne a refusé la démission de Lamberto Dini

Les principaux partis semblent d'accord pour retarder la date des élections anticipées

Le président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, a refusé, samedi 30 décembre, la démission du chef du gouvernement, Lam-

berto Dini. Il a renvoyé ce dernier devant le Parlement pour vérifier s'il pouvait y trouver une majorité, afin d'éviter d'organiser des élections durant la présidence italienne de l'Union européenne, qui a commencé lundi 1<sup>er</sup> janvier.

### ROME

de notre correspondante

Au terme d'une rencontre qui a duré plus d'une heure, samedi 30 décembre au Quirinal, le président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, n'a pas accepté la démission du chef du gouvernement, Lamberto Dini, et a préféré renvoyer ce dernier devant le Parlement, « siège », à ses yeux, « de toute clarification politique ». En clair, cela signifie que le président de la République met les partis politiques face à leurs responsabilités. Il leur appartiendra donc de choisir entre plusieurs options : soit la reconduction d'un gouvernement « Dini bis », sous une forme plus ou moins élargie, qui pourrait réaliser certaines réformes avant un retour aux urnes, soit la convocation d'élections im-

médiates, en respectant les règles, c'est-à-dire cinquante-cinq jours de délai entre la dissolution des Chambres et le scrutin. Troisième solution : le vote n'interviendrait qu'après une réforme de structure de la Constitution.

Toutes les formules sont envisageables, même si le début de la présidence européenne de l'Italie, le 1<sup>er</sup> janvier, incite à une certaine « stabilité » par égard aux partenaires européens, ce qui semble exclure des élections à très court terme. Quoi qu'il en soit, le débat à la Chambre des députés commencera sans doute le 9 ou le 10 janvier. D'ici là, les forces politiques, particulièrement divisées sur la conduite à tenir, y compris au sein des deux rassemblements de centre gauche et de centre droit, devront trouver un terrain d'en-

tente. Ce ne sera pas facile. Ainsi, la Ligue et Refondation communiste – les deux formations les plus courtoises, car, dans une situation où aucune coalition n'a de vraie majorité, elles peuvent permettre de faire pencher la balance dans un sens ou dans un autre – semblent avoir des idées très arrêtées (du moins s'effichent-elles). Si la Ligue souhaite que soit élue à tout prix une « Assemblée constituante », les communistes réclament des élections sans plus attendre.

Arbitre du débat, le président Oscar Luigi Scalfaro qui, dimanche soir, a longuement présenté ses vœux au pays en direct à la télévision, a, pour sa part, donné quelques indications sur sa propre position. Répétant plusieurs fois « Attenzione ! » comme un avertis-

sement à bien prendre en compte ses paroles, M. Scalfaro, à qui ne déplairait pas, semble-t-il, « un gouvernement de large entente », de préférence guidé par M. Dini, n'a pas caché qu'il était pour la voie de la « négociation politique » : « Cette semaine, a-t-il déclaré, s'est ouvert un dialogue entre partis, je suis reconnaissant à tous ceux qui le mènent, car c'est un exercice constructif. »

« La politique doit voler très haut, s'éloigner des intérêts égoïstes, c'est là le bien de tous », a déclaré M. Scalfaro, à qui ne déplairait pas « un gouvernement de large entente »

Défendant les institutions et la justice, le président de la République, évoquant les scandales de corruption qui ont ébranlé le pays, a souhaité en substance qu'une page soit tournée, mais sans qu'aucun « coup d'éponge » ne soit donné pour y mettre fin. Il a par ailleurs évoqué la constante querelle entre politique et justice, estimant que cela était « nocif et inutile ». « Les partis politiques ne sont pas des inventions perverses. Qu'est une démocratie sans multipartisme ? », a demandé le président de la République.

Il a aussi lancé un appel à tous ceux qui participent aux négociations en cours sur l'avenir du gouvernement : « La politique doit voler très haut, s'éloigner des intérêts égoïstes, c'est là le bien de tous. »

Marie-Claude Decamps

## Recrudescence des actions terroristes de l'ETA en Espagne

### MADRID

correspondance

Alors que les manifestations et les incidents se sont multipliés ces derniers mois au Pays basque, la situation est devenue encore plus explosive à la veille du Nouvel An, avec deux blessés à Bilbao, dimanche 31 décembre dans l'après-midi. Une manifestation organisée par des associations de soutien aux détenus de l'ETA, qui, selon les organisateurs, aurait rassemblé quarante mille personnes, a tourné à la confrontation avec la police autonome basque. Ces associations réclament le regroupement des quelque six cents prisonniers de l'ETA dans des centres pénitentiaires au Pays basque.

Les manifestants ont défilé en portant des pancartes avec les photographies de nombreux détenus de l'ETA. Le matin même, l'organisation séparatiste basque avait revendiqué les derniers attentats qui ont fait huit morts et une vingtaine de blessés, notamment à Madrid et à Valence. Le communiqué de l'ETA déclare que « sans reconnaissance du droit à l'autodétermination du Pays basque, le conflit continuera à avoir son visage le plus amer ».

Dans la nuit de vendredi à samedi, des incidents ont eu également lieu à Vittoria, dans la région de Saint-Sébastien et en Navarre. A Vittoria, capitale du Pays basque, les affrontements entre des jeunes et les forces de l'ordre ont duré toute la nuit et se sont sol-

dés par d'importants dégâts matériels. A Renteria, près de Saint-Sébastien, une voiture immatriculée en France et deux véhicules appartenant à des policiers ont été incendiés. Ces incidents sont survenus après le démantèlement par la police, la semaine dernière, d'un commando de l'ETA qui, selon le gouvernement basque, préparait des attentats contre trois hauts responsables politiques, dont le ministre de l'Intérieur basque, et trois policiers.

### STRATÉGIE DE LA TERREUR

Les autorités espagnoles s'attendent à une recrudescence des actions de l'organisation séparatiste avec le lancement de la campagne électorale en vue des élections législatives du 5 mars en Espagne. Selon les experts de la lutte antiterroriste, l'ETA cherche à forcer le gouvernement à engager des négociations alors que le Parti populaire (droite), donné gagnant dans tous les sondages, a réaffirmé qu'il ne négocierait jamais avec l'ETA. L'organisation séparatiste, qui a tué quinze personnes en 1995, dont huit durant le seul mois de décembre, a, pour la première fois depuis 1987, fait exploser des bombes dans un grand magasin, le 16 décembre à Valence. La crainte de la police espagnole est que l'ETA ait choisi une nouvelle stratégie de la terreur en s'attaquant à des objectifs « spectaculaires » comme les magasins, les gares ou les aéroports. (Interim.)

## Les Brésiliens continuent à faire confiance à Fernando Cardoso

Au cours de la première année de son mandat, le président de la République a jugulé l'inflation

### RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Encadré par les « dragons de l'indépendance », des cavaliers aux uniformes éclatants, Fernando Henrique Cardoso prenait solennellement ses fonctions de président du Brésil le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Le bilan de cette première année est largement positif, même si l'image d'homme de gauche de l'ancien professeur de sociologie a mal résisté à l'exercice du pouvoir. Une nette majorité de Brésiliens continue de lui faire confiance, mais une majorité plus forte encore le considère désormais comme un homme de droite.

Dans son message de fin d'année, le président brésilien a insisté sur la chute spectaculaire de l'inflation. Celle-ci est incontestablement son plus grand succès et la cause de sa persistante popularité. La hausse des prix a été de 20 % en 1995, alors qu'elle avait été supérieure à 1 200 % en 1994 et à 2 500 % en 1993. Il s'agit d'une rupture avec une tradition de très forte inflation, vieille de plus de trente ans. La nouvelle monnaie lancée en juillet 1994, le real, ne s'est pas dévaluée à toute vitesse comme celles qui l'avaient précédée. « Avec le real, nous avons tous gagné. Votre salaire ne perd plus de sa valeur au bout du mois. Le panier de la ménagère coûte aujourd'hui pratiquement autant qu'en juillet 1994. Certains prix ont même baissé au supermarché », a déclaré le président brésilien à ses concitoyens. Les bonnes récoltes de 1994-1995 ont fortement contribué à ce résultat.

Un real continue de valoir un peu plus qu'un dollar, ce qui constitue un autre motif de fierté de M. Cardoso. « Au début de l'an-

née, avec la crise du Mexique, beaucoup ont parlé que le real allait s'effondrer. Cependant, dix-huit mois après son lancement, il reste fort, et nous avons accumulé 50 milliards de dollars de réserves. » Ce résultat n'a pas été acquis sans mal. Les déficits commerciaux des six premiers mois de l'année et la fuite des capitaux spéculatifs ont menacé un moment l'édifice. Pour le seul mois d'avril, ce sont ainsi 4 milliards de dollars qui sont sortis du pays et les réserves du Brésil sont tombées le même mois à 27 milliards de dollars.

La hausse des prix a été de 20 % en 1995, alors qu'elle avait été supérieure à 1 200 % en 1994 et à 2 500 % en 1993, ce qui rompt avec une tradition de très forte inflation

Le gouvernement a réagi en augmentant brutalement les droits de douane sur de nombreux produits importés, notamment les voitures ; il a surtout maintenu des taux d'intérêt très élevés. La Banque centrale vient de donner ces derniers jours une nouvelle preuve de sa détermination en augmentant encore les taux d'intérêt pour éviter une dépréciation du real par rapport au dollar.

Le Brésil n'a donc pas suivi le chemin du Mexique. Les sévères mesures prises au printemps ont cependant freiné la croissance qui avait atteint, au premier trimestre, le taux quasiment chinois de 10,4 %. L'industrie automobile, concentrée dans la banlieue de Sao Paulo, a licencié des dizaines de milliers d'ouvriers. Alors que l'approche de la fête de Noël de 1994 avait été marquée par une frénésie d'achats sans précédent, la fin de l'année 1995 a été nettement plus sobre. La croissance devrait au total être de l'ordre de 4 %.

La grande préoccupation de M. Cardoso, tout au long de l'année, a été de faire adopter par le Congrès des réformes constitutionnelles mettant fin au monopole public dans plusieurs secteurs-clés de l'économie. L'abolition du monopole de l'entreprise d'Etat Petrobras sur la prospection, l'extraction et le raffinage du pétrole, obtenue en juin après une longue grève des salariés de Petrobras, a été le tournant décisif. Les télécommunications, les mines et l'électricité ont été également ouvertes à la concurrence, notamment étrangère.

Ces succès parlementaires n'auraient pu être obtenus par le seul Parti social-démocrate de M. Cardoso, très minoritaire au Congrès. L'alliance avec la principale formation de droite, le Parti du front libéral (PFL), surtout implanté dans le nord-est du pays, a bien fonctionné, malgré quelques accroches. Elle est actuellement mise à rude épreuve par un « dossier rose » (il s'agit seulement de sa couleur) contenant la liste des hommes politiques qui ont bénéficié, en 1990, de contributions secrètes de la principale banque de

Bahia, le Banco Economico, où un trou vertigineux a été découvert cette année. Les noms de plusieurs dirigeants du PFL y figurent, au premier chef celui du sénateur Antonio Carlos Magalhães, véritable cacique de ce parti, habitué à traiter d'égal à égal avec M. Cardoso. M. Magalhães est persuadé que ce sont des hauts fonctionnaires sociaux-démocrates qui ont remis ce dossier à la presse.

Le sénateur Magalhães, décidément incontestable, préside également la commission parlementaire chargée d'étudier le bien-fondé de l'accord passé avec la firme américaine Raytheon pour l'installation du système de surveillance de l'Amazonie (Sivam), un vaste équipement électronique composé de radars et de satellites, destiné à couvrir le bassin amazonien. M. Cardoso tient à ce contrat, au nom de la crédibilité du Brésil, qui l'a déjà signé, et pour ne pas indisposer l'armée de l'air, qui y tient beaucoup. Mais depuis l'éviction de la firme concurrente, la société française Thomson, les accusations de corruption, jamais formellement étayées, n'ont cessé de fleurir, et le Sénat n'a toujours pas ratifié le contrat.

M. Cardoso est décidé à poursuivre, en 1996, son programme d'ouverture de l'économie et de démantèlement des monopoles publics. Il se refuse absolument à commenter les efforts de certains de ses amis visant à modifier la Constitution pour lui permettre d'être candidat à sa propre succession en 1998. Pour des raisons évidentes, il n'a pas intérêt à s'exprimer sur ce sujet. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y pense pas.

Dominique Dhombres

## Trois membres du Hamas candidats aux élections du Conseil de l'autonomie palestinienne

GAZA. Trois responsables du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, ont fait acte de candidature, dimanche 31 décembre, aux élections du Conseil de l'autonomie, prévues pour le 20 janvier. Khaled El Hindi, Ismail Hania et Saïd El Namroui affirment s'être présentés comme « candidats islamiques indépendants ». Le Hamas avait décidé de ne pas participer au scrutin, tout en renonçant à lancer un appel au boycottage. Samedi, la commission électorale palestinienne avait annoncé que le lancement de la campagne pour le scrutin du 20 janvier, initialement prévu pour la fin 1995, avait été reporté au 7 janvier, afin de « donner un délai aux nouveaux candidats et permettre d'éventuels appels devant la Commission ».

## Paul Béranger, chef de la diplomatie dans le gouvernement mauricien

MAURICE. Un gouvernement a été formé sous la houlette du nouveau premier ministre, Navin Ramgoolam, grand vainqueur des élections législatives du 20 décembre, a-t-on annoncé, samedi 30 décembre, de source officielle. Dans cette équipe composée de 21 ministres, Paul Béranger occupe le poste de vice-premier ministre, ainsi que celui de ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale et régionale, qu'il avait déjà détenu avant son départ du gouvernement de Sir Anerood Jugnauth, en 1993. Plusieurs autres ministres, Jayem Cuttaree (industrie), Razack Peeroo (justice et relations industrielles) et C. Pillay (santé) ont, comme lui, rempli des fonctions ministérielles dans le passé. - (AFR)

### AFRIQUE

■ NIGERIA : un proche de l'opposant Moshood Abiola, vainqueur autoproclamé de l'élection présidentielle de 1993, Ademola Adeniji-Adele, a été libéré, samedi 30 décembre, à Kaduna, dans le nord du pays, a-t-on appris de source proche de la prison. M. Adeniji-Adele, un des chefs de file de la Coalition démocratique nationale (Nadeco), était en détention depuis août 1994. - (AFR)

■ SÉNÉGAL : la création d'un Sénat a été annoncée, dimanche 31 décembre, dans son message du Nouvel An, par le président Abdou Diouf. Cette Chambre « constituerait, a-t-il dit, avec l'Assemblée nationale, le Parlement, et assurerait la représentation des collectivités territoriales au sein du pouvoir législatif ». Il a aussi annoncé la prochaine entrée en vigueur de la régionalisation qui, selon lui, « doit approfondir notre démocratie locale et permettre aux citoyens de gérer leurs propres affaires, laissant à l'Etat les grandes missions de souveraineté ». - (AFR)

■ L'abbé Augustin Diamacoune Senghor, secrétaire général du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDG), indépendantiste, qui était en résidence surveillée depuis neuf mois, est désormais libre de ses mouvements, a-t-on appris, samedi 30 décembre, de bonne source. D'autre part, 26 membres présumés du MFDG, incarcérés à la prison de Dakar, ont été libérés vendredi et ramenés par avion militaire à Ziguinchor, chef-lieu de la Casamance. Ce qui porte à une cinquantaine – sur environ 150 – le nombre de détenus libérés depuis la mise en place, en septembre 1995, d'une Commission nationale pour la paix. - (AFR)

### ASIE

■ JAPON : le premier ministre Tomiichi Murayama a l'intention de transmettre les rênes du pouvoir, en avril, à Ryutaro Hashimoto, président du Parti libéral démocrate (PLD), en vertu d'un accord entre partenaires de la coalition gouvernementale, affirme dimanche 31 décembre le journal Yomiuri Shimbun. Selon le quotidien, M. Murayama démissionnera juste après l'adoption du budget 1996-1997 et la visite de Bill Clinton à Tokyo, prévue pour la mi-avril. - (Reuters)

### EUROPE

■ TCHÉCHÉQUIE : le commandement militaire russe s'est engagé à ne pas utiliser la force jusqu'au 5 janvier pour chasser les indépendantistes tchèque de Veden, localité située dans le sud-est de la République rebelle, a annoncé le chef adjoint du district, dimanche 31 décembre. Cette promesse est consécutive à une demande des dirigeants de Veden qui se sont fait fort de persuader les résistants de quitter Veden pour éviter sa destruction. - (AFR)

■ RUSSIE : la fuite de pétrole, qui a provoqué la pollution de la rivière gelée Belaja, en Bachkirie, dans le sud de l'Oural (1 200 km à l'est de Moscou), menace à présent de s'étendre à la Volga et à la Kama, a rapporté, dimanche 31 décembre, l'agence Itar-Tass. Selon un porte-parole de la compagnie Oléoducs Oural-Sibérie, environ 100 tonnes de pétrole se sont échappées, mardi, de l'oléoduc. Très rapidement, le feu s'est propagé au village voisin d'Alexandrovka et le vent a emporté les nuages de fumée de pétrole brûlé vers les zones résidentielles d'Oufa. - (AFR)

■ ALBANIE : Nexhmije Hoxha, la veuve du dictateur communiste Enver Hoxha, et le chef du Parti socialiste (ex-communiste), Fatos Nano, ont vu leurs peines de prison réduites respectivement de six mois et de huit mois, samedi 30 décembre, en vertu d'un décret du président Sali Berisha, à l'occasion des fêtes du Nouvel An. Condamnés pour « détournement de fonds », Nexhmije Hoxha et Fatos Nano ont encore respectivement deux ans et deux ans et dix mois de prison à purger. - (AFR)

### PROCHE-ORIENT

■ CISJORDANIE : les forces de sécurité palestiniennes ont libéré, dans la nuit du samedi 30 au dimanche 31 décembre, le journaliste palestinien Maher El Alami, qui avait été arrêté pour avoir ignoré une demande de l'Autorité palestinienne de publier une information en « une » plutôt que dans les pages intérieures du journal. M. El Alami est rédacteur en chef du journal El Qods de Jérusalem-Est.

■ IRAK : le forfait que les Irakiens doivent payer pour être dispensés du service militaire a été augmenté de 200 dollars, passant à 600 ou 800 dollars selon les cas, a rapporté, dimanche 31 décembre, la presse de Bagdad. - (AFR)

■ ISRAËL : le produit intérieur brut a augmenté de 7 % en termes réels en 1995, a annoncé, dimanche 31 décembre, l'Office national des statistiques. La consommation par personne a augmenté de 4 % et le taux de chômage a continué de baisser, se situant à 6,9 % de la population active au dernier trimestre 1995, contre 7,5 % au cours de la même période de 1994 et 10 % en 1993. - (AFR)

### ÉCONOMIE

■ PÉROU : la hausse des prix a été limitée à 10,2 % en 1995, soit le meilleur résultat depuis 1972, a annoncé le directeur de l'institut national des statistiques. Ce résultat est conforme à la fourchette (9-11 %) qui avait été retenue par le gouvernement. Le taux d'inflation avait été de 15,4 % en 1994. - (AFR)

■ ARGENTINE : la production de blé risque, selon le conseil professionnel de l'ingénierie agronomique (CPIA), de tomber à 8,5 millions de tonnes, pour la campagne 1995-1996, soit une baisse de 29,4 %. En revanche, la production de maïs, avec 12 millions de tonnes, serait la troisième en volume depuis quinze ans et celle de soja, à 12,5 millions, atteindrait un record. - (AFR)



# FRANCE

LE MONDE / MARDI 2 JANVIER 1996

**VŒUX** Le chef de l'Etat, conformément à la tradition, s'est adressé aux Français le 31 décembre, dans une allocution télé et radiodiffusée. Tirant les leçons de la crise sociale, il

a insisté sur la nécessité de réformes mais sur l'obligation d'y parvenir par le dialogue et la concertation. **LE CHÔMAGE** et l'exclusion restent en tête de ses préoccupa-

tions, c'est pourquoi il a souhaité un accord en 1996 sur l'aménagement et la réduction du temps de travail afin de permettre l'embauche et l'insertion des jeunes. Il a aussi sou-

gné les « atouts » de la France. **LA SÉCURITÉ SOCIALE** va pouvoir être réformée par ordonnances, le Conseil constitutionnel ayant validé la loi d'habilitation. En revanche, il a

censuré la disposition de la loi de finances prévoyant une diminution des droits de succession en cas de donation d'entreprise. (Lire aussi page 5 et notre éditorial page 9.)

## Jacques Chirac appelle à renouer avec l'« espérance » et la « confiance »

En présentant ses vœux, le président de la République a tiré les leçons de la crise sociale. Tout en rendant hommage au premier ministre, il a reconnu qu'il fallait gouverner en privilégiant le dialogue. Il souhaite un aménagement et une réduction du temps de travail

JACQUES CHIRAC a sacrifié, pour la première fois, dimanche 31 décembre, à un exercice rituel dévolu au président de la République : la présentation de ses vœux à la nation. Pour cette prestation radio-télévisée, M. Chirac a tenté de renouer, dans la forme comme dans le fond, avec un certain classicisme gaulliste. D'emblée, le cinquième président de la V<sup>e</sup> République a placé ce traditionnel message annuel sous le signe et les accents de sa campagne électorale du début de l'année qui s'achevait, en reprenant deux expressions qui avaient fait les beaux jours de son programme présidentiel et de ses réunions publiques : la « nouvelle France » et le « pacte républicain ». De cette manière, il a voulu rappeler qu'il n'a rien oublié des propos qu'il a tenus afin de conquérir l'Elysée.

Dès le début de son allocution, il a tenu, également, à rendre un hommage appuyé à son premier ministre, Alain Juppé, « pour l'action courageuse qu'il a menée avec détermination dans des cir-

constances particulièrement difficiles ». Cette appréciation était d'autant plus attendue que, pendant les trois semaines de grèves des transports publics qui ont secoués le pays, le président de la République était resté silencieux, laissant au porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouze, le soin de rapporter certains de ses propos tenus en conseil des ministres. Ainsi, après avoir indiqué que la politique conduite par M. Juppé, notamment sur la réforme de la protection sociale, était la seule possible car il n'y avait pas d'autre valable, le chef de l'Etat avait invité le chef du gouvernement à « déployer de nouveaux efforts pour expliquer, faire revenir la confiance et rendre espoir ».

### RASSURER...

C'est autour de ces trois formules que M. Chirac, lui-même, a construit son intervention dans le but de conforter une confiance qui n'a cessé de se dégrader pour l'exécutif depuis la victoire prési-

dentielle. L'opinion publique, en effet, a pu être désorientée par la différence qu'elle pouvait percevoir entre le message délivré par le candidat Chirac pendant sa campagne sur la réduction de la « fracture sociale » qui plaçait la lutte contre le chômage au cœur de ses préoccupations, et la gestion quotidienne du pays pratiquée par M. Juppé, confronté à des réalités qui avaient été sous-estimées dans la fièvre des réunions électorales. Ces interrogations ont été renforcées par le discours présidentiel du 26 octobre qui, annonçant un changement de cap, mettrait la lutte contre les déficits au premier rang des obligations gouvernementales.

Le président a voulu mettre un terme à ces « doutes » de l'opinion, voire à la chute de sa crédibilité, en mariant habilement emploi et finances publiques, lutte contre le chômage et combat contre les déficits. « C'est au nom de l'emploi que nous remettons nos finances publiques en ordre », a-t-il dit, semblant oublier, une nouvelle fois,

qu'au printemps, c'était la remise en ordre de l'emploi qui devait favoriser le retour à l'équilibre des finances publiques, comptes de la Sécurité sociale compris. Pourtant, pour assurer ses concitoyens de sa détermination, M. Chirac a affirmé qu'il refuse toujours cette fracture qu'il range la société. A cette fin, il a rappelé qu'un programme de construction et de réhabilitation de logements est en cours pour les plus défavorisés, il a confirmé l'adoption prochaine d'une loi en faveur des exclus et remis au goût du jour la prestation autonomie ajoutée récemment par le gouvernement, priorité à la lutte contre les déficits obligés, mais qui, selon le chef de l'Etat, « garantira bientôt l'autonomie des personnes âgées dépendantes ».

### ET TONIFIER

Cette apparente contradiction entre le verbe présidentiel et la pratique gouvernementale, M. Chirac a donc voulu la dissiper, en affirmant, haut et fort, que les « espoirs » dont il était porteur

« ne seront pas déçus ». Cependant, il n'aura peut-être pas totalement apaisé les craintes de ceux qui ont des « doutes » car le président a quelque peu relativisé l'hommage rendu à M. Juppé, en tirant les trois « leçons » de la crise sociale que vient de traverser la France. Cette triple conclusion constitue, somme toute, une ligne directrice à destination du gouvernement.

Certes, le chef de l'Etat réaffirme qu'on ne peut pas « gouverner aujourd'hui comme on l'a fait au cours des vingt dernières années », « un souhait auquel semble répondre le gouvernement », mais il ajoute qu'« on ne changera pas la France sans les Français », principe qui, en revanche, paraît avoir fait défaut au cours des dernières semaines. Le président appelle donc tous les intervenants – gouvernement et partenaires sociaux – à apporter leur pierre au nécessaire dialogue. A ce vœu, M. Chirac ajoute celui d'une avancée marquante, en 1996, dans le domaine de l'aménagement du temps de travail et sur-

tout dans celui de sa réduction, un terme qui avait été soigneusement évité pendant la campagne présidentielle mais qui a récemment été relancé par M. Juppé, tant il est vrai que ce mot ne fait « pas peur » au premier ministre.

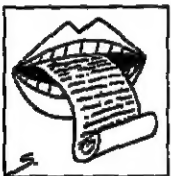
Par un message simple où beaucoup auront effectivement reconnu la musique de sa campagne présidentielle, le président de la République a exhorté les Français à retrouver « l'espérance » et « la confiance ». En faisant appel à des thèmes dont il pense qu'ils peuvent toujours être compris par l'opinion – la grandeur et la force de la France dans le monde –, M. Chirac a tenté de redonner du tonus à une popularité défailante de l'exécutif. Dans le même temps, il a voulu rapidement rassurer les « européens » de la majorité qui pouvaient douter de son engagement sur ce terrain, tout en menaçant ceux que l'Europe inquiète : ceux-là peuvent se dire que « ce n'est pas rien d'être Français ».

Olivier Biffaud

## « Nous sommes au début du chemin, mais nous sommes sur le bon chemin »

On trouvera ci-dessous l'intégralité du message de vœux que Jacques Chirac a présenté, dimanche 31 décembre, aux Français pour la nouvelle année. Son allocution a été retransmise à la radio et à la télévision à 20 heures.

« Mes chers compatriotes, vous n'avez dû, en mai dernier, pour que nous construisions ensemble une nouvelle France, une France juste, unie, respectueuse de notre pacte républicain. France telle que vous et moi la voulons. Eh bien, je mets toutes mes forces au service de cette ambition. Une ambition qui est aussi celle du premier ministre, auquel je tiens à rendre hommage pour l'action courageuse qu'il a menée avec détermination dans des circonstances particulièrement difficiles. Cette ambition, c'est bien sûr, évidemment, celle du gouvernement tout entier. Depuis sept mois, notre priorité, c'est l'emploi.



« C'est au nom de l'emploi que nous remettons nos finances publiques en ordre afin de construire une économie créatrice de travail et de richesses. C'est au nom de l'emploi que nous menons une lutte sans merci contre le chômage de longue durée, grâce au contrat initiative-emploi. C'est au nom de l'emploi que nous voulons aider les artisans, aider les petites et moyennes entreprises à se développer. La lutte contre le chômage est inséparable de la lutte contre l'exclusion. Je refuse la fracture sociale apparue au fil des ans. Déjà, un programme de plusieurs milliers de logements en faveur des plus démunis est en cours. Une prestation nouvelle garantira bientôt l'autonomie des personnes âgées dépendantes.

« Et nous avons décidé de réformer notre protection sociale. Non pour la détruire comme certains ont voulu le faire croire. Mais pour garder et léguer à nos enfants une protection sociale efficace, juste et accessible à tous. Nous l'avons fait parce qu'il n'était plus possible d'attendre, sans mettre en péril notre sécurité sociale, dont je suis le gardien. Oh, il n'est pas facile de réformer, je le sais. La crise que nous venons de traverser l'a rappelé. Au-delà de la défense d'intérêts particuliers, elle a mis en lumière des inquiétudes, des angoisses face au chômage, face à des réformes trop longtemps différées, face à un avenir incertain.

Elle a révélé un manque de confiance dans des pouvoirs qui sont parfois ressentis comme éloignés des réalités quotidiennes et qui n'auraient d'autres réponses aux problèmes de l'heure que l'accroissement des contributions de chacun.

« Reconnaissons-le, cette crise a pu éveiller chez certains quelques doutes par rapport aux espoirs que mon élection a fait naître. Eh bien, non, ces espoirs, les portes, ils ne seront pas déçus.

« De la crise, il faut tirer les leçons. La première, c'est qu'il n'est plus possible de gouverner aujourd'hui comme on l'a fait au cours des vingt dernières années. Évaluer les vrais problèmes, poser des pansements sur des blessures qu'on ne soigne jamais, remettre à demain ce qu'il faut faire sans délai. Eh bien, nous étions au bout de ce système. Il faut le comprendre : si nous voulons être un pays en paix avec lui-même, un pays qui compte dans le monde, nous devons nous adapter. Adapter notre défense, adapter notre éducation, adapter notre production aux contraintes de la compétition planétaire. Et

« La troisième leçon, c'est une leçon d'espérance. Les crises sont souvent des révélateurs. Pendant ces semaines si difficiles pour beaucoup de Français, vous avez montré, jour après jour, un esprit de responsabilité, un esprit de solidarité exemplaires. Des millions d'entre vous se sont levés très tôt le matin, déployant imagination et volonté simplement pour arriver à l'heure au travail. Je voudrais aussi saluer la sérénité et la force d'âme dont vous avez fait preuve au moment des attentats qui ont frappé notre pays. Vous avez ainsi donné au monde l'image d'un grand peuple dont je suis fier.

« Pour 1996, beaucoup dépend de nous. La croissance, qui crée des emplois, sera aussi ce que nous la ferons. La croissance, c'est d'abord la confiance, confiance en nos initiatives, confiance en nos efforts et nous avons en mains de vrais atouts. Nous sommes la quatrième puissance économique du monde. Notre économie est saine, nos entreprises sont compétitives, nos services publics, même s'ils doivent s'adapter, sont parmi les meilleurs du monde, nos jeunes sont de plus en plus qualifiés

« Si nous voulons être un pays en paix avec lui-même, un pays qui compte dans le monde, nous devons nous adapter »

pour ces nouvelles conquêtes, je veux susciter la mobilisation de toutes nos énergies.

« La deuxième leçon, c'est qu'on ne changera pas la France sans les Français. Chacun d'entre nous a soif de considération, d'explications. Et c'est vrai que nous avons moins que d'autres l'habitude de la concertation. C'est tout ensemble que nous devons retrouver les voies du dialogue. Le progrès social en dépend. Il faut des interlocuteurs forts et conscients de leurs responsabilités. Des syndicats, des organisations professionnelles, des associations. Il faut surtout que nous apprenions à nous écouter davantage. Et j'appelle chacun à prendre toute sa part de ce dialogue dont dépend notre capacité à nous réformer.

« Je souhaite que l'année 1996 soit notamment celle d'un engagement collectif et négocié pour l'aménagement et la réduction du temps de travail. De même que pour l'embauche et l'insertion des jeunes.

même si nous devons mieux les orienter, mieux les aider pour leur mettre le pied à l'étrier. En tirant parti de leur énergie, de leur enthousiasme, il faut encourager leur formidable capacité d'adaptation et d'initiative. A nous de leur faire confiance, à nous de leur donner leur chance. Le gouvernement est tout entier mobilisé. Il a pris des mesures pour relancer la consommation et l'investissement afin de soutenir l'activité et de créer des emplois. Je lui ai demandé de ne pas recourir à de nouvelles augmentations d'impôts et de cotisations sociales et de les diminuer dès que cela sera possible. Le premier ministre s'y est engagé devant vous. Tout cela suppose, vous le comprenez bien, une vigoureuse et courageuse réforme de l'Etat.

« Tous ensemble, nous pouvons faire de 1996 une année décisive et une bonne année pour la France. Notre pays joue un rôle important dans le monde. Nous y sommes respectés. Nous venons de le prouver dans l'ex-Yugoslavie en pre-

## Des emprunts au général de Gaulle et à François Mitterrand

Comme le faisaient le général de Gaulle et François Mitterrand, c'est de son bureau présidentiel que le chef de l'Etat a présenté, dimanche 31 décembre 1995, ses vœux aux Français pour 1996. Jacques Chirac a renoué avec une tradition instituée par le fondateur de la V<sup>e</sup> République, en faisant précéder son allocution par *La Marseillaise*, qui a également clos son message de fin d'année. Autre emprunt à Charles de Gaulle : la durée de ce message. Celui-ci a eu une longueur de quatorze minutes.

Ce retour aux sources classiques du gaullisme a toutefois été agrémenté d'un emprunt fait à François Mitterrand. Le chef de l'Etat a maintenu une pratique mise en place, depuis 1988, par son prédécesseur socialiste : le drapeau français et la bannière européenne constituaient le fond de décor.

## LES RÉACTIONS

■ **Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR** : « Nous avons entendu les vœux d'un grand président. [...] Jacques Chirac a clairement montré qu'il était décidé, plus que jamais, à être le président de la « France pour tous ». [...] (M. Chirac) a réaffirmé sa détermination à mettre en œuvre les réformes nécessaires et non accomplies depuis des années, à condition de les fonder sur un dialogue approfondi et responsable. »

■ **Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale** : « Quel que soit son rôle, que l'on soit responsable syndical, responsable politique, que l'on soit salarié dans les entreprises publiques ou salarié du privé [...], on a aujourd'hui reçu un appel très fort à l'esprit de responsabilité. [...] Je crois que personne ne peut s'engager dans des actions qui pourraient paraître suicidaires en 1996 sans avoir vraiment des motifs valables pour s'y engager. »

■ **André Santini, secrétaire général de Force démocrate** : [M. Chirac s'est exprimé] « sans démagogie ni récupération [sur] un ton énergique et volontaire. [...] J'ai beaucoup apprécié que le président s'adresse à un pays qu'il juge responsable et qu'il réaffirme son engagement européen. »

■ **François Hollande, porte-parole du PS** : « Une suite de contradictions dont la principale est relative aux impôts. [...] D'un côté, il a dit qu'il souhaitait une baisse des impôts et puis, de l'autre, on le sait maintenant, il va y avoir le remboursement de la dette sociale qui va s'appliquer dès ce mois de janvier, il va y avoir la hausse sur l'essence, la hausse sur la redevance télévision, la hausse des cotisations maladie sur les retraités. [...] Cette contradiction était évidente : contradiction par rapport aux actes d'aujourd'hui et aux discours d'hier. [...] Il y a contradiction sur le soutien au premier ministre et l'appel au dialogue social. »

■ **Jean-François Gau, membre du secrétariat national du PCF** : « Le chef de l'Etat maintient avec les citoyens – comme l'a fait avec le succès que l'on sait le premier ministre – [...] un rapport condescendant, du bon maître au mauvais élève, qui ne comprend décidément rien à rien. [...] Jacques Chirac a choisi l'autojustification, l'auto-déclaration. C'est particulièrement hors de saison. »

■ **Marc Blondel, secrétaire général du syndicat Force ouvrière** : « Je note quelques ouvertures : il a parlé de dialogue et je trouve que c'est bien. Je note aussi qu'il reconnaît que le pouvoir a parfois été un peu loin des réalités. [...] Maintenant, le problème est de savoir si son premier ministre va appliquer les recommandations. J'espère que les encouragements du président de la République seront accompagnés de réalisations. »

Le Monde

DE L'ÉDUCATION

EUROPE, ETATS-UNIS

Les défis de l'université de masse

JANVIER 1996 - 35 F

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Conseil constitutionnel  
la loi d'habilitation

L'abaissement des droits de succession  
contraire à la Constitution

### L'INNOVATION

Un rapport de l'Assemblée nationale sur la situation des finances publiques en 1995. Le rapport souligne que les dépenses ont augmenté de 30 000 milliards de francs à la fin de l'année 1995. Bien que ces chiffres soient élevés, le rapport souligne que les dépenses ont augmenté de 30 000 milliards de francs à la fin de l'année 1995. Bien que ces chiffres soient élevés, le rapport souligne que les dépenses ont augmenté de 30 000 milliards de francs à la fin de l'année 1995.

### Une promesse de...

Tout au long de l'année 1995, le gouvernement a tenu ses promesses. Le rapport souligne que les dépenses ont augmenté de 30 000 milliards de francs à la fin de l'année 1995. Bien que ces chiffres soient élevés, le rapport souligne que les dépenses ont augmenté de 30 000 milliards de francs à la fin de l'année 1995. Bien que ces chiffres soient élevés, le rapport souligne que les dépenses ont augmenté de 30 000 milliards de francs à la fin de l'année 1995.

سكول من زكوييل



# Le Conseil constitutionnel estime conforme à la Constitution la loi d'habilitation sur la réforme de la Sécurité sociale

Il a considéré que les tentatives d'obstruction de l'opposition justifiaient le passage en force au Sénat

Sensible à la volonté d'Alain Juppé de prendre au plus vite les ordonnances réformant la protection sociale, le Conseil constitu-

tionnel a rendu, dès le samedi 30 décembre, sa décision sur la loi d'habilitation. Il l'a jugée conforme à la Constitution, estimant que la

tentative d'obstruction de la gauche justifiait la procédure retenue par le gouvernement et la majorité sénatoriale. Il a simplement posé

quelques « réserves d'interprétation », interdisant, notamment, que soient modifiés par ordonnances les régimes spéciaux de retraite.

L'OBSTRUCTION de la gauche justifie la brutalité des procédures utilisées par le premier ministre et sa majorité pour faire voter par le Parlement la loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances afin de réformer la protection sociale. Tel a été le raisonnement du Conseil constitutionnel pour valider ce texte, dont il avait été saisi par les députés et sénateurs socialistes, communistes, radicaux et chèvènementistes. Dans sa décision du 30 décembre, il ne fait que poser quelques « réserves d'interprétation » qui ne devraient guère compliquer la tâche d'Alain Juppé.

Le principal grief des parlementaires de gauche était bien entendu la procédure imposée par le gouvernement et par sa majorité qui avait, dans les faits, considérablement réduit les possibilités d'expression de l'opposition et, en tout cas, sa faculté de défaire de ses amendements. L'addition de l'article 38 de la Constitution, transférant au gouvernement le pouvoir de légiférer ; de l'article 49 alinéa 3, qui par engagement de la responsabilité du premier ministre met fin à la discussion de l'Assemblée nationale ; du vote par le Sénat d'une question préalable, empêchant à la fois le débat et de la procédure d'urgence réduisant le nombre de navettes alors que des amendements ne peuvent plus être déposés après la réunion de la commission mixte paritaire entre députés et sénateurs, a abouti en effet à un passage en force. Mais le Conseil fait remarquer que tous ces outils sont conformes à la Constitution et que le fait qu'ils aient été utilisés « cumulativement » ne peut à lui seul rendre « inconstitutionnel l'ensemble de la procédure ».

Le plus délicat était bien entendu l'utilisation de la question préalable au Sénat, puisqu'elle a amené la majorité à voter contre un texte qu'elle approuvait, comme son vote en seconde lec-

ture l'a confirmé. Une telle technique avait été utilisée en 1986, mais c'était après que le président de la République eut refusé de signer des ordonnances décomposant les circonscriptions législatives, alors que les deux Chambres avaient accepté le principe du retour au scrutin majoritaire et confiné au gouvernement le soin de le mettre en application par ordonnances. Déjà saisi, le Conseil n'avait admis cette procédure qu'« au cas présent ».

## USAGE EXCESSIF

Depuis, le règlement de l'Assemblée du palais de Luxembourg a été modifié de façon à expliquer qu'une question préalable manifeste « soit que le Sénat s'oppose à l'ensemble du texte, soit qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération ». Cette modification de décembre 1991 a été, comme il convient, acceptée par les gardiens de la Constitution. Nul doute qu'Edouard Dalry qui, en tant que vice-président, était un des maîtres du règlement du Sénat, a rappelé, maintenant qu'il siège au Conseil, la portée de ce changement.

Le constat que fait donc le Conseil constitutionnel est assez simple. Il remarque que l'opposition avait déposé « un nombre élevé d'amendements, soit plus de 2 800 », que Jean-Pierre Fourcade, le président de la commission des affaires sociales, a déposé, au nom de celle-ci, une « question préalable dans des conditions qui faisaient clairement apparaître que son vote était motivé non pas pour marquer une opposition de fond au texte, mais pour mettre fin au débat ouvert au Sénat en vue d'accélérer la procédure d'adoption de ce texte par le Parlement ». Le Conseil considère aussi « que le bon déroulement du débat démocratique et, partant, le bon fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels supposent que soit pleinement respecté le droit d'amendement confié

aux parlementaires par l'article 44 de la Constitution, et que parlementaires comme gouvernement puissent utiliser sans entrave les procédures mises à leurs dispositions à ces fins ».

Pour lui, « cette double exigence implique qu'il ne soit pas fait un usage manifestement excessif de ces droits ». Il estime donc que « dans les conditions où elle est intervenue, l'adoption de la question préalable n'entache pas d'inconstitutionnalité la loi déferée ».

Les parlementaires de gauche avaient aussi fait valoir des critiques sur le contenu même de la loi d'habilitation. Ainsi, ils avaient remarqué qu'une telle délégation de pouvoir doit se faire sur un

des fonctionnaires et des agents des services publics.

La Déclaration des droits de l'homme, de 1789, accorde aux citoyens et à leurs « représentants » le droit de « consentir » l'impôt. Les députés de gauche en déduisaient que ces « représentants » ne pouvaient pas le déléguer au gouvernement. Cette thèse revient à interdire la pratique de loi d'habilitation dans toutes les matières financières. Le Conseil l'a rejetée en affirmant que les « règles touchant à la compétence des représentants des citoyens », édictées par le texte de 1789, « doivent être mises en œuvre en fonction des dispositions de la Constitution ». Il ajoute que, pour appliquer le principe de la

Cette même déclaration de 1789 ne permet la levée de l'impôt que s'il y a nécessité. Or, les parlementaires qui ont saisi le Conseil constitutionnel lui ont fait remarquer que la loi habilitait le gouvernement à créer une nouvelle contribution, le remboursement de la dette sociale (RDS), pour combler le déficit cumulé de la Sécurité sociale depuis 1993, alors qu'une loi de finances rectificative, votée au début du gouvernement d'Edouard Balladur, avait augmenté la CSG pour justement financer ce déficit. Cela se passait par l'intermédiaire du fonds de solidarité vieillesse à qui le produit de cette augmentation de la CSG était versé et qui remboursait l'Etat qui avait repris à son compte la dette de la Sécurité sociale. Ils en déduisaient donc que les contribuables devaient payer deux fois pour le même objet.

Là encore, les gardiens de la Constitution ont récusé cette analyse. Ils font remarquer que les sommes reçues par le fonds de solidarité vieillesse, grâce à l'augmentation de la CSG, n'avaient pas été précédemment affectées et que la loi d'habilitation prévoit que ce fonds devra dorénavant consacrer l'essentiel de ses recettes au « financement relevant de la solidarité nationale ». Pour le Conseil, il y a donc bien « nécessité » de l'impôt. Toutefois, afin que soient respectées les règles financières de l'Etat ayant valeur constitutionnelle, il a tenu à préciser que la substitution du nouvel organisme gérant la dette sociale au fonds de solidarité vieillesse devait « être retracée dans la prochaine loi de finances ». Ce n'est donc que sous ces « réserves » d'interprétation que le Conseil constitutionnel a jugé conforme à la Constitution la loi habilitant le gouvernement à réformer la protection sociale par ordonnances.

Thierry Bréhier

## L'abaissement des droits de succession en cas de donation d'entreprise a été déclaré contraire à la Constitution pour cause de rupture de l'égalité devant la loi

La seule véritable innovation de la loi de finances pour 1996 est annulée

L'INNOVATION principale du budget pour 1996 a été censurée par le Conseil constitutionnel. Les gardiens de la Constitution ont, en effet, décidé qu'était contraire à celle-ci l'abaissement des droits de succession en cas de transmission d'entreprise. C'est, ainsi, un point important du programme du candidat Jacques Chirac, la seule modification sensible de la législation fiscale introduite par Alain Juppé dans la loi de finances pour 1996, qui ne peut entrer en application.

L'argument est brandi depuis

sions d'emplois. Alors même qu'il recherchait avant tout des économies budgétaires et qu'il renvoyait à l'année suivante la mise en œuvre de la réforme fiscale, le premier ministre avait proposé que cette seule mesure entre en application dès 1996, bien que sa constitutionnalité ait immédiatement été mise en cause (Le Monde du 22 septembre 1995).

La discussion avait été vive tout au long du débat budgétaire. De nombreux parlementaires de droite s'étaient employés - et

exception étant prévue en cas d'accident avant soixante-cinq ans), les bénéficiaires, qui n'étaient pas obligés de travailler dans l'entreprise, devant garder les actions reçues pendant au moins cinq ans.

Même si les difficultés constitutionnelles n'avaient pas occupé l'essentiel des débats parlementaires, les députés socialistes, lorsqu'ils avaient soumis la loi de finances au Conseil constitutionnel, avaient soulevé ce point. Ils assuraient qu'en fait il ne s'agissait pas de faciliter la transmission d'un outil professionnel, mais de privilégier fiscalement la transmission de certains éléments de patrimoine par rapport à tous les autres types de biens. Ils estimaient donc qu'il y avait rupture du principe d'égalité devant la loi.

Le Conseil constitutionnel, dans une décision du 28 décembre rendue publique le samedi 30, leur a donc donné raison. Certes, la jurisprudence du Conseil admet que le principe d'égalité « ne fait pas obstacle à ce que le législateur règle de façon différente des situations différentes au regard de l'objet de la loi ». En l'espèce, il reconnaît donc que ce principe n'interdit pas « que le législateur décide de favoriser par l'octroi d'avantages fiscaux la transmission de certains biens », mais « c'est à la condition que celui-ci fonde son appréciation sur des critères objectifs et rationnels en fonction des buts qu'il se propose ». Or, le Conseil a constaté qu'en n'obligeant pas les bénéficiaires à occuper des fonctions dirigeantes dans l'entreprise transmise, en prévoyant le cas de décès accidentel, « la loi a établi vis-à-vis des autres donateurs et héritiers des différences de situation qui ne sont

pas en relation directe avec l'objectif d'intérêt général recherché ».

La conclusion vient donc naturellement : « Dans ces conditions et eu égard à l'importance de l'avantage consenti, son bénéfice est de nature à entraîner une rupture caractérisée de l'égalité entre les contribuables pour l'application du régime fiscal des droits de donation et de succession ». Cette mesure est donc déclarée contraire à la Constitution.

Un aménagement fiscal pour les transmissions d'entreprise n'est

coles des majorations de pension accordées en fonction du nombre d'enfants et sur le changement du mode de calcul de la dotation globale d'équipement des communes.

Toutefois, le Conseil a posé une nouvelle condition à la pratique traditionnelle qui consiste à demander au Parlement de valider des dispositions réglementaires annulées par la justice administrative. Jusqu'à présent, il interdisait que la validation revienne sur le cas précis tranché par les tribu-

## Cavalier budgétaire dans le collectif

Les députés socialistes avaient aussi saisi le Conseil constitutionnel de la loi de finances rectificative pour 1995. Ils lui reprochaient essentiellement un montage qui substituait la Caisse des dépôts à la Caisse de garantie du logement social pour la gestion et le financement des prêts consentis aux organismes HLM, et cela afin de permettre à l'Etat de prélever 15 milliards de francs sur la Caisse des dépôts. Ils estimaient qu'un tel transfert de responsabilité n'avait pas sa place dans une loi de finances. Le Conseil n'a pas partagé cette analyse, en faisant remarquer que ce transfert était indispensable au prélèvement financier qui pouvait figurer dans le collectif budgétaire. En revanche, le Conseil a censuré la disposition prévoyant la création d'un fonds de réserve de garantie de la Caisse nationale d'épargne, car elle n'était pas au nombre de celles pouvant figurer dans une loi de finances.

donc pas en lui-même condamné. Mais si le Parlement veut instituer il devra limiter sérieusement le nombre de ses bénéficiaires et prévoir un avantage financier moins élevé.

Or, le Conseil a rejeté les arguments des socialistes sur les contrats d'assurance-vie ; sur le maintien du prélèvement de 0,4 % qu'opère l'Etat lorsqu'il recouvre les impôts des collectivités locales ; sur le retrait du budget annexe des prestations sociales agri-

naux et ne la permettait que dans un « but d'intérêt général ». Saisi, cette fois, du cas de la répartition des dépenses du contrôle technique d'exploitation entre les entreprises de transport aérien, il a jugé que « la seule considération d'un intérêt financier [...] ne constituait pas un motif d'intérêt général autorisant le législateur à faire obstacle aux effets d'une décision de justice ».

Th. B.

## L'épargne logement serait soumise au remboursement de la dette sociale

LE GOUVERNEMENT n'a pas perdu de temps. Dès les décisions du Conseil constitutionnel rendues, il a fait publier, au Journal officiel du dimanche 31 décembre 1995, la loi de finances pour 1996, le collectif pour 1995 et la loi d'habilitation autorisant le gouvernement à procéder par ordonnances pour mettre en œuvre son plan de réforme de la protection sociale. La publication rapide de cette dernière lui permet d'afficher sa volonté d'aller vite. Il entend, toutefois, respecter la promesse d'Alain Juppé de consulter les partenaires sociaux sur ses projets d'ordonnances.

Deux de ces projets leur ont déjà été transmis. Le premier porte sur la création du remboursement de la dette sociale (RDS), et l'autre sur les « mesures urgentes tendant au rétablissement de l'équilibre de la Sécurité sociale » en 1996 et 1997. Pour l'une comme pour l'autre, la loi adoptée leur a permis d'entrer en application dès le 1<sup>er</sup> janvier quel que soit le temps que prendra leur rédaction définitive. Les syndicats ont une dizaine de jours pour faire part de leur avis.

Selon ces textes, l'éventail des revenus devant contribuer au RDS est très large. Il comprendra, à l'exception des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité et du minimum vieillesse. Les prestations familiales, dont le montant est gelé en 1996, bénéficieront d'un suris jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1997, date à laquelle elles seront également soumises au RDS. Seules l'allocation de parent isolé et l'allocation d'éducation spéciale en seraient exonérées. Quant au dispositif de maîtrise des dépenses de santé, le gouvernement laisse la porte ouverte à une « concertation approfondie » avec les médecins libéraux et renvoie une refonte de l'architecture actuelle du système à une ordonnance ultérieure, à prendre avant la fin avril. Il précise, toutefois, que le mandat des administrateurs des caisses, qui expire le 31 mars, sera prorogé dans l'attente de celle-ci.

Sans attendre, le gouverne-

ment a pris un certain nombre de mesures d'urgence qui figurent au Journal officiel du samedi 30 décembre. Il y a une circulaire qui fixe à 2,1 % le taux de recteur d'évolution des dépenses hospitalières, comme cela avait été annoncé. De plus, le ministère du travail et des affaires sociales a pris un arrêté portant de 55 à 70 francs le forfait hospitalier que doivent verser, chaque jour, toutes les personnes hospitalisées. Cette mesure avait été annoncée à la mi-octobre par Elisabeth Hubert, alors ministre de la santé publique. Alain Juppé n'avait guère apprécié cette initiative qui survenait pendant les forums préparant la réforme de la protection sociale. Cette augmentation avait été vivement critiquée de tous côtés, car elle pénalisait les plus pauvres, en particulier ceux qui ne peuvent adhérer à une mutuelle, la plupart de celles-ci prenant en charge ce forfait.

HAUSSE DU FORFAIT HOSPITALIER Les chômeurs et les retraités, dont respectivement 86 % et 58 % sont actuellement exonérés d'IRPP, seront également sollicités, à l'exception des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité et du minimum vieillesse. Les prestations familiales, dont le montant est gelé en 1996, bénéficieront d'un suris jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1997, date à laquelle elles seront également soumises au RDS. Seules l'allocation de parent isolé et l'allocation d'éducation spéciale en seraient exonérées.

Quant au dispositif de maîtrise des dépenses de santé, le gouvernement laisse la porte ouverte à une « concertation approfondie » avec les médecins libéraux et renvoie une refonte de l'architecture actuelle du système à une ordonnance ultérieure, à prendre avant la fin avril. Il précise, toutefois, que le mandat des administrateurs des caisses, qui expire le 31 mars, sera prorogé dans l'attente de celle-ci.

Sans attendre, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures d'urgence qui figurent au Journal officiel du samedi 30 décembre. Il y a une circulaire qui fixe à 2,1 % le taux de recteur d'évolution des dépenses hospitalières, comme cela avait été annoncé. De plus, le ministère du travail et des affaires sociales a pris un arrêté portant de 55 à 70 francs le forfait hospitalier que doivent verser, chaque jour, toutes les personnes hospitalisées. Cette mesure avait été annoncée à la mi-octobre par Elisabeth Hubert, alors ministre de la santé publique. Alain Juppé n'avait guère apprécié cette initiative qui survenait pendant les forums préparant la réforme de la protection sociale. Cette augmentation avait été vivement critiquée de tous côtés, car elle pénalisait les plus pauvres, en particulier ceux qui ne peuvent adhérer à une mutuelle, la plupart de celles-ci prenant en charge ce forfait.



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 2 JANVIER 1996

**TRANSPORTS** Un certain nombre de mesures importantes concernant le contrôle technique des véhicules, le renforcement de la sécurité et la protection de l'environnement entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Dorénavant, la fréquence du contrôle technique est modifiée puisqu'il faudra le renouveler tous les deux ans. ● CIN-

QUANTE-DEUX POINTS feront l'objet d'une vérification, et trente et un (et non plus quinze) seront soumis à une obligation de réparation. Parmi les nouveaux organes de sécurité à

faire réparer en cas de défaillance figurent la direction, les roues, les suspensions, les essieux, etc. ● L'OPACITÉ de la fumée émise par les véhicules Diesel, considérés comme

plus polluants que les véhicules à essence, sera contrôlée. ● POUR LES DEUX-ROUES, un brevet de sécurité routière sera exigé entre 14 et 16 ans pour la conduite d'un cyclomoteur.

# Contrôle technique et normes antipollution des véhicules sont renforcés

Un certain nombre de mesures destinées à accroître la sécurité des voitures et des poids lourds entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Un brevet de sécurité routière sera exigé pour les jeunes de 14 à 16 ans qui souhaitent conduire un vélomoteur

A PEINE terminées les courses de Noël, certains ont dû se lancer dans une autre épreuve : trouver un centre de contrôle technique susceptible d'examiner leur voiture avant le 1<sup>er</sup> janvier. Faute d'avoir prévu à temps le changement de réglementation effectif lundi, les retardataires auront dû accomplir une mission relevant de l'exploit. « En règle générale, notre rythme est de quarante voitures par jour. Depuis la semaine dernière, nous en sommes à soixante-dix et nous ne pouvons pas donner de rendez-vous avant courant janvier », témoignait ces derniers jours la responsable d'un centre parisien.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, la fréquence du contrôle technique est en effet modifiée. Si le premier examen devra toujours avoir lieu avant le quatrième anniversaire du véhicule, il faudra néanmoins le renouveler tous les deux ans (et non plus tous les trois ans). En outre, de nouveaux organes de sécurité devront être impérativement réparés en cas de défaillance constatée lors du contrôle : direction, roues, suspensions, essieux, carrosserie et équipements de sécurité tels que

les ceintures ou les rétroviseurs. A ces obligations, s'ajoutent celles déjà prévues pour ce qui concerne les pneumatiques, l'éclairage, le freinage et la pollution, notamment.

Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que les automobilistes se pressaient pour obtenir un rendez-vous auprès des centres agréés. En moyenne, estiment les professionnels, les réparations obligatoires représentent 2 000 francs. Ce renforcement du contrôle technique devra toutefois être appliqué avec discernement : la sécurité routière souligne en effet que « les défauts mineurs ou d'un coût excessif compte tenu des enjeux de sécurité (châssis) ou ceux qui peuvent difficilement être mesurés avec précision (amortisseurs) seront tolérés ».

Au total, ces mesures constituent l'aboutissement du processus engagé le 1<sup>er</sup> janvier 1992, conformément à une directive européenne applicable au plus tard en 1998. Depuis l'instauration du contrôle technique obligatoire, cinquante-deux points font l'objet d'une vérification. Alors que quinze faisaient l'objet d'une obliga-

tion de réparation, on en comptera désormais trente et un.

Des dispositions destinées à protéger l'environnement vont également intervenir. Parmi celles-ci, la vérification du niveau de pollution des véhicules Diesel, qui avait jusqu'à présent été « oubliée » alors que les modèles à essence sont concernés depuis octobre 1994. Dès 1996, tous les nouveaux modèles présentés par les constructeurs devront satisfaire à des normes qui représentent une diminution de 30 % des émissions pol-

luantes pour l'essence et de 50 % pour le diesel. Ces contraintes seront généralisées non seulement aux nouveaux modèles mais à l'ensemble des voitures neuves en 1997.

« OBLIGATION DE FORMATION » En tenant compte de l'augmentation du trafic et du renouvellement progressif du parc automobile, insiste la Sécurité routière, le renforcement des normes antipollution aura permis, de 1990 à l'an 2000, de diminuer les émissions polluantes

### Nouvelle mesure de la consommation de carburant

Etalons traditionnels d'évaluation de la consommation de carburant, les mesures « en cycle urbain », à vitesse stabilisée à 90 et 120 km/h, ont terminé leur carrière. Sous la férule de l'Union européenne, de nouvelles références seront utilisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996 par les constructeurs pour indiquer l'appétit des moteurs de leurs voitures. Désormais, on parlera de « consommation urbaine » et de « consommation interurbaine », la moyenne de ces deux références étant la « consommation conventionnelle globale ». D'ores et déjà, on sait que ces nouvelles notions, issues de tests plus proches des conditions réelles d'utilisation (la période de montée en température du moteur, durant laquelle la consommation est plus élevée, est désormais prise en compte) feront remonter les moyennes affichées par les constructeurs.

d'origine automobile de 65 % pour le monoxyde de carbone et de 35 % pour les oxydes d'azote. »

Dans le domaine de la sécurité, la date du 1<sup>er</sup> janvier verra apparaître des modifications non négligeables. Tous les véhicules mis en circulation devront respecter des normes plus strictes relatives aux réservoirs de carburants (résistance à la corrosion, étanchéité) ; les poids-lourds devront obligatoirement être équipés d'extincteurs alors que les autocars de plus de 7,5 tonnes devront comporter des feux de signalisation latéraux. Ces trois dispositions figuraient dans le rapport de la commission d'enquête constituée après la catastrophe de Mirabeau qui, le 10 novembre 1993, sur l'autoroute A 10, avait fait dix-sept morts et quarante-sept blessés (Le Monde des 12 et 13 novembre 1993).

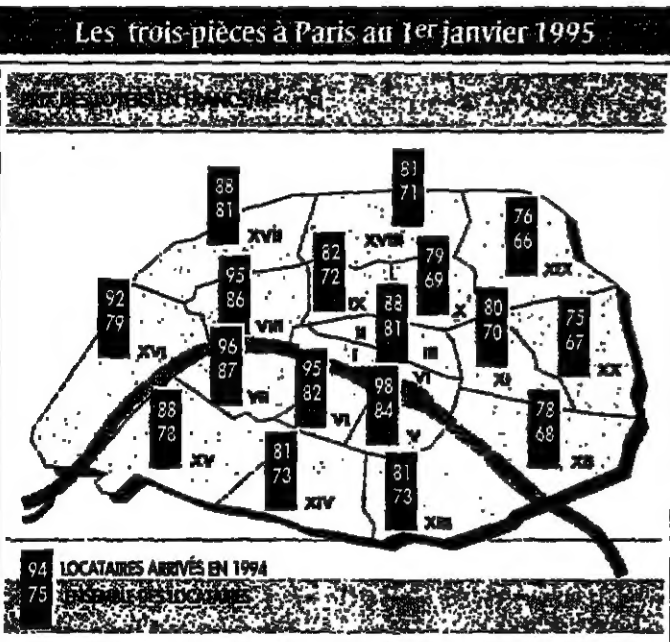
Enfin, d'autres changements réglementaires sont prévus. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, les valeurs maximales tolérées pour le bruit de tous les véhicules neufs seront abaissées. Pour les voitures, le plafond passera de 77 à 74 décibels et, pour les poids-lourds, de 84 à

80 décibels. « Ce dernier niveau, fait remarquer la Sécurité routière, était celui exigé pour les voitures au début des années 80. »

C'est sans doute pour les deux-roues que les changements seront les plus importants. Au cours du premier semestre 1996, le brevet de sécurité routière (qui n'est pas un examen mais une « obligation de formation » réalisée notamment en classe de cinquième) sera exigé, entre quatorze et seize ans, pour la conduite d'un cyclomoteur sous peine d'une amende de 150 francs. Le 1<sup>er</sup> juillet, un nouveau texte européen réglementera l'accès aux motos. Les 125 cm<sup>3</sup> dont la puissance n'excède pas 11 kW (soit 15 chevaux) pourront alors être pilotés par les titulaires d'un permis auto depuis plus de deux ans. Enfin, l'accès aux plus grosses cylindrées s'effectuera progressivement : pendant les deux années qui suivront l'obtention de leur permis moto, les motards devront se satisfaire de machines de moins de 25 kW (34 chevaux) avant de chevaucher des engins moins sages.

Jean-Michel Normand

## Les loyers des appartements parisiens sont ramenés à leur niveau de 1992



### Forte baisse des prix dans le neuf

Dans les logements mis en service depuis moins de six ans, les loyers restent élevés, mais la tendance est nettement à la baisse. A Paris, les prix ont connu un tassement continu depuis 1991, ce qui ramène leur niveau actuel à celui de 1989. Sur la période 1993-1994, le loyer moyen des premières locations s'établissait à 103 francs le mètre carré pour une surface de 55 mètres carrés, contre 108 francs pour une surface de 60 mètres carrés dans la période précédente, 1991-1992. Les loyers des logements neufs dans la capitale ont globalement perdu 5 francs au mètre carré entre 1993 et 1994. Seuls les studios et les chambres se louent en moyenne autour de 113 francs le mètre carré. Les autres locations tournent autour de 95 francs.

LE RALENTISSEMENT de la hausse des loyers à Paris et dans les agglomérations de la première couronne se poursuit. Amorcée en 1993, elle s'est renforcée en 1994 et les nouvelles locations ont, en 1994, enregistré un recul du niveau moyen des prix. En 1992, il fallait déboursier en moyenne 101 francs au mètre carré pour se loger à Paris et 76 francs en proche banlieue. Deux ans plus tard, les prix moyens au mètre carré étaient ramenés, respectivement, à 94 francs et 71 francs. A Paris, en 1990, les loyers augmentaient en moyenne de 15,5 % au moment des changements de locataires ; cette hausse n'atteignait plus que 1,9 % en 1994.

Selon une enquête publiée par l'Observatoire des loyers de la région parisienne (OLAP), effectuée sur un échantillon de près de 10 000 logements, cette tendance à la baisse s'est encore accélérée au premier semestre 1995. Pour des logements équivalents, le niveau des loyers a alors été ramené à celui qu'avait enregistré l'OLAP au tout début de 1992. Les logements les plus chers et les plus grands, les logements neufs ainsi que ceux qui sont situés dans les quartiers les plus cotés, ont été les plus durement frappés.

Début 1995, à Paris, les quatre-cinq pièces et les six pièces se louaient 10 % moins cher que début 1991 ; les une et deux pièces retrouvaient le niveau atteint en 1991 ; enfin les trois pièces se louaient 5 % moins cher.

Au moment du changement de locataire, certains types de logements sont actuellement soumis à de fortes baisses de loyers. Ainsi, les grands logements parisiens sont, dans 40 % des cas, reloués avec des baisses atteignant en moyenne 15 %. Ceux situés dans l'ouest et le centre de Paris, ainsi que dans les villes de banlieue les plus cotées (dans les Hauts-de-Seine à Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret, Boulogne-Billancourt, dans le Val-de-Marne à Saint-Mandé et Vincennes), enregistrent des baisses de l'ordre de 10 % en moyenne après relocation.

### HAUT DE GAMME

Tandis qu'elle diminuait dans le parc social, la mobilité dans le parc privé de logements s'est accentuée en 1994 à Paris et en proche banlieue. Les deux tiers des emménagements ont encore lieu dans les studios et les deux pièces, ce qui explique, en partie, que les loyers y soient en moyenne plus élevés au mètre carré que dans les plus grands logements.

Mais cette mobilité s'est également accrue, en 1994, dans le parc de logements appartenant aux institutions ainsi que dans les logements de plus de trois pièces. « Les ménages sont tentés de quitter leur logement lorsqu'ils peuvent trouver moins cher, souligne l'OLAP, ou un logement de meilleure qualité au même prix ou à un prix à peine supérieur. »

L'Observatoire des loyers rend compte, comme chaque année, des prix moyens des loyers parisiens, arrondissement par arrondissement. Le prix moyen pour un logement de trois pièces s'échelonne, dans la capitale, de 78 francs le mètre carré (dans le douzième arrondissement) à 98 francs (dans le cinquième arrondissement). Dans le peloton des arrondissements les plus chers (92 francs et plus au mètre carré pour un trois pièces), on trouve le cinquième, le sixième, le septième, le huitième et le seizième arrondissements.

Dans ces arrondissements « haut de gamme », le niveau moyen de loyer des deux pièces va de 115 francs le mètre carré à 128 francs. Par comparaison, dans les arrondissements parisiens les moins chers, le prix des deux pièces varie, au mètre carré, de 80 francs dans le vingtième arrondissement à 86 francs dans le treizième.

Christine Garin

## Xavier Emmanuelli précise la future loi contre l'exclusion

XAVIER EMMANUELLI, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a rappelé dimanche 31 décembre 1995, dans un entretien au Journal du Dimanche que la loi-cadre contre l'exclusion serait remise au premier ministre au printemps prochain. Cette loi, a-t-il précisé, « devrait porter sur quatre points essentiels : l'accès aux droits, l'accès aux soins, au logement et à l'activité ». « Nous devons créer encore plus d'hébergements d'urgence et de structures comme le SAMU social », a ajouté M. Emmanuelli, mais l'Etat ne peut pas tout. »

Ce projet de loi, qui renvoie à un thème central développé pendant la campagne électorale de Jacques Chirac, devait être prêt pour l'automne 1995, mais la « lutte contre l'exclusion » avait disparu des « grands chantiers prioritaires » du deuxième gouvernement de M. Juppé.

## Le maire de Cannes se dit victime d'une « machination »

MICHEL MOUILLOT, maire (PR) de Cannes, s'est déclaré, samedi 30 décembre 1995, victime d'une « machination politique » visant à l'atteindre sur le plan judiciaire, dix jours avant le délibéré au premier tribunal de la cour d'appel de Lyon dans le cadre de l'affaire Botton dans laquelle il a été condamné, en première instance, à quinze mois de prison avec sursis et à une inéligibilité de cinq ans pour recel d'abus de biens sociaux. Michel Mouillot a déposé une plainte pour corruption passive et active déposée contre la ville, auprès du doyen des juges d'instruction de Grasse. Cette action en justice s'inscrit dans le cadre du colossal projet immobilier de la pointe Croisette, où se trouve le casino du Palm Beach.

L'auteur de la plainte, Philippe Sassi, un proche du RPR, reproche au maire de Cannes de vouloir spolier le millier de copropriétaires de la parcelle de terrain de 18 000 m<sup>2</sup> dénommée place du Masque-de-Fer. Le préfet des Alpes-Maritimes, Philippe Marland, avait rejeté en septembre dernier la demande de déclaration d'utilité publique déposée par la ville, estimant notamment que le projet, en l'état, ne répondait pas aux exigences de la loi littorale.

### DÉPÊCHES

■ MEURTRE : cinq gitanes d'une même famille étaient toujours gardées à vue lundi 1<sup>er</sup> janvier dans la matinée à la gendarmerie de Villeneuve-sur-Lot, après la fusillade qui a provoqué, samedi 30 décembre 1995, la mort d'un parké de soixante-trois ans et fait six blessés la veille dans un bar de Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne). Les gendarmes poursuivent leurs investigations en vue d'éclaircir les raisons pour lesquelles un homme armé d'un fusil de chasse a, vers 22 heures, fait feu à deux reprises depuis son véhicule en direction de la porte vitrée du bar, dans lequel une trentaine de personnes étaient en train de faire la fête. Sept consommateurs ont été atteints par les tirs, dont un Harki de soixante-trois ans, Said Chailal, décédé durant son transport à l'hôpital. Deux autres ont été sérieusement touchés.

■ ATTENTAT : une explosion d'origine criminelle, qui s'est produite dans la nuit du samedi 30 décembre 1995 dans la rue Vernot, située dans le huitième arrondissement de Paris, a soufflé vers 21 heures la vitrine d'un local commercial en cours d'aménagement pour recevoir une agence bancaire de la Citibank. L'engin de faible puissance avait été déposé entre deux voitures en stationnement et a projeté des vis à bois et à platine qui ont endommagé quatre véhicules stationnés de part et d'autre de la rue. Les vis retrouvées par les enquêteurs ne ressemblent en rien à celles utilisées lors des attentats terroristes intervenus de la police judiciaire de Paris.

■ FROID : les pluies verglaçantes et le brouillard ont provoqué, samedi 30 et dimanche 31 décembre 1995 de nombreux carambolages héliques et faisant plus d'une dizaine de blessés. Dans le Nord-Pas-de-Calais, des carambolages provoqués par le verglas ont impliqué, dans la nuit de samedi à dimanche, près de 70 véhicules. Sur les autoroutes autour de Lille, une cinquantaine de voitures sont entrées en collision.

## Le nombre de médecins généralistes stagne

POUR la première fois, le nombre de médecins généralistes est resté stable en France entre 1994 et 1995. Désormais, les généralistes ne représentent plus que la moitié du corps médical, contre 56 % en 1987. Depuis cette date, la part des spécialistes n'a cessé de progresser pour devenir équivalente à celle des praticiens généralistes.

En effet, durant cette période, le nombre de spécialistes a augmenté de 4,8 % annuellement. Les disciplines aux effectifs peu nombreux, comme la santé publique et la biologie médicale, ont comblé leur retard.

Au total, on dénombre 172 000 médecins en France dont 3 000 dans les départements d'outre-mer. Ces chiffres, diffusés par le Service des statistiques, des études et des systèmes d'informa-

tion (SESI) du ministère du travail et des affaires sociales, montre que la croissance du corps médical est désormais très faible et que la féminisation de la profession, amorcée dans les années 60, se poursuit. A cette époque, 20 % des diplômés étaient délivrés à des femmes, contre 45 % aujourd'hui.

Ce phénomène concerne l'ensemble du corps médical et est même plus important parmi les spécialistes. Ainsi, en 1995, un tiers des médecins spécialistes des femmes, contre 25,9 % en 1986. Pour les généralistes, le nombre de médecins femmes atteint aujourd'hui 31,7 % contre 23,1 % en 1986. Mais elles ne sont pas également réparties dans le corps médical. Elles sont moins présentes dans les spécialités chirurgicales, à l'exception de

l'ophtalmologie, qu'en psychiatrie, biologie, médecine du travail ou santé publique. Dans ces deux domaines, elles représentent plus des deux tiers des effectifs.

Si la proportion de femmes est plus importante en médecine libérale (39 %) qu'en médecine hospitalière (30 %), plus de la moitié d'entre elles s'orientent toutefois vers le secteur libéral. Certaines spécialités exercées essentiellement à titre libéral, comme la gynécologie, la dermatovénérologie et l'ophtalmologie sont très fortement féminisées. A contrario, la médecine interne, la chirurgie générale ou la neurochirurgie, qui comptent de nombreux postes salariés mais imposent des gardes et des astreintes, sont peu pratiquées par les femmes.

DISPARITIONS  
Suzanne Prou

Une romancière de la littérature

سكندر زكي



## DISPARITIONS

## Suzanne Prou

Une romancière de la nostalgie douce-amère

NÉE à Grimaud (Var) le 11 juillet 1920, l'écrivain Suzanne Prou est décédée dans la nuit du 29 au 30 décembre 1995, à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.

Son père étant officier de carrière, Suzanne Prou a vécu toute son enfance de ville de garnison en ville de garnison, en Algérie, en Indochine, dont elle gardera toute sa vie la nostalgie. Rentrée en France, elle fait ses études à Marseille puis à Aix-en-Provence avant de se diriger vers l'enseignement. Son premier roman, *Les Palapharis* (Calmann-Lévy), tout entier centré autour de ces « palapharis » qui donnent cette appellation étrange au titre, est publié en 1966 et Jacqueline Piatier, dans *Le Monde*, le déclare double pour « le comique à froid ».

Cette description de ce qui peut se passer à l'intérieur d'une cervelle un peu dérangée, cette peinture des milieux clos et confinés où tout le monde se scrute, s'observe, se juge, ces nostalgies douces et violentes de la vie ordinaire, se retrouvent dans ses premiers romans (*Les Demoiselles sous les ébéniers*, Calmann-Lévy 1967, *L'Été jaune*, Calmann-Lévy 1968, et

*Méchantement les oiseaux*, Calmann-Lévy 1971, qui lui vaut le prix Cazes en 1972). Mais elle fait vite preuve aussi d'une autre facette de son talent, de quelque chose de plus symbolique, de plus proche peut-être à la fois de Kafka et du Nouveau Roman, en particulier avec *La Ville sur la mer* (Calmann-Lévy 1970).

Après la parution de *La Petite Boutique* (Mercure de France 1973), un essai sur le petit commerce en France, son sixième roman, celui qui reste aujourd'hui sans doute le plus connu, *La Terrasse des Bernardini*, pour lequel elle obtient le prix Renaudot en 1973, marque le passage à la maturité et à la réalité. Elle se rapproche par la suite de l'écriture politique avec *Le Pré aux Narcisses* (Calmann-Lévy 1983) mais surtout avec *Les Amis de Monsieur Paul* (1985), qui paraît dans la collection « Crime Parfait » au Mercure de France. Elle revient à l'ambiance, aux odeurs et aux paysages de son enfance (*Les Femmes de la pluie*, Calmann-Lévy 1978, *La Petite Tonkinoise*, Calmann-Lévy 1987), mais sans jamais perdre ce goût de la province, du suranné, des si-

lences bourgeois, des tragédies secrètes et des folles douces-amères (*Les Dimanches*, Calmann-Lévy 1979, *Le Voyage aux Seychelles*, Calmann-Lévy 1981). Elle aime tant les jardins, les arbres, les fleurs, l'herbe qu'elle finira par leur consacrer un autre livre, *Le Cygne de Fanny* (Mercure de France, 1980). Elle est l'auteur de vingt-cinq romans et était membre du jury du prix Fémina depuis 1981 et d'autres prix littéraires comme le prix Méditerranée.

Parallèlement, elle a toujours milité : dès l'occupation, étudiante, elle avait participé à la rédaction d'un journal clandestin luttant contre l'antisémitisme, puis elle s'était engagée pour la cause des femmes, au sein de l'Union des femmes françaises (UFF), et pour la paix et les droits de l'homme, en particulier pendant la guerre d'Algérie. Elle avait fait preuve de son grand courage et de sa dignité en participant à la soirée Sidaction, en avril 1994, après la mort de sa petite-fille atteinte du sida. Elle était chevalier de la Légion d'honneur.

Martine Silber

## Nello Celio

Homme politique et avocat suisse

ANCIEN CONSEILLER fédéral et président de la confédération helvétique en 1972, Nello Celio est décédé, vendredi 29 décembre 1995, à Berne, des suites d'une pneumonie. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

Dans la grisaille de la routine suisse, cet italophone pourtant solidement ancré dans le système se distinguait par une façon toute méridionale. Né le 12 février 1914 dans une modeste famille du petit village d'Arubri, au pied du Saint-Gothard, dans le canton du Tessin, il étudia le droit à Bâle et à Berne avant d'ouvrir un cabinet d'avocat, passage quasi obligé d'une réussite politique dans son canton d'origine. Député du Parti radical démocratique (PRD) au parlement local à vingt-cinq ans, il devient, sept ans plus tard, membre du gouvernement cantonal où il dirige pendant treize ans le département des travaux publics. Ensuite, il s'installe à Lugano comme avocat sans renoncer pour autant à la politique. Praticquant aisément les trois langues officielles, Nello Celio est porté en 1960 à la présidence du Parti radical-démocratique fédéral et élu trois ans plus tard au conseil national à Berne. En 1966, le chef du départe-

ment militaire, Paul Chaudet, est amené à se retirer du gouvernement helvétique à la suite d'un scandale provoqué par l'affaire des Mirages. Un peu contre son gré, reconnaît-il, l'avocat tessinois succède au ministre vaudois, démissionnaire.

Pendant les six ans durant lesquels il siège au conseil fédéral, Nello Celio est successivement chargé des départements militaire et des finances. Par son allure joviale, il sait se rendre populaire, même s'il peine à maîtriser l'inflation. Après avoir occupé, en 1972, la présidence tournoyante de la confédération, il préfère se retirer du gouvernement l'année suivante. Du Crédit suisse à Nestlé en passant par Pirelli ou la Dresdner Bank, il siège alors dans des dizaines de conseils d'administration, avantant lui-même en ignorer le nombre.

Ces multiples activités lui valent parfois des critiques. Ainsi, il se trouvait à la tête d'Alusuisse quand l'entreprise a passé un accord avec le Zaïre attirant les reproches de pactiser avec le président Mobutu. Son nom a également été cité lors de l'affaire Sasea parce qu'il avait un temps présidé le conseil d'admi-

nistration de cette société financière, créée par l'homme d'affaires italien Florio Fiorini, avant qu'elle ne sombre dans l'une des plus retentissantes banqueroutes de l'histoire suisse. L'une des dernières prises de position publiques de Nello Celio avait été de se prononcer en faveur d'un rapprochement de son pays avec l'Europe communautaire.

Jean-Claude Buhner

■ JEAN-VICTOR HOCQUARD, musicologue, spécialiste de Mozart, est mort, le 21 décembre 1995, dans sa maison d'Indre-et-Loire. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. D'origine alsacienne, docteur ès lettres, il enseigna la philosophie et écrivit plusieurs livres sur son musicien de prédilection parmi lesquels : *La Pensée de Mozart*, publié dès 1958, puis un *Mozart, écrits et propos de Mozart, Mozart l'unique, Mozart dans ses airs de concert et Mozart, l'amour, la mort* réédité en 1992 chez Jean-Claude Lattès. Pour Aubier-Montaigne, Jean-Victor Hocquard avait collaboré de 1978 à 1986 à une édition critique des livrets des grands opéras de Mozart.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Patricia et Arnaud CARRERE-SOULA ont la joie d'annoncer la naissance de  
**Guillaume**,  
le 6 décembre 1995, à Paris.

Anne de MONDENARD et Michel GUERRIN, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille  
**Louise**,  
le 26 décembre 1995, à Paris.

Laure-Alice partage la joie d'accueillir  
**Sophie-Charlotte**,  
née le 27 décembre 1995, à Paris.

M. Gilles COTTIN et M<sup>me</sup> née Juliette BROSSOLLET ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille  
**Paul**,  
De la XIII<sup>e</sup> génération en Ile-de-France.  
19, rue Richer, 75009 Paris.

Christine et Jean-Samuel, sont très heureux d'annoncer la naissance de  
**Thomas SERGENT**.

Fiona est heureuse d'annoncer la naissance de son petit-frère.  
**Thomas**,  
le 20 décembre 1995.

M. et M<sup>me</sup> Christophe OSMOND, 50000 Saint-Lô.

## Anniversaires de naissance

Le temps passe, mais le bonheur s'accumule...  
Bon anniversaire.  
**Sophie !**  
Yvon, Emmanuelle et David.

## Mariages

Anne LAGEAT et Félix AUDA ont la joie d'annoncer leur mariage célébré dans l'intimité le 31 décembre 1995.  
Roland, Claire, Lorraine et Pauline ont apprécié.

22, avenue Saint-Benoît, 19100 Digne-les-Bains.

À nos abonnés et nos attachés, souhaitant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous vous remercions de bien vouloir nous communiquer leur numéro de téléphone.

Elisabeth PROST et Pierre JOLIVET ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale, le 30 décembre 1995.

## Décès

M<sup>me</sup> Jeannette Aballéa-La Richelieu, son épouse, Martine, sa fille, ses frères, ses sœurs, et sa famille, ont la très grande tristesse de faire part du décès de  
**Jean-Pierre ABALLÉA**,  
survenu le 29 décembre 1995, à Lesneven.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 30 décembre, en l'église de Saint-Méen.  
9, rue Lisacourt, 75014 Paris.

Georges Adda, son épouse, Norbert Sanda, Leila Adda et Serge Adda, ses enfants, Mourad Zghidi, Karim Adda et Meriem Zghidi, ses petits-enfants, Marc, Michèle et Alain Scialoni, ses frères et sœur, Et les familles Adda, Sanda, Scialoni et Fahl, ont la douleur de faire part du décès de  
**Gladys ADDA**,  
survenu le 29 décembre 1995, à Tunis.

5, rue Ibn Bajja, Cité Jardins, 1002 Tunis.  
101, rue Leblanc, 75015 Paris.

Ses collègues et tous ses amis des Mazarins ont la tristesse de faire part du décès de  
**Pierre DUPONT**,  
survenu le 24 décembre 1995.

Il s'associe à la douleur de sa famille.

« Comme tu m'as envoyé dans le monde, je les ai aussi envoyés dans le monde. »  
(Jean 17, 18).

M<sup>me</sup> Geneviève Duflo, sa sœur, M<sup>me</sup> Nicole Legrand Duflo, M<sup>me</sup> Françoise Clément, M. Michel Duflo, ses neveu et nièces, et leurs familles, M<sup>me</sup> Bako Rajabellina Rasoonarimalala, Toute la famille, Et ses nombreux amis, notamment de la Cimade, du Conseil œcuménique des Eglises, de l'ACAT, de la Conférence des religions pour la paix, et des Maisons de retraite de Cannes pour réfugiés étrangers, ont la douleur de faire part du décès à Paris, le 28 décembre 1995, de  
**Madeleine BAROT**,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation se déroulera dans l'intimité, et un service d'action de grâce aura lieu le samedi 6 janvier 1996, à 14 h 30, en l'église réformée de Plaisance, sa paroisse, 95, rue de l'Ouest, Paris-14<sup>e</sup> (métro Pernety).

Cet avis tient lieu de faire-part.  
53, avenue du Maine, 75014 Paris.

La Cimade a le chagrin de faire part de la mort de sa présidente d'honneur,  
**M<sup>me</sup> Madeleine BAROT**.

Depuis l'automne 1940, et même durant vingt années passées au Conseil œcuménique à Genève, elle n'a pas quitté le service actif de la Cimade, et en a été la principale inspiratrice.

L'inhumation se déroulera dans l'intimité.

Un service d'action de grâce aura lieu le samedi 6 janvier 1996, à 14 h 30, en l'église réformée de Plaisance, sa paroisse, 95, rue de l'Ouest, Paris-14<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Pernety).

(Le Monde du 30 décembre 1995.)

M. Georges Blond, son fils, M<sup>me</sup> Alice Blond, sa belle-fille, Olivier et Tatiana, ses petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> Bracha BLOND**,  
survenu le 26 décembre 1995.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Renaud Cathala, son épouse, Rosemonde, Manuella, Anthony, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Estérez, ses parents, Ses frères et sœurs, ont le chagrin de faire part du décès, survenu le 26 décembre 1995, à l'âge de cinquante-deux ans, de  
**M<sup>me</sup> Christine CATHALA, née ESTÉREZ**,  
qui fut  
avocat au Barreau de Paris.

La cérémonie religieuse en sa mémoire aura lieu en l'église Saint-Sauvain, 2, place de l'Eglise, à Antony (Hauts-de-Seine), le jeudi 4 janvier 1996, à 15 h 30.

20, rue Foudouan, 92160 Antony.

M<sup>me</sup> Marianne Hocquard et ses enfants font part du décès de  
**Jean-Victor HOCQUARD**,  
docteur ès lettres, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres, mazarinien,

survenu le 21 décembre 1995.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
4, allée des Noisetiers, 37550 Saint-Avertin.

M<sup>me</sup> Lassalle, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Lassalle, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jacqueline Rossi y Costa Lassalle, et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Maraval et leurs enfants, Les familles Lassalle, Chaplain, Asfaux, Couly, Laujol, Rollier, ont la douleur de faire part du décès de  
**Marcel LASSALLE**,  
survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année à Saint-Céré (Lot), berceau de la famille.

Les obsèques ont eu lieu le 21 décembre 1995, selon les vœux du défunt, dans la plus stricte intimité.

381, avenue de Gaulle, 46400 Saint-Céré, 11, avenue du Comminges, 31170 Tournefeuille.

— Ses enfants, Mario-Agnès, Pierre, Marie-Françoise, Bernard, Jean-Marie et Marie-Chantal, Avec toute leur famille, ont la tristesse de faire part du décès de  
**Georges LAURET**,  
survenu le 24 décembre 1995, dans la nuit de la Nativité, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, à l'église Saint-Jacques de Montgeron, le 28 décembre.

Famille Laurent, 11, rue Victor-Hugo, 91230 Montgeron.

— Jacques et Annie Paillissé, Pauline et Lucien Carrière, ses enfants, Jean-Philippe et Norma, Marie-Françoise et Joël, Irène et Jérôme, Pierre, Jean et Isabelle, ses petits-enfants, Claire, Cécile, Sara, Latitia, Simon, Agnès, Clément, Ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de  
**Yvonne PAILLISSÉ née VINCELOT**,  
le 29 décembre 1995.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
Le Corbusier n° 51, 13008 Marseille, 8, allée Gabrielle-d'Estrois, 92340 Bourg-la-Reine.

— Marguerite Doreau, sa mère, Anne-Françoise Paul Prou, sa fille, Nicole et Jean Fabre, Florence Fabre, Coline Fabre, Odile, Michel et Gaël Massé, Toute sa famille et ses amis ont la douleur de faire savoir la mort de  
**Suzanne PROU**,  
chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, membre du jury du Prix Femina.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 janvier 1996, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, rue Lecourbe, Paris-15<sup>e</sup>; elle sera suivie de l'inhumation au cimetière Montparnasse, Paris, le 30 décembre 1995.

Reste avec nous Seigneur Car déjà le jour baisse.

Famille Paul Prou, 144, rue Lecourbe, 75015 Paris.  
(Lire ci-dessus.)

— M. Claude Reymond, M. et M<sup>me</sup> Raymond Fernet et leurs enfants Manuel, Matthieu, Laurence et François, M. et M<sup>me</sup> Antoine Reymond et leurs enfants Jérôme, Caroline et Romualde, M. Etienne Reymond, M. et M<sup>me</sup> Renaud Cuenod et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Reymond et leurs enfants, Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de M. et M<sup>me</sup> Jules Cuenod, de M. et M<sup>me</sup> André Musard, de M. et M<sup>me</sup> Pierre Chavannes, Les familles Reymond, Cuenod, Chavannes, de Blonsy et Dufour, Les familles parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> Claude REYMOND, née Claire CUENOD**,  
leur très chère épouse, mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante, cousine, parente et amie, enlevée à leur affection le 28 décembre 1995, à l'âge de soixante-quatre ans.

Le service funéraire aura lieu le mercredi 3 janvier 1996, à l'église Saint-Etienne, à Prilly.

Culte à 14 h 30.  
Honneurs à 15 heures.

Au lieu de fleurs, prière de penser aux Enfants de Terre des hommes (CCP n° 10-11504-6).

Les Passiaux, 15, chemin des Passiaux, 1008 Prilly (Vaud, Suisse).

« Si je dis : les ténèbres m'écrasent, la nuit devient lumière autour de moi ; les ténèbres ne sont pas ténèbres devant Toi ; la nuit comme le jour illumine. »  
Ps. 139.

— M. et M<sup>me</sup> Armand Doin et leurs enfants, Le docteur André Toulas, M. et M<sup>me</sup> François Toulas et leurs enfants, M. Vincent Toulas, M. Philippe Toulas, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de  
**M. Michel TOULAS**,  
survenu le 30 décembre 1995, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vincennes, sa paroisse, le mercredi 3 janvier 1996, à 9 h 45.

30, rue de l'Eglise, 94300 Vincennes.

## Anniversaires de décès

En souvenir de  
**Jacques DION**,  
22 octobre 1923 - 1<sup>er</sup> janvier 1986,

professeur de lettres aux Andelys puis à Antony.  
Emmanuel Dion, 34, rue Yves-Toudic, 75010 Paris.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1976.  
**Anatole SLOBODANSKY**,  
Anschwitz n° 172 742,

décédait après son dernier acte de grand courage contre l'invincible cancer.  
Je lui dois la vie rendant son souvenir éternel.

Son ami, David, Auschwitz n° 172 825.

— 1968, 1970.  
Une pensée affectueuse pour  
**Nicole**

et sa maman  
**Madeleine TAITZ**,  
49190 Rochefort-sur-Loire, Résidence Orangerie, 06500 Nice.

## Vœux

Michèle  
bonne année.

Régis.

## CARNET DU MONDE

Téléphone  
40-65-29-94  
40-65-29-96

Télécopieur  
45-66-77-13

Christian Dior

SOLDES

DU MARDI 2 JANVIER  
AU SAMEDI 6 JANVIER 1996  
DE 10 H A 18 H 30

32, Avenue Montaigne  
PARIS 8<sup>e</sup>



## HORIZONS

ENQUÊTE



H. PRZYNSKA 135

# La longue marche du cinéma chinois

**E**ST-CE rapide ou lent ? Le cinéma n'échappe pas à l'évolution générale de la société chinoise. Des spectacles coups d'accélérateur vers la modernisation de l'empire se retrouvent souvent enclavés dans la lourdeur de l'histoire, de la géographie et de la bureaucratie. Cela ne change rien à ces deux faits majeurs : l'univers économique, esthétique, sociologique - des images chinoises est en pleine mutation ; aujourd'hui encore marginalisées derrière la Grande Muraille, les images de Chine occupent dans peu d'années une place cruciale dans le monde. Le deuxième Festival international du film de Shanghai, organisé à l'automne, permettrait de mesurer cette évolution.

Cette manifestation présente un panorama significatif des cent cinquante films produits annuellement, qui se partagent, avec les cinquante films importés, un public estimé à 3,5 milliards de personnes en 1994. Chiffre considérable, bien sûr, chiffre en baisse rapide pourtant, chiffre imprécis surtout, dans la mesure où il correspond au nombre de tickets vendus ; mais le cinéma est aussi consommé, notamment dans les campagnes, dans des installations non commerciales - ce que prenait en compte la précédente statistique connue, à la fin des années 80, pour évaluer le public à... 13 milliards de spectateurs. Encore convient-il désormais d'ajouter les consommateurs de cassettes vidéo, presque toutes illégales, à domicile ou dans des échoppes spécialisées.

Remarqué en Occident grâce à l'essor de la « cinquième génération », celle des réalisateurs qui, après la révolution culturelle et la « rééducation » à la campagne, ont étudié à l'institut du cinéma de Pékin et souvent débute aux studios de Xian, le cinéma chinois se résume souvent, à l'Ouest, à deux noms, et deux archétypes : drames paysans, brillamment illustrés par *Terre jaune*, de Chen Kaige, ou *Qiu Ju*, de Zhang Yimou, ou somptueuses reconstitutions historiques, telles que *Épouses et concubines* ou *Adieu, ma concubine*... respectivement de Zhang Yimou

et Chen Kaige. Ces genres conservent leur importance, et ces deux cinéastes continuent de s'illustrer : après *Shanghai Triad* (sorti en novembre en France), Zhang prépare le portrait d'une ancienne impératrice ; Chen termine à Pékin la post-production de *Lune de tempête*, situé dans le Shanghai des années 20. Pourtant, le cinéma chinois ne se limite pas à cette définition.

On y retrouve toujours les anciens genres, directement issus du « réalisme socialiste » de la haute époque. Ainsi du docudrama bien-pensant, tel le nouveau film du vétérinaire-apparatchik Xie Lin, qui eut du souffle dans les années 50 et encore de beaux éclats au début des années 80. Il signe, avec *Femmes en prison*, un édifiant et déplaçant plaidoyer pour la réhabilitation des jeunes délinquantes (mignonnes) par la prison (modèle) grâce à l'influence de matons (des anges de délicatesse). Comme il se doit, la caméra ne manque pas de se repaître de chahuts adolescents, en toute prudence hypocrite.

Dans un autre registre, la vaste fresque héroïque-militaire a également la vie dure. En témoigne *Dernière grande victoire*, signé d'un jeune réalisateur à la mise en scène de vieillards. Ce pensum consacré à un épisode de la guerre antijaponaise avait été commandé par le gouvernement pour célébrer la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'épopée montrait des soldats de l'armée nationaliste, mais, entre la commande et son achèvement, les relations avec Taipei s'étant à nouveau tendues, le grand œuvre a été relégué sur une étagère par ceux-là mêmes qui en avaient réclamé la confection.

**T**OUJOURS à l'ordre du jour, et même en expansion, les liens avec les « autres Chine ». Taiwan et Hongkong, ne sont plus mis en avant. Bien que le financement venu de ces zones contribue toujours davantage à la production, on insiste davantage sur le passage à l'économie de marché des structures du cinéma : seize studios nationaux, treize studios régionaux et China Film, la société d'État qui les coiffe et monopolise longtemps la distribution intérieure, l'importation et l'ex-

portation. Les studios bénéficient désormais d'une certaine autonomie, financière et artistique. Contraints à la rentabilité, tous ont entrepris de réduire les personnels pléthoriques, jadis employés à plein temps, et de découvrir les joies de la gestion privée.

Patron de l'un des plus grands studios du pays, celui de Shanghai, Zhu Yongde réorganise ainsi un conglomérat qui comprend des plateaux, des salles de montage, des auditoriums, mais aussi un circuit de vingt salles, des laboratoires, des éditions vidéo et encore des sociétés immobilières, une entreprise hôtelière et même une aciérie. Le Studio coiffe à présent huit unités de production et distribue dans la région leurs films ainsi que tous ceux qu'il acquiert. « Si le contenu des films reste évidemment

« Si le contenu des films reste évidemment soumis à la censure de Pékin, je n'ai pas à demander d'autorisation économique pour les produire, et tous les revenus restent au studio »

soumis à la censure de Pékin, le n'ai pas à demander d'autorisation économique pour les produire, et tous les revenus restent au studio. Nous nous contentons de payer des impôts, comme toute société privée », souligne M. Zhu. Le Studio de Shanghai emprunte auprès des banques pour produire. Il s'apprête à vendre une grande part de ses terrains dans la ville pour faire construire, 18 km plus loin, de nouveaux plateaux, mais aussi des cinémas et des installations multimédias. En Chine aussi, c'est devenu le maître mot du futur des images.

Dépendant désormais des qualités de gestionnaire de leur direction, les studios se différencient par leurs choix artistiques. S'il est clair qu'à Shanghai, capitale commerciale et principal centre de coproductions avec l'étranger, les films « grand public » monopolisent toute l'attention, il n'en va pas forcément de même dans le premier studio du pays, celui de Pékin. Son nouveau et tout jeune directeur, Han Sanping, paraît dé-

cidé à soutenir aussi des projets esthétiques, voire politiquement, audacieux. En témoignait, durant le Festival, le meilleur film projeté : *On the Beat*. Remarquée il y a trois ans grâce à Zhao Le, *Jouer pour le plaisir*, sa réalisatrice, Nin Yin, présente une vision fine et complexe de la vie quotidienne dans un commissariat de la capitale, qui offre également une approche subtile de l'ensemble du système politique.

*On the Beat* représente de manière exemplaire un cinéma d'auteur qui risque de devenir, comme cela s'est produit dans toutes les grandes cinématographies, un secteur à part de la production. Encore s'agit-il d'un film « officiel », c'est-à-dire labellisé par un Studio, faute de quoi il aurait peut-être pu être tourné, mais en aucun cas dis-

tribué dans le pays. C'est le sort des réalisations dites « souterraines ». Souhaitant les bloquer sans paraître les interdire, les autorités ont trouvé un système particulièrement retors pour entraver leur diffusion dans les festivals occidentaux : si ces films y sont sélectionnés, le pouvoir de fait leur interdit l'existence. Mais il prend des mesures de rétorsion contre les cinéastes officiels qui participeraient aux mêmes manifestations ; il faut beaucoup de solidarité entre les réalisateurs (elle existe, dans une certaine mesure) pour que les « légaux » ne deviennent pas les adversaires des « hors-la-loi ».

Soucieux de conserver le contrôle de ce qui est produit et, surtout, diffusé en Chine, les dirigeants restent vigilants sur les thèmes politiques, mais relâchent lentement leur pression sur la censure des mœurs (un peu de sexe, beaucoup de violence). Ce qui se traduit, sur les écrans, par une évolution sans doute irréversible :

la contamination des films de Chine populaire par les thèmes et les procédés en usage à Hollywood (et à Hongkong). Sans lésiner sur les poursuites en voiture, les coups de feu, les boîtes de nuit aux murs vibrants de rock, il est désormais ouvertement question de drogue, de prostitution et de tous les trafics « modernes ».

**L'**ÉNONCÉ de leur thème - ou de leur décor - constitue souvent la seule valeur sociologique de ces productions, promises à se fondre dans le flot des navets internationaux marqués dans l'esthétique de la publicité et du téléfilm.

Tout indique que leur nombre va se multiplier, sous l'influence de l'inductible ouverture aux images extérieures, rarement les meilleures. Trois étapes décisives ont été franchies. La première fut le lancement de Star TV, la chaîne de télévision satellite privée appartenant au magnat américain Rupert Murdoch, qui diffuse à présent en mandarin. Si le grand public chinois n'a pas (encore) accès à ces programmes, les « élites », et notamment la jeunesse branchée utilisatrice de caméras, y trouve ses références visuelles. Les représentants de Hollywood ont signé un accord avec Pékin pour s'attaquer au problème du piratage et des vidéos clandestines.

Sa répression était la condition sine qua non pour que les Américains, qui ont les yeux braqués sur l'immense marché chinois, rendent disponibles leurs titres les plus porteurs. Ce rapprochement s'est traduit par la création, le 29 septembre, d'un bureau de contrôle agné par les différentes parties.

Depuis l'été 1994, dans le droit fil de cette évolution, les étrangers (c'est-à-dire Hollywood) ont obtenu d'être associés aux bénéfices, au lieu de recevoir un prix fixe dérisoire pour la vente des droits. Durant le premier semestre 1995, *True Lies*, *Le Roi lion*, *Forrest Gump*, *Le Fugitif* et *Speed* ont été les premiers à bénéficier de cette nouvelle donne - en compagnie du nouveau polar de Hongkong avec Jackie Chan, supervisée dans toute la région. Enfin, le monopole de China Film sur l'importation des films étrangers (deux ans après la suppression de son monopole

sur l'exportation) est aboli depuis fin octobre. Autorisant dans un premier temps trois studios, ceux de Pékin, de Shanghai et de Changchun, à acheter chacun un film étranger par an, la mesure est pour l'heure surtout symbolique. Mais le principe étant acquis, tout le monde s'attend que la brèche s'élargisse prochainement. Ce qui ne pourra qu'accroître le processus d'occidentalisation de la mise en scène.

De cette tendance, le film chinois en compétition officielle - objet de toute la sollicitude des plus modernistes parmi les officiels du cinéma - offrait un exemple presque caricatural. D'une facture très professionnelle, *Les Cerises rouges*, de Ye Daying, ne traduit en rien son origine nationale : cette histoire de deux orphelins de l'armée maoïste, réfugiés à Moscou en 1940 et qui subissent les horreurs de l'occupation nazie et du siège de Moscou, frappe surtout par la complaisance dans la description des actes de sadisme pratiqués par l'officier allemand sur la jeune fille, dont les formes sont complaisamment suggérées, ainsi que par sa violence racoleuse et froide.

La marche forcée du cinéma chinois vers l'économie de marché - mais toujours sous la direction du Parti - laisse présager, à moyen terme, une différenciation de plus en plus poussée entre trois secteurs. Un secteur « idéologique », soutenu à bout de bras par le pouvoir pour produire des œuvres de propagande. Un secteur « artistique », bénéficiant de la protection de la fraction la plus audacieuse de l'industrie et qui finira par trouver des passerelles avec les réalisateurs « souterrains » - certains, tel Tian Zhan-zhuan, l'auteur du *Cerf-volant bleu*, se débrouillent déjà pour passer d'un côté à l'autre de la barrière réglementaire. Enfin, un secteur « commercial », appelé à fabriquer des films de plus en plus similaires aux productions internationales, notamment américaines. Une évolution que devrait renforcer le retour de Hongkong (pépinière de faconniers et de producteurs avisés, mais aussi d'auteurs) dans le giron de la République populaire en 1997.

Jean-Michel Frodon

**Confrontés à l'économie de marché, les studios ont diversifié leurs productions : drames paysans et reconstitutions historiques ne pouvaient éternellement satisfaire un public estimé à 3,5 milliards de spectateurs**

La grande déception des Québécois

Retraite

par Mark...

U

سكزا من لا يمل



# Les bonnes intentions de Jacques Chirac

**A** l' lendemain d'une crise sociale de grande envergure dont il a laissé son premier ministre, Alain Juppé, porter tout le poids devant l'opinion, on attendait de Jacques Chirac qu'à l'occasion des vœux du nouvel an il s'exprime enfin sur ce vaste mouvement de protestation, qu'il dise aux Français quelles leçons il en tire et qu'il fixe à nouveau le cap.

Entre la priorité sociale affichée par le futur chef de l'Etat durant sa campagne présidentielle et la réalité des mesures adoptées par le gouvernement après le discours de rigueur du 26 octobre, le décalage était tel, en effet, que le sens même de l'action conduite par Jacques Chirac ne pouvait qu'en être brouillé. Il appartenait donc au président de la République de clarifier ses choix, afin de commencer à rétablir la confiance, indispensable, de l'avis de tous, au redressement économique du pays.

L'allocation présidentielle a, de ce point de vue, répondu aux attentes. Le chef de l'Etat a su redonner une certaine cohérence aux orientations de son septennat. Il a retrouvé l'inspiration de sa campagne présidentielle en réaffirmant son refus de la « fracture sociale », en assurant que les espoirs suscités

par son élection « ne seront pas déçus », en souhaitant une Europe plus attentive aux « préoccupations quotidiennes » et aux « aspirations sociales » des Français ; mais il a, en même temps, justifié la nécessité de remettre de l'ordre dans les finances publiques, et surtout de réformer le système de protection sociale afin de le rendre « efficace, juste et accessible à tous ». Avec sept mois de retard, il a tenu le discours équilibré qui aurait pu être le sien avant son élection et auquel il avait préféré, à l'époque, un langage plus démagogique.

A la redéfinition des objectifs s'ajoute celle d'une méthode dont l'application aurait évi-

te bien des déboires à M. Juppé : la réforme, oui, mais dans le dialogue et l'écoute de l'autre. Telle est pour Jacques Chirac la principale enseignement de la crise : la France doit « bouger », elle doit aussi apprendre la « concertation ». Le message des grévistes et des manifestants a donc été entendu. Il convient d'en donner acte au chef de l'Etat, qui annonce d'ores et déjà une double négociation - sur le temps de travail et sur l'emploi des jeunes.

Toutes ces intentions sont excellentes. La question est de savoir si elles sont créatrices et s'il suffit de prononcer sept fois le mot de confiance pour que celle-ci revienne. Il faut aussi que la politique du gouvernement soit conforme à ces engagements. Un discours, aussi habile soit-il, ne convaincra pas les Français que le premier ministre gouvernera autrement qu'il ne l'a fait depuis son arrivée à l'Élysée. Une promesse, aussi soignée soit-elle, ne les rassurera pas sur le montant des prélèvements qu'il aura à payer en 1996. Un appel à la « mobilisation » des énergies, aussi vigoureux soit-il, ne restaurera pas la foi en l'avenir si le « chemin » suivi au cours des prochains mois ressemble à celui qu'a emprunté le nouveau président en 1995.

# La grande déception des Québécois

**Suite de la première page**

Un dernier texte entérine le principe de la décentralisation de certains pouvoirs fédéraux, comme la formation professionnelle, vers les provinces.

Les fédéralistes, tout comme les nationalistes québécois dits « indépendantistes mous », s'attachaient à un programme à la fois plus original, concret et ambitieux. Les éditorialistes ont fustigé le manque d'imagination et de « vision » de M. Chrétien. Preston Manning, lui, est allé jusqu'à réclamer la destitution d'un homme jugé incapable de trouver le souffle nécessaire pour sauver la patrie en danger.

Certains auraient souhaité le lancement d'un processus de consultations intensives sur l'avenir de la fédération, mais de tels exercices ont déjà eu lieu sans résultats. D'autres appellent timide-

## REVUE DE PRESSE

## LIBÉRATION

**Gérard Dupuy**  
**Bien**, que son discours de Nou-  
 vel An ait été très largement domi-  
 né par les événements sociaux que  
 vient de traverser la France, Chirac  
 en a offert la plus insipide analyse  
 qui soit ou plutôt il a préféré se  
 dispenser d'analyse tout court.  
 Pris entre son besoin d'approuver  
 son premier ministre et son souci  
 de ne pas brusquer les adversaires  
 de celui-ci, il s'est réfugié dans un  
 ronron cotonneux (...) Du coup,  
 son discours semblait n'avoir  
 d'autre sens que de rappeler qu'il  
 était là, et pour longtemps.

## L'HUMANITÉ

**Jacques Coubard**  
■ S'il suffisait d'un décret pour gagner la confiance des Français, assurément il aurait été publié ce matin au *Journal officiel* et cela leur aurait épargné le plaidoyer surréaliste auquel ils ont été soumis hier soir en guise de vœux présidentiels (...). L'édifice du temple de l'argent-roi s'est fissuré et Jacques Chirac a continué à parler comme si rien ne s'était passé. En appelant les Français à retrouver la confiance, il reconnaissait avoir perdu la leur.

**LE FIGARO**

**Michel Schifres**  
 ■ Le long conflit social a trouvé un écho dans les propos présidentiels : l'appel au dialogue et au rassemblement, la détermination de ne pas changer la France sans les Français, l'engagement de ne plus procéder à de nouvelles augmentations des prélèvements obligatoires, autant de résolutions pragmatiques qui annoncent une gestion, voire une méthode, moins abrupte.

**FRANCE INTER**

**Jerôme Dorville**  
Le président est de retour et, avec lui, ce volontarisme qui est sa marque de fabrique. Aux cœurs vaillants rien d'impossible : voilà ce que les Français sont invités à se mettre dans le crâne. La crise est psychologique, la confiance n'est qu'une affaire de volonté : alors Jacques Chirac décline toutes les bonnes raisons d'espérer (...) Non sans courage, il persiste dans la ligne qu'il avait définie à la fin de l'été et maintient fermement le gouvernement. Alain Juppé s'en trouve, du même coup, confirmé et conforté, avec une feuille de route riche en réformes.

ment à l'élection d'une Assemblée constituante. Le climat est délétère.

M. Chrétien doit composer avec un processus d'amendement constitutionnel particulièrement lourd et compliqué, qui suppose souvent l'unanimité des gouvernements provinciaux et de leur Parlement. Toutes les parties devront obligatoirement se retrouver avant le 17 février 1997, date limite fixée pour une révision de la Constitution, quand celle-ci a été rapatriée de Londres, en 1982.

Un large éventail d'options paraissent en revanche, ouvertes pour Lucien Bouchard, l'artisan de la formidable remontée du « oui » dans les quelques semaines ayant précédé le référendum. Candidat à la succession du premier ministre fédéral du Québec, Jacques Parizeau, il devrait être intronisé, le 12 janvier, par le congrès du Parti québécois (indépendantiste) qui s'annonce comme pure formalité : « *Saint Lucien* », toujours aussi populaire, n'a pas de concurrent. M. Bouchard, qui vient de recevoir des menaces de mort d'un mystérieux groupe extrême-gauche opposé à l'indépendance, deviendra alors automatiquement le chef du gouvernement québécois, conformément aux règles du système politique d'inspiration britannique en vigueur au Canada. Il ne pourra proposer, aux termes de la loi, le nouveau référendum promis (le troisième après ceux de 1980 et 1995) qu'après la tenue d'élections générales, dont il a tout loisir de fixer la date.

Son intention proclamée est d'abord de lutter contre le chômage et d'assainir les finances publiques d'une province lourdement endettée. Autant de « sacrifices » qui entameront peut-être sa popularité. En attendant, Jean Chrétien affirme qu'il passe une bonne partie de son temps à dissuader les investisseurs, inquiets d'un climat toujours incertain, à quitter le Québec vers des cieux plus serrens.

**Martine Jacot**

DESSIN RONALD SEARLE

## Retraite et avenir ouvrier

**par Marie-Noëlle Thibault**

**U**NES des banalités que l'on n'a cessé d'entendre, tout au long de ce conflit social de novembre et décembre 1995, c'est l'idée que l'âge de la retraite est lié à la pénibilité du travail, et que celle des cheminots roulaient avait été fixée « autrefois » à 50 ans parce qu'alors leur métier était pénible. Maintenant il est moins pénible. Il est donc parfaitement normal de retarder le départ en retraite. M. Giscard d'Estaing, sur France-Inter, a même proposé de remettre à plat les conditions de travail pour faire une sorte de « chelle de pénibilité ». Superbe idée technocratique. La notion même de pénibilité dépend évidemment de l'état d'une société à un moment donné. Elle varie historiquement. Et elle varie aussi en fonction d'un rapport de forces.

Comment se fait-il que nous soyons à 38 ou les femmes OS ne soient jamais parvenus à faire reconnaître l'extrême pénibilité de leur travail ? Bref, nous souhaitons bien du courage à M. Giscard d'Estaing,

Autre idée très répandue, c'est par souci de « justice » qu'il faudrait remettre en cause la retraite des cheminots, car il ne serait pas « juste » qu'un cheminot parte à 50 ans quand un OS part à 60 ans. Ces types de raisonnement appellent plusieurs réponses.

La première est historique. Non,

ni la retraite ni l'âge auquel on la prend n'ont jamais été liés à la pénibilité du travail. Prenons le cas des cheminots. Ils furent parmi les premiers dans la classe ouvrière à avoir une retraite. Serait-ce parce qu'ils faisaient un métier plus pénible que les autres ouvriers ? Pas du tout. Plus pénible que les ind-

**Ni la retraite ni l'âge auquel on la prend n'ont jamais été liés à la pénibilité du travail**

dieurs, qui mouraient brûlés par le contact journalier du métal en fusion entre 35 et 40 ans ? Plus pénible que celui des travailleuses des allumettes qui perdaient leurs dents à 20 ans, et avaient des trous dans les os des mâchoires à 25 ans, grâce au phosphore qu'elles travaillaient à main nue ? (Après cet âge-là, elles sont renvoyées, on ne sait pas ce qu'elles deviennent). Plus pénible que les ouvriers du bâtiment qui hissaient les pierres sur leur dos ?

**On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les conditions de travail étaient extrêmement dures pour la plupart des ouvriers.**

**Mais il faudrait aussi rappeler que les mécaniciens des chemins de fer (ceux qui conduisent la lo-**

comotive, tandis que les chauffeurs étaient ceux qui chargent la chaudière) étaient des ouvriers très qualifiés, originaires pour une grande part de l'artisanat ou de la métallurgie, qui étaient très fiers de leur travail, et avaient un grand souci de leur dignité. Dans les années 1870, un mécanicien montait

quel  
is été liés  
il

sur sa locomotive en redingote et haut de forme. Il les accrochait derrière lui quand il conduisait, et les remettait aux passages à niveau pour saluer la garde-barrière, et évidemment pour entrer en gare. Incontestablement, les mécaniciens appartenaient à une aristocratie ouvrière, et ils en étaient conscients.

Alors, cette retraite cheminote, pourquoi ? Parce que les patrons cherchaient à attirer une main-d'œuvre qualifiée, donc nécessairement bien payée, et souhaitaient la stabiliser, l'attacher à l'entreprise. Ils préféraient donc un système de retraite à un salaire direct plus élevé, à une époque où la mobilité ouvrière était considérable. La retraite cheminote est un salaire différé, pas une prime à la pé-

nibilité. Deuxième point intéressant dans le raisonnement technocratique : il faut rétablir l'égalité entre les cheminots et les salariés du privé, c'est une question de justice. Admirable, cette notion de « *salarité du privé* ». M. Suard gagne 1 million par mois. Il est salarié du secteur privé. Mais, évidemment, il n'est pas urgent de se poser le problème de l'égalité entre son salaire et celui du smicard. M. Suard ne relève pas de la rhétorique de l'égalité, mais de celle de l'économie de marché.

Nous sommes obligés de le payer énormément, si nous voulons le garder. En fait, ne relèvent de la rhétorique de l'égalité que ceux qui ne sont pas des collaborateurs et des cadres. Les ouvriers, les employés, les fonctionnaires de la grille. Pour simplifier, la classe ouvrière.

Maintenant, demandons-nous où nous mène cette politique d'égalité au sein de la classe ouvrière. Ce n'est pas une nouveauté. Le relèvement du *smic* (phénomène très positif en soi) est en route depuis une bonne vingtaine d'années. Il a abouti à un écrasement de la hiérarchie ouvrière. Rien n'a été fait pour ouvrir l'échelle des salaires vers le haut. On aurait pu, par exemple, unifier les grilles ouvriers-techniciens-collaborateurs, on aurait pu développer des formes diverses de pro-

motion ouvrière. Au lieu de cela, on développe maintenant l'idée qu'il faut que tous soient égaux, au sein de la classe ouvrière. C'est-à-dire tous alignés sur le smic. Encore estimez-vous privilégiés si vous êtes en contrat à durée indéterminée, parce que tous les autres, les précaires, sont en dessous du smic, eux.

Les conséquences d'une telle politique sont graves. S'il n'y a pas de promotion possible dans la classe ouvrière, pas de valorisation du travail manuel (et, dans notre société, la valorisation, ça se paie), chacun évidemment cherche à échapper à la condition ouvrière. Et on retrouve là une des tares de la société française : le mépris du travail manuel, la survalorisation des diplômés, la surabondance des cadres, chers et peu compétents. Voilà ce qui freine l'entrée de la France dans le XX<sup>e</sup> siècle, plus que la retraite des cheminots.

La retraite des cheminots a été une forme d'avenir ouvrier. Bien sûr, cette forme peut évoluer. A condition de trouver de nouvelles façons de se projeter dans l'avenir, et de ne pas offrir comme perspective l'écrasement collectif de tous les travailleurs manuels.

**Marie-Noëlle Thibault**  
est maître de conférences en his-  
toire à l'université Paris-VIII.



## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 2 JANVIER 1996

### DÉRÈGLEMENTATION

Conformément à la politique européenne de l'aviation civile, les compagnies aériennes d'un pays membre sont libres, à partir du

1<sup>er</sup> janvier, d'ouvrir une ligne de leur choix dans leur pays sans avoir besoin d'une autorisation administrative. Le 1<sup>er</sup> avril 1997, cette liberté sera offerte aux compagnies des autres

payes membres. ● LES PREMIÈRES LIAISONS autorisées, depuis 1991 entre Paris et Nice, puis vers les autres grandes villes de province, ont déjà rogné le monopole d'Air Inter.

La compagnie affichera des pertes de 400 à 500 millions de francs en 1995 contre un bénéfice en 1994. ● AIR INTER change de nom et s'appelle Air Inter Europe. En avril 1997, la société

sera fusionnée avec Air France Europe. ● UNE HARMONISATION des statuts des personnels est nécessaire. Les négociations s'annoncent très difficiles tant l'hostilité est grande.

# Air Inter doit affronter une concurrence libre dans le ciel français

Les compagnies aériennes françaises sont autorisées à ouvrir toutes les lignes de leur choix. En avril 1997, ce sera le tour des étrangères. Pour faire face, la compagnie intérieure, qui prend le nom d'Air Inter Europe, se rapproche d'Air France

AIR INTER ne devait pas bouillir d'impatience à attendre le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Cette date a marqué pour la compagnie aérienne la fin officielle et irréversible de son monopole dans le ciel hexagonal. Conformément au règlement européen, la concurrence est désormais totalement ouverte aux compagnies aériennes françaises. Les AOM, Air Liberté, TAT, Euralair ou Air Littoral sont en droit de desservir toute destination de leur choix sans plus avoir à en demander l'autorisation au Conseil supérieur de l'aviation maritime (CSAM).

Dans les faits, le régime d'exclusivité dont bénéficiait Air Inter

avait déjà été largement entamé depuis mai 1991, date à laquelle Mitterrand obtint l'autorisation d'établir des vols entre Orly et Nice. Au 31 décembre 1995, six lignes dites « millionnaires » - transportant plus d'un million de passagers par an - étaient déjà ouvertes à la concurrence : Paris-Nice (AOM, Air Inter, Air France), Marseille (Air Inter, AOM, TAT) et Toulouse (Air Inter, Air Liberté, Euralair, TAT) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, Bordeaux (Air Inter et Air Liberté) depuis le 18 mai, Strasbourg (Air Inter, Air Liberté) depuis le 2 octobre et Montpellier (Air Inter et AOM) depuis le 2 novembre.

En 1996, la liberté est entière. Les nouvelles dessertes envisagées concerneront des lignes comme Paris-Toulon (675 000 passagers en 1994), Perpignan (457 000 passagers en 1994) ou encore Biarritz, Lyon, Mulhouse. Ou encore des lignes transversales, de province à province. Mais l'ouverture d'une ligne coûte cher : entre 50 à 60 millions de francs selon Marc Rochet, le président d'AOM, et seulement 25 millions selon Lotfi Belhassine, le président d'Air Liberté. La rentabilité d'un tel investissement n'est pas toujours assurée.

**DÉFICIT** AOM, filiale de la société de défaisance du Crédit lyonnais, a trouvé un équilibre financier en 1995. Son objectif était la rentabilité, sa politique est la prudence. Air Liberté, à l'inverse, a annoncé la mise en place de liaisons vers Nice, Montpellier, Biarritz et Toulon, au départ de Paris, et des liaisons entre Nice et Bordeaux, notamment. Pour s'étendre, la compagnie veut abaisser les prix (notamment sur Nice), ce qu'AOM s'est refusée à faire. Un vaste programme qui soulève des interrogations sur son coût et sur la puissance financière de la compagnie. D'autant qu'Air Liberté vient d'être privée du contrat qui la liait avec l'agence de voyages Look Voyages et qui lui

apportait, selon les sources, de 20 % à 40 % de ses voyageurs. Rappelons que le ministère des transports peut retirer une licence d'exploitation à une entreprise s'il juge sa santé financière trop fragile. Les premiers effets de la concurrence sur Air Inter se sont fait sentir puisque la compagnie prévoit de perdre 450 à 500 millions de francs en 1995, alors qu'elle avait enregistré un bénéfice de 21 millions de francs en 1994. Pour faire face à la nouvelle concurrence, Air Inter a renforcé ses positions sur les lignes transversales : la rocade ouest Lille-Bordeaux-Toulouse a été doublée, les dessertes Lille-Mar-

seille et Bordeaux-Nice ont été consolidées. Pour les lignes à faible trafic - dites d'aménagement du territoire -, un processus de compensation financière par l'Etat sera mis en place en 1996. La compagnie n'a pas prévu pour cette année d'augmentation moyenne de ses tarifs. Au contraire, elle annonce des réductions, avec un effort particulier sur les vols bleus, qui baisseront de 4 % environ, et sur les vols interrégionaux, qui baisseront de 15 %.

La date du 1<sup>er</sup> janvier 1996 marque aussi pour Air Inter son changement de nom : la compagnie nationale intérieure vole désormais sous la marque Air Inter Europe, tout en étant inscrite au registre du commerce sous le nom d'Air France Europe.

**L'EUROPE EN 1997** Pour survivre à la concurrence de British Airways, Lufthansa ou KLM, qui seront autorisées à ouvrir des lignes le 1<sup>er</sup> avril 1997, Air Inter doit regarder vers l'Europe. Air France doit pouvoir, de son côté, maîtriser son marché intérieur pour alimenter ses lignes internationales. Le PDG, Christian Blanc, a donc décidé de fusionner à l'échéance d'avril 1997 les activités

d'Air Inter avec celles d'Air France en Europe. La compagnie européenne, avec un effectif de 16 000 personnes et une flotte de 126 appareils, devrait transporter chaque année quelques 25 millions de passagers et dégager un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs. Ce qui la placerait dans les premiers rangs européens.

Il lui reste à se mettre rapidement au niveau de productivité et de rentabilité de ses concurrents. Rude tâche, déjà source de conflit social en 1995. L'année 1996 s'annonce aussi difficile que décisive.

Virginie Malingre

### Une harmonisation des statuts conflictuelle

Air Inter et Air France Europe vont devoir harmoniser les statuts de leur personnel. Si aucun licenciement n'est pour l'instant à l'ordre du jour - seules des mesures de départ volontaires devraient être mises en place -, les négociations s'annoncent animées. Surtout si l'on se souvient de l'hostilité des personnels des deux compagnies.

Le sujet le plus épineux devrait être celui des pilotes. Ceux d'Air Inter sont parmi les mieux payés du monde : 72 560 francs par mois en moyenne en 1994. Selon l'étude comparative du cabinet Berger, le surcoût par rapport à Lufthansa était de 91 % en 1994. Et de 45 % chez Air France.

Les premiers contacts (portant sur le réaménagement du temps de travail et du temps de repos), à la fin de 1995, ont été instructifs. Les partenaires sociaux doivent faire connaître leur position dans les prochains jours de janvier, après avoir consulté la base. En cas de désaccord, le conflit sera probable et l'entreprise connaîtra de nouvelles grèves qui pourraient rejoindre les autres catégories de personnel.

### Air France se retire du marché australien

**SYDNEY** de notre correspondante Dans le jargon des transporteurs aériens et des agents de voyage, on appelle la ligne Sydney-Londres, et par extension tous les vols entre l'Australie et l'Europe passant par l'Asie, « la route du kangourou ». Cette route, extrêmement longue (vingt-deux à vingt-cinq heures de vol) semble n'avoir de poétique que le nom.

Après trois ans de présence en Australie, Air France vient de se retirer du marché, faute de rentabilité, tout comme Lufthansa et trois grandes compagnies américaines (American, Continental et Northwest). Qantas, la compagnie australienne, a également cessé de voler vers Paris depuis avril. Air France avait déjà arrêté ses opérations à Auckland (Nouvelle-Zélande) en novembre 1994. En quittant l'Australie, la compagnie nationale se retire symboliquement du Pacifique et de l'Asie australe. La ligne Paris-Nouméa, sur laquelle Sydney n'était qu'une escale, continue toutefois de fonctionner, via Tokyo, avec désormais trois vols par semaine. Ce départ, envisagé depuis plusieurs années,

se situe « dans la logique suivie pour faire redevenir Air France rentable », affirmait, lors de l'annonce officielle du départ d'Air France, son directeur régional (Pacifique sud), Michel Ceccaldi, qui insiste sur la mise en place de nouvelles correspondances en Asie.

Pourtant, à moins de cinq ans des Jeux olympiques de Sydney et alors que les investissements français (à peine talonnés par la tension due à la reprise des essais nucléaires) semblent devoir se développer rapidement, le bien-fondé de ce départ est mis en doute par un certain nombre d'observateurs. « Nous ne perdons pas d'argent sur Paris et nous n'en avons jamais perdu », déclare un responsable français de Singapore Airlines, qui estime par ailleurs que l'image d'Air France s'est dégradée en Australie.

**PARTIR POUR REVENIR** Les concurrents de la compagnie française s'accrochent pourtant à reconnaître que le « produit Air France » était de haute qualité. « Mais Air France est allé trop loin, surclassant de trop nombreux passagers et rajoutant des secteurs gra-

tuels sur l'Europe (comme un Paris-Moscou) qui finissent par coûter très cher », estime un des principaux agents de voyage sur la place de Sydney.

Cela n'a, semble-t-il, pas découragé AOM, la compagnie de charters française qui a immédiatement repris les droits de vol d'Air France entre la France et l'Australie et propose, depuis la mi-décembre, deux vols entre Paris et Nouméa via Sydney. Exactement comme le faisait Air France. « Sauf que nous offrons un DC10, que nous faisons une seule escale, à Colombo, et que nos coûts à Sydney sont sans commune mesure avec

ceux d'Air France quand elle était présente », affirme Warwick Brady, chef des ventes AOM à Sydney.

Un concurrent d'Air France résume ainsi la situation : « Pour regagner une place rentable et prestigieuse, Air France ne pouvait que partir, afin de revenir, d'ici quelques années, avec une politique commerciale plus claire. » On ne nie pas à Air France avoir l'intention de revenir, une équipe commerciale reste en place « dans une logique de rebond ». L'an 2000, où Sydney accueillera les Jeux olympiques, pourrait être une bonne date.

Florence de Changy

### Les bons sentiments du reengineering nouveau

**JAMES CHAMPY** est, avec Mike Hammer, le coauteur du best-seller *Le Reengineering*, vendu à plus de deux millions d'exemplaires. Depuis 1993, la



BIBLIOGRAPHIE

mode du « reengineering », trouvant sa source dans le CSC-Index, choque. Des clercs en management s'évertuent à le persifler. Des cadres concourent pour décrocher le prix de la meilleure blague sur son sujet. N'empêche : elle a rencontré un beau succès. Cette rhétorique managériale virulente légitime les cures de reengineering et les régimes amaigrissants des firmes. Avec des résultats. Au fil d'une enquête remarquée, *Business Week* (du 16 octobre) souligne l'influence du reengineering dans le regain compétitif des entreprises américaines. Son rival britannique *The Economist* (du 16 septembre) se montre plus circospect lorsqu'il brosse un panorama remarquable sur le nouveau monde des firmes américaines. Les succès à court terme du reengineering entraînaient, selon l'hebdomadaire, un cortège d'effets pervers.

Des produits « after-reengineering » proposent des démarches pour les éviter. Le reengineering s'enlise au ras des pâquerettes, affirme des « pros » de la stratégie, Gary Hamel et C. K. Prahalad, dans un livre à succès, *La Conquête du futur*. Deux partenaires de Gemini Consulting, Francis Gouillard et James Kelly (*Transforming the Organization*), regrettent que le reengineering garde le nez collé sur le guidon des coûts. Dans *Transforming the organization*, les auteurs dessinent un projet monumental, sinon gargantuesque, de l'entreprise bien gérée : la transformation permanente... L'ouvrage vient de sortir sous le titre très parisien *Du mécanique au vivant*. Gemini Consulting, au moins, croit à son produit : le cabinet en a acheté cinq mille exemplaires. Plein de malice, James Champy

voit dans l'agitation du marché des modes managériales une bonne occasion pour parfaire sa « révolution ». Son réflexe est celui de tous « les révolutionnaires » : cerner par les turbulences. Il dresse un procès-verbal sans complaisance : « Un double constat s'impose à partir de mes observations des dix-huit derniers mois : d'une part, la révolution que nous avons déclenchée n'a réussi - dans le meilleur des cas - qu'à moitié ; d'autre part, une demi-révolution ne vaut pas mieux que l'absence de tout changement, et peut même être pire dans certains cas. »

La cuvée 1995 du reengineering s'intéressait au « remodelage du travail », à l'opérationnel des cadres, des employés, des ouvriers. Un nouveau bond en avant s'impose : le reengineering des dirigeants et des cadres supérieurs. « Le but est de transformer le management lui-même. » Rassurons tout de suite les classes dirigeantes. La « révolution » du chairman Champy s'embourgeoise, malgré des formules cocasses : « La meilleure façon de détenir le pouvoir est d'y renoncer. » Le reengineering 1993, viril, brutal et parfois myope, séduisait ou exaspérait. Le primier de 1995 manque de corps et de saveur. C'est avec de bons sentiments, aurait pu dire André Gide, qu'on fait le mauvais gouvernement des entreprises.

En revanche, les amateurs de livres anglo-saxons de gestion goûteront avec plaisir la toute dernière récolte d'Harvard Business School Press. Dorothy Leonard-Barton y publie *Wellspring of Knowledge*. Dans cet ouvrage sérieux, le dernier cri du management, « la firme apprenante » apprend beaucoup.

Jean-Gustave Padialeau

\* *Reengineering du management*, de James Champy, Ed. Dunod, Paris, 236 p., 158 F.  
\* *La Conquête du futur*, de Gary Hamel et C. K. Prahalad, Interéditions, 148 F.  
\* *Du mécanique au vivant*, de Francis Gouillard et James Kelly, Éditions Village mondial, 168 F.

### Church : les chaussures de gentleman sont noires ou brunes, pas bordeaux

Nous publions le sixième volet d'une série d'articles sur le luxe dans le monde réalisée à l'occasion des fêtes.

**NORTHAMPTON** de notre envoyé spécial

Tous les récits consacrés à Northampton, « ville de la chaussure », commencent invariablement par le séduisant paradoxe de la statue de Charles II. Il était une fois, au cœur de l'Angleterre, un éden forestier et une rivière, la Nene, sinuant dans des prés où paissaient vaches et bœufs, avec la lueur du *God Save the Queen*. Un petit artisanat de la tannerie s'était développé en ces lieux, grâce à l'abondance de bétail et d'écorce en provenance des chênes. Au cours de la première guerre civile anglaise, en 1645, Olivier Cromwell passe commande au bourg campagnard, loyal au Parlement, de quelque quatre mille six cents bottes pour chauffer ses redoutables « cotes de fer » qui vont affronter les troupes royales à Naseby, localité voisine du Leicestershire. L'industrie de la chaussure est née.

Mais à Northampton, aucune rue, place, avenue, ne porte le nom du dictateur qui fit la fortune de la ville. « Cromwell n'est pas l'un de mes héros »,... John Church, cinquante-huit ans, quatrième président de l'entreprise familiale, qui raconte l'anecdote, à cette façon toute britannique de prodiguer mille politesses exquises et de dire les choses sans employer les mots. Church's and Co. a été fondée en 1876 par Thomas Church, qui avait trois fils : Alfred, Thomas Jr. et William. Ce chausseur possédait une petite entreprise d'une vingtaine d'ouvriers, chargés de coudre la partie supérieure des souliers, petits chefs-d'œuvre réclamant des heures de labeur. Les artisans travaillaient à domicile, fabriquaient les semelles et sont payés à la pièce. Chaque vendredi, sur leur trente et un, ils viennent à l'atelier pour déposer des cabas bourrés d'ouvrages achevés. « C'était un travail solitaire. Ces hommes étaient très qualifiés et savaient lire. De là découle, sans doute, cette réputation d'arrogance qui colle à Northampton », indique Vicki Wood, directrice du musée municipal.

Combiner le savoir-faire des artisans du Northamptonshire, les deux cent cinquante

opérations manuelles que nécessite chaque paire de souliers et les nouvelles machines Goudard qui permettent de coudre la semelle à la chaussure : cette gageure, Alfred Thomas et William Church vont la relever en 1878 en bâtissant une usine regroupant tous les corps de métier sous un même toit. Alfred s'occupe de la production ; Thomas Jr. de la commercialisation ; William de l'administration et de la finance. On retrouve dans ce *sweet shop* (littéralement « atelier de la sueur ») la liste habituelle des épouvantables conditions de travail prévalant dans les filatures et les mines au dix-neuvième siècle décrites par Charles Dickens : seize heures de travail par jour, une seule interruption de vingt minutes le midi, un jour de congé - le dimanche, jour du Seigneur -, pas de retraite, bas salaires et licenciements abusifs.

**LES BROQUES PERCÉS DE TROUS**

Peaux les plus belles, modèles au classicisme bon teint, refus de galvauder l'image, maintien d'un prix de vente élevé : au début du siècle, Church's glorifie une Angleterre à son apogée, gonflée d'orgueil. Les *Oxford's* traditionnelles et les brogues percés de trous baptisés de noms prestigieux comme Albarino, Balmoral, Sackville donnent le ton à l'univers des *dandies*. De Londres à Munich, en passant par Vienne et Rome, Church's renforce un code vestimentaire rigoureux : les chaussures du gentleman sont noires ou brunes - brun veut dire marron, pas bordeaux ou jaune.

Comme l'explique John Morgan, rédacteur en chef adjoint de l'édition anglaise de *Gentlemen Quarterly* : « L'élégance britannique tient au soin apporté à une multitude de détails. » Dans le cas de Church's : les références des chaussures, inscrites à la main, en encre de Chine, sous la languette ou le sceau de la firme, à la feuille d'or. La société de Northampton se devait de confectionner également les chaussures des officiers de l'armée des Indes, guindés et hautains, sans oublier les bottes de cheval de la *gentry* de province. Comme il sied à un fleuron d'un *establishment* bannière de la suprématie masculine, Church's, à l'époque, dédaigne le soulier féminin.

Après la première guerre mondiale, deux événements viennent entacher cette voie royale. Le *royal warrant* - cet écusson couronné qui distingue les fournisseurs de la cour - échappe à la famille Church. Tropisme de la capitale oblige, le roi et les princes préfèrent Lobb, spécialiste du sur-mesure, installé à Saint-James, à un jet de pierre de Buckingham Palace. Les Church, ces protestants rigoristes et austères qui se plaisaient dans l'incognito et abhorraient le clinquant, considèrent volontiers le *swinging London* comme une seconde Babylonie. Plus grave : à la suite d'un différend financier, William Church claque la porte et entre au service d'un concurrent de Leicester. L'entreprise se remettra difficilement de cette défection, qui aujourd'hui encore alimente la chronique locale. « Nous ne sommes guère en contact avec cette branche de la famille », réplique, d'un ton pincé, John Church. Clin d'œil à l'appui, le gentleman fait preuve d'une mémoire longue et impitoyable. Malgré le lâchage de « Willie », Church's n'a cessé de cultiver son art et de chausser les initiés.

Cotée au Stock Exchange depuis 1951, Church and Co. PLC est toujours contrôlée par la famille des fondateurs. « Une valeur de bon père de famille, sûre, au rendement régulier, peu excitante, mais sans surprise », commente un analyste de la City. Forte de quatre usines, dont trois au Royaume-Uni, d'un réseau de cent soixante magasins de détail (dont neuf en France) et d'une soixantaine de points de vente franchisés, l'entreprise, qui compte près de deux mille employés, a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires de 75,6 millions de livres (580 millions de francs) et un bénéfice avant impôts de 4,1 millions de livres. Les exportations constituent 70 % des ventes. Pour maintenir la marque sur le créneau grand luxe, la stratégie commerciale passe par le maintien de prix élevés et un système draconien de contrôle de la distribution destiné à éviter les promotions tapageuses. Quatorze semaines et, toujours, deux cent cinquante opérations, la moitié d'entre elles manuelles, sont nécessaires pour fabriquer une paire de chaussures.

Marc Rochet

سكز من زيجيل



# AUJOURD'HUI

SPORTS

**OLYMPISME** Il reste deux cents jours avant que les athlètes entrent en scène à Atlanta. La préparation des Jeux se poursuit et la construction du stade olympique s'achève.

Mais si le responsable du comité d'organisation affiche son optimisme, il n'en est pas de même pour les habitants de la capitale de la Géorgie. L'ATtribution des places

provoque le mécontentement de candidats « déçus » d'une loterie électronique, système prétendument juste et égalitaire. Le « parfait équilibre des chances » ne semble pas

avoir été la règle, et les postulants protestent. DES MODIFICATIONS peuvent encore se produire dans le programme. Pour permettre à Michael Johnson, champion du monde

des 200 mètres et 400 mètres, de réputer son exploit, les instances de la Fédération internationale d'athlétisme acceptent-elles que les épreuves ne se chevauchent pas ?

## Les habitants d'Atlanta sont les premiers déçus des Jeux

A deux cents jours de l'ouverture des JO d'été, le mode d'attribution des billets soulève une vague de protestations parmi la population, qui remet en cause une offre qu'elle juge inégalitaire

**ATLANTA**  
Correspondance

Lundi 1<sup>er</sup> janvier, Atlanta ne fête pas seulement la nouvelle année, celle des Jeux du centenaire, de « ses » Jeux du centenaire. Par un curieux hasard du calendrier, le compte à rebours olympique affiche ce jour-là le chiffre rond de 200. Une heureuse coïncidence, rien de plus, derrière laquelle la ville se plait pourtant à reconnaître un signe du ciel.

A 200, les indicateurs budgétaires affichent presque tous un vert éclatant et optimiste. Les travaux de construction du stade olympique, le plus coûteux des sites de compétition, avancent au grand galop. Et Billy Payne, le patron du Comité d'organisation des Jeux (ACOG), peut occuper ses rares heures de liberté à signer à la main ses 12 000 cartes de vœux, rédigées en anglais comme en français, et paraphées d'une élégante encre d'or.

A 200, tout irait donc pour le mieux sur le sol de Géorgie si un vent de colère et de déception ne s'était mis à souffler sur Atlanta, au début de l'automne, emportant avec lui le bel enthousiasme de la population locale. Un vent mauvais dont les premiers souffles se

sont fait sentir au moment où ont été connus les résultats de la loterie électronique, le procédé choisi par l'ACOG pour décider de l'attribution au public américain des billets pour les Jeux.

En théorie, le système se voulait pourtant juste et égalitaire. Chaque formulaire de demande de places posté avant le 30 juin et accompagné du règlement de la commande était introduit dans cette vaste loterie. « Les chances d'obtenir un ticket pour la cérémonie d'ouverture, la gymnastique ou la finale du basket, avaient insisté les dirigeants de l'ACOG, seront donc les mêmes pour tous. C'est le hasard, et seulement lui, qui décidera. »

Sans doute. Mais ce hasard a fait, semble-t-il, une maigre poignée de vainqueurs et de bruyants bataillons de mécontents. « J'ai cru que mes jambes se dérobaient sous moi en lisant la lettre de l'ACOG m'informant du résultat de la loterie, se souvient Lisa Hummer, une habitante d'Atlanta. J'avais demandé des tickets pour seize compétitions. Au total, le montant de ma commande atteignait presque 18 000 francs. Mais j'ai eu seulement quatre places pour la GRS. Nous avons été tellement dé-

çus, avec mon mari et mes enfants, que nous avons décidé de le rendre. Entre le 19 juillet et le 4 août prochain, nous serons en vacances en Floride. »

**« INJUSTE ET ÉCARTANT »**

La loterie électronique s'est montrée plus cruelle encore pour Dwight Kees, un jeune avocat natif de Géorgie. « J'ai commandé vingt et un tickets, explique-t-il. Et je n'en ai eu aucun. Du coup, j'ai décidé de renoncer à être volontaire pendant les Jeux. Si le bel esprit

olympique consiste désormais à priver le public du spectacle sportif, j'aime autant ne pas en être. »

De tels exemples de déçus du tirage au sort, l'ACOG en a recensé plusieurs dizaines de milliers. Aux premiers jours de l'annonce des résultats, son standard a menacé plusieurs fois d'exploser sous la pression des appels de mécontents. Et l'Atlanta Journal Constitution, le principal quotidien de la ville, a consacré pendant plusieurs semaines de suite une pleine rubrique de son courrier

des lecteurs aux nombreuses lettres de spectateurs frustrés.

« J'ai commandé une vingtaine de billets, assure l'une de ces missives. J'ai posté ma lettre dès le premier jour et ma carte de crédit a été débitée du montant de ma commande seulement quatre jours après mon envoi. Au final, j'ai obtenu deux places pour les éliminatoires de la lutte gréco-romaine. L'ACOG a gardé mon argent pendant plusieurs mois. Et tout cela pour rien. C'est injuste et écœurant. »

Au plus fort de la tempête, les dirigeants du Comité d'organisation des Jeux ont tenté de calmer les esprits. Mais ils l'ont fait avec tant de maladresse que la colère du public n'en a été que plus forte. M. Payne a expliqué que plusieurs de ses proches amis, et même certains membres de sa famille, avaient connu eux aussi un sort malheureux. Un aveu qui n'a, semble-t-il, consolé personne. Scott Anderson, le responsable de la billetterie, a cru bon d'expliquer que « cette terrible déception démontre au moins le formidable enthousiasme qui avait animé la population d'Atlanta depuis le début de l'aventure olympique. »

Le jeu du hasard était-il donc

faussé ? Pas vraiment. Mais certaines lois mathématiques ont perturbé ce que les organisateurs avaient présenté, sans doute à tort, comme « un parfait équilibre des chances ». Première raison de cette dérive, la demande a rapidement dépassé les prévisions les plus optimistes. Le public américain s'est révélé prêt à dépenser sans compter pour assister à l'événement. A en croire les chiffres publiés par l'ACOG, la commande moyenne aurait été de 17 billets, ce qui représenterait une valeur de 5 500 francs.

Deuxième « détail », soigneusement tenu secret par les organisateurs : l'offre n'était peut-être pas si « égalitaire » que cela. Un exemple : sur les 75 000 places imprimées par l'ACOG pour la cérémonie d'ouverture, 15 000 seulement étaient destinées au public. Le reste a été l'objet d'un partage diplomatique entre les partenaires économiques, les délégations étrangères, la presse et les personnalités politiques. Aux Etats-Unis, ils ont pourtant été 650 000 à inscrire cet événement en première position sur leur bon de commande.

Alain Mercier

## A trente-trois ans, John N'Gugi court après le temps perdu

**DIMANCHE 31 DÉCEMBRE**, dans une échoppe de la rue commerçante de Houilles (Yvelines), qui fait office de salle de presse et de vestiaire de fortune, John N'Gugi passe nonchalamment un peigne dans ses cheveux ras. Il se rhabille sans hâte. Le quintuple champion du monde de cross-country n'a terminé que quatorzième de la course de 9,5 kilomètres, à 1 minute 33 secondes du vainqueur, le Marocain Khalid Skah. Mais qu'importe. Il se sent mieux qu'hier, au cress de Durham (Royaume-Uni). Et il sait qu'il sera plus en forme la semaine prochaine, au départ du cross de Belfast.

N'Gugi s'exprime dans un anglais laborieux. Il n'a guère progressé dans ce domaine depuis février 1993, lorsque, fatigué de ne pas comprendre ce qu'on lui voulait, il a claqué la porte au nez de John Whetton. Ce dernier était mandaté par la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) pour effectuer un contrôle antidopage inopiné. Le mouvement d'humeur de N'Gugi lui valut alors quatre ans de suspension. Jugé « suffisamment puni et handicapé par des problèmes linguistiques et par le manque d'information de la Fédération kenyane d'athlétisme en matière de contrôles antidopage hors périodes de compétitions », il a finalement été réhabilité au printemps par le conseil de l'IAAF.

Mais, à force de ruminer son infortune, le coureur de fond avait eu le temps d'accumuler 30 kilos : un véritable désastre. Déprimé par cette mise au ban, le simple soldat de l'armée kenyane avait boudé l'entraînement pendant un an. Il avait aussi abusé de l'ugali, une sorte de gâteau de semoule cuite aux épinards et à la viande bouillie arrosée de sauce. La remise en train a été rude. Parcourant quotidiennement de 30 à 35 kilomètres d'entraînement, le coureur a fini par revenir à ses 70 kilos de forme. Mais il manque encore de compétition. Il y a deux mois et demi, pour son retour, il a terminé les 10 kilomètres d'Edimbourg à près de 4 minutes du premier.

Dimanche, sous un crachin à glacer les os, N'Gugi n'a pu suivre le Marocain Khalid Skah, vainqueur de la 24<sup>e</sup> édition de la Corrida de Houilles en 26 minutes 50 secondes. Il a souffert dès le départ, s'est cramponné avec orgueil pendant un peu plus de six minutes, puis a regardé partir les hommes de tête. Flottant dans un débauché trop lâche rayé bleu et noir, la silhouette voûtée du champion de trente-trois ans se balançait lourdement à la traîne des corps secs et affûtés.

Lorsqu'il est arrivé, luisant et écumant, son manager, John Bickert, manteau noir et gants de cuir, s'affairait avec satisfaction autour du blond Adrian Passey, un autre de ses poulains, deuxième de l'épreuve. « Il n'y a pas de quoi s'en faire, assure-t-il. N'Gugi court de mieux en mieux. »

« Il m'en met plein la vue à l'entraînement », renchérit Passey. N'Gugi, lui, ne fanfaronne pas. « Je suis gâté et j'ai fait », constate-t-il simplement en entendant ses affaires dans un minuscule sac à dos. Hapte jifaf, l'ethiopien, quatrième de la Corrida, lui parle de boissons énergétiques. Il répond bière. A quelques pas de là, le maire de Houilles et fondateur de l'épreuve, Alexandre Joly, et toute sa ville font fête à Skah. Vainqueur pour la septième fois en sept participations, le Marocain, champion olympique du 10 000 mètres, est toujours accueilli en fils prodige. Il a révélé son talent à Houilles en 1988. Sur le bitume brillant comme une patinoire, il a, cette année, imposé le train de bout en bout, emmenant ses talons l'Anglais Passey et le Kenyan Wilson Omwonyo (troisième).

Avant chaque course, il recommande le parcours la veille, à la même heure, presque religieusement. Il n'a jamais manqué son coup. « C'est un grand coureur et un fin tacticien, admire Passey ; il a passé la course à nous observer et à jouer avec nous. » Pieds nus dans ses chaussures ultra-légères, la tête rentrée dans les épaules, Skah minaudait : « Je n'ai pas pu attaquer dans les virages, la route était trop glissante, mais je me suis amusé. Cette course me porte bonheur : c'est une fête, et c'est la fin de l'année. »

Dans ces conditions, N'Gugi ne pouvait que jouer les seconds rôles. Pour le moment. « J'étais préparé mentalement à mes performances actuelles, dit le Kenyan. Ce qui compte c'est d'être là. Je veux prouver au monde que je suis encore très fort. » L'ugali digéré, N'Gugi a soif de reconnaissance.

« Il voudrait courir le 10 000 mètres aux Jeux olympiques d'Atlanta. Il est aussi intéressé par le marathon, et ça c'est nouveau, confie son manager. Il pense faire celui de Londres ou de Boston. » En attendant, John N'Gugi se reprend à rêver d'un titre mondial en cross-country, à Stellenbosch, en Afrique du Sud, à la fin du mois de mars. Alors il retrouvera Khalid Skah pour un duel plus équilibré.

Patricia Jolly

■ Les coureurs kenyans ont affiché leur supériorité en prenant, dimanche 31 décembre, les trois premières places de la 77<sup>e</sup> édition de la Corrida de São Paulo, au Brésil. Paul Tergat, le champion du monde de cross-country en titre, l'a emporté devant ses compatriotes Simon Chemwonyo et Moses Tanui. Chez les dames, la Brésilienne Carmen de Oliveira, deuxième à quatre reprises, s'est enfi imposée devant la Kenyane Rose Cheruiyot et la Mexicaine Maria del Carmen Dias. (AFP)

## Toulouse en finale de la Coupe d'Europe de rugby

LE STADE TOULOUSAIN participera à la première finale de la Coupe d'Europe de rugby, comme Reims le fit en football, en 1956. Les champions de France se sont imposés aisément, samedi 30 décembre, sur leur terrain, face aux Gallois de Swansea (30-3). Ils rencontreront un autre club gallois, Cardiff, le 7 janvier, à l'Arms Park.

Thomas Castaignède, le trois-quarts centre du Stade toulousain, convenait pourtant aisément que la demi-finale disputée samedi n'avait pas « atteint l'intensité d'une rencontre internationale de haut niveau ». Les joueurs de Haute-Garonne, qui avaient déjà remporté huit de leur trois matches de poule, n'ont guère souffert face à une équipe empressée. En l'absence de représentants anglais dans cette coupe d'Europe, il était naturel qu'au moins un club français aille jusqu'au bout du parcours.

La nouvelle compétition, qui s'achèvera dans le stade mythique de la capitale galloise, n'a pas encore l'aura de ses aînées du football et du basket-ball. Elle porte pourtant en embryon les nouvelles ambitions d'un sport qui s'est beaucoup fait violence ces derniers temps. Elle est le symbole d'une marche forcée vers ce qui n'est encore que l'élitisme, en attendant de parler de vrai professionnalisme. Il est par conséquent logique que le club qui, le premier, a adapté ses structures à un environnement en pleine mutation soit la figure de proue du rugby français sur la nouvelle scène européenne (Le Monde du 30 décembre 1995).

Mais ce qui se concrétise sur le terrain avance moins vite dans les institutions, où les réformes ont plus de mal à passer. La Fédération française de rugby (FFR) se montre encore hostile à la création d'une ligue à l'image de celles qui régissent les clubs de football ou de basket professionnels. L'Union des présidents de club en a pourtant fait la demande officielle lors d'une réunion, samedi 30 décembre, à Toulouse, juste après la victoire de l'équipe locale.

**CRÉER UNE LIGUE**  
Dans un communiqué, l'association demandait à la fédération de « solliciter le ministère de la Jeunesse et des sports afin d'obtenir la création d'une ligue au sein de laquelle la FFR et les clubs seront représentés selon les dispositions légales en vigueur ». « Nous ne demandons pas d'argent au ministère », a expliqué René Bouscatel, président du Stade toulousain. « Nous demandons seulement plus d'autonomie pour organiser et gérer nos propres événements. »

Mais le président de la Fédération française, Bernard Lapasset, a estimé qu'il était prématuré de créer une telle ligue, qui renforcerait le pouvoir des clubs aux dépens de la FFR. « Je réunirai les 40 clubs du groupe A le 19 janvier à Paris. Nous ferons alors le tour de la situation financière de chacun d'eux », a expliqué M. Lapasset, avant d'ajouter : « Le rugby appartient à tous, et c'est donc à tout le monde de réfléchir à son avenir. »

## Le sauteur à ski Mika Laitinen écarté des tremplins

LE FINLANDAIS Mika Laitinen, actuellement en tête de la Coupe du monde de saut à ski après neuf épreuves, a été victime, dimanche 31 décembre 1995, à Garmisch-Partenkirchen, en Autriche, d'une chute à l'entraînement. Vainqueur, samedi 30 décembre à Oberstdorf (Allemagne), de la première étape de la prestigieuse épreuve baptisée Tournee des quatre tremplins, le sauteur s'est fracturé la clavicule et plusieurs côtes. Il a été également victime d'une commotion cérébrale. Hospitalisé à Garmisch, il doit rester en observation pendant quelques jours avant de regagner son domicile. L'état de la piste est mis en cause par certains sauteurs qui ont assisté à la chute du Finlandais. Cet accident va dégrader le champion des tremplins pendant au moins deux mois, selon les médecins de son équipe. Dans cette hypothèse, il reprendrait la compétition au début du mois de mars, alors que la saison dans ce sport s'achève quelques jours plus tard.

■ **GOLF** : le Français Olivier David a remporté l'Orange Bowl de golf à l'issue du quatrième et dernier tour qui a eu lieu, samedi 30 décembre 1995, sur le parcours de Biltmore à Miami (Floride). L'Américain Jeremy Anderson, qui partageait la première place avec lui à l'issue de la troisième journée de compétition, s'est effondré et a été relégué en troisième position. La deuxième place est revenue à son compatriote Charles Howell, à quatre coups du Français.

■ **FOOTBALL** : William Premier, à l'essai pour trois semaines dans le club de Manchester United, a réussi de bons débuts dans le championnat d'Angleterre de football, samedi 30 décembre 1995, au centre de la défense de son équipe d'adoption, en contribuant au premier but face à Queen's Park Rangers (2-1). L'ancien Bordelais et Eric Cantona avaient déjà joué ensemble à Auxerre. (AFP)

■ Le Nigeria, tenant du titre, a renoncé, samedi 30 décembre 1995, à participer à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de football, qui débute le 13 janvier en Afrique du Sud, en raison du manque de garanties sur la sécurité de sa délégation. Les champions d'Afrique auraient reçu des menaces de mort. (AFP)

## RÉSULTATS

### ATHLÉTISME

**CROSS DE DURHAM**  
Messieurs  
1. A. Mezgebut (Eth.), les 10,05 km en 30 min 12 s ; 2. A. Pearson (G-B) 30 min 29 s ; 3. V. Roussou (Bel) 30 min 43 s.  
Dames  
1. R. Radcliffe (G-B), les 5,55 km en 18 min 15 s ; 2. Z. Ouzou (Mar) 18 min 37 s ; 3. E. Fedat (Rou) 18 min 43 s.

### FOOTBALL

**CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE**  
21<sup>e</sup> journée  
Arsenal-Wimbledon 1-3  
Blackburn-Rotherham 2-1  
Bolton-Corby 1-2  
Chelsea-Liverpool 2-2  
Everton-Leeds 2-0  
Manchester United-CPR 2-1  
Nottingham Forest-Middlesbrough 1-0  
Southampton-Manchester City reporté  
West Ham-Newcastle reporté  
Asian Villa-Sheffield Wednesday reporté  
Classement : 1. Newcastle, 45 pts ; 2. Manchester United, 41 ; 3. Liverpool, 35 ; 4. Tottenham, 35 ; 5. Arsenal, 34 ; 6. Nottingham Forest, 34 ; 7. Middlesbrough, 33 ; 8. Aston Villa, 32 ; 9. Blackburn, 31 ; 10. Leeds, 31 ; 11. Everton, 29 ; 12. Chelsea, 29 ; 13. West Ham, 23 ; 14. Sheffield Wednesday, 22 ; 15. Wimbledon, 21 ; 16. Southampton, 19 ; 17. Coventry, 18 ; 18. Queens Park Rangers, 18 ; 19. Manchester City, 16 ; 20. Bolton, 10.

### GOLF

**ORANGE BOWL**  
Garçons  
1. O. David (Fra), 281 ; 2. C. Howell (EU), 285 ; 3. J. Anderson (USA) et K. Thompson (EU), 286.  
Filles  
1. H. Hsu-Wan (Chn), 286 ; 2. G. Park (Chn) et C. Hart (EU), 282.

### HOCKEY SUR GLACE

**COUPE D'EUROPE DES CLUBS**  
Finale

Cologne Haie (All.)-Jokerit Helsinki (Fin.) 3-3  
Helsinki vainqueur 3 tirs au but à 2.  
Match pour la 3<sup>e</sup> place  
HV 71 Jönköping (Sue.)-VEU Feldkirch (Aut.) 3-1

### RUGBY

**COUPE D'EUROPE**  
Demi-finale  
Leinster (Irl.)-Cardiff (Pdg) 14-23  
Stade Toulousain (Fra.)-Swansea (Pdg) 30-3

### SKI ALPIN

**COUPE DU MONDE**  
Deuxième slalom du Semmering  
Dames  
1. E. Eder (Aut.) 1 min 40 s 70 ; 2. M. Kjerstad (Norv.) 1 min 40 s 98 ; 3. K. Anderson (Sua) 1 min 41 s 02 ; 4. M. Oster (Sua) 1 min 41 s 18 ; 5. C. Regier (USA) 1 min 41 s 22.  
Classement général de la Coupe du monde :  
1. A. Wadner (Aut.), 504 pts ; 2. A. Melzer (Aut.), 498 ; 3. M. Ertl (Aut.), 453 ; 4. K. Selinger (Aut.), 413 ; 5. E. Eder (Aut.), 360.

### SKI NORDIQUE

**COUPE DU MONDE**  
Grand tremplin  
1. M. Laitinen (Fin.), 247,9 pts ; 2. J. Weibull (Sua), 244,2 ; 3. M. Harada (Jap.), 236,4.  
Classement général de la Coupe du monde :  
1. M. Laitinen (Fin.), 678 pts ; 2. A. P. Nizole (Fin.), 605 ; 3. M. Harada (Jap.), 421.

### SPORTS ÉQUESTRES

**CSD DE MALINES**  
Coupe des nations  
1. France, 12 pts ; 2. Grande-Bretagne, 16 pts ; 3. Autriche et Suède, 20 pts ; 5. Belgique, 24 pts.

### TENNIS

**HOPMAN CUP**  
7<sup>e</sup> journée  
Suisse-Australie  
M. Hings (Sui.) b. N. Provi-Brattke (Aus.) 6-3, 6-3 ; M. Roser (Sui.) b. M. Philippoussis (Aus.) 6-3, 6-3 ; M. Provi-Brattke (Aus.) b. M. Philippoussis (Aus.) 5-7, 6-3 ; M. Hings (Sui.) b. M. Philippoussis (Aus.) 7-5, 6-1.

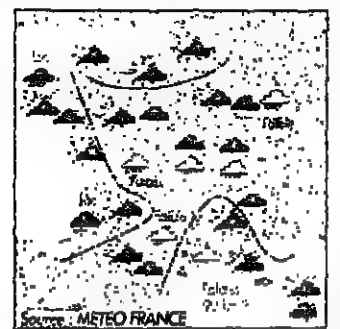


AGENDA

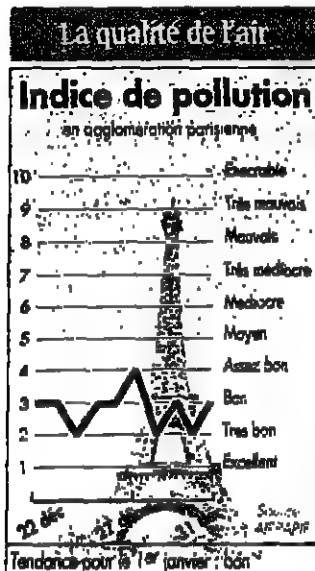
# Beaucoup de nuages et quelques pluies

UNE PERTURBATION a abordé le Sud-Ouest lundi et finira de traverser le pays mardi. La dépression se déplacera du large de la Corogne au centre de la France. En Méditerranée, les vents tourneront au nord-ouest.

Mardi matin, le ciel sera très nuageux et pluvieux sur la Bourgogne, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes, l'Auvergne, le Limousin, le Centre et l'Île-de-France. Les précipitations seront



Prévisions pour le 2 janvier vers 12h00



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6725

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

**HORIZONTALEMENT**  
I. Qui ne faut pas détacher. - II. Mettre l'eau dans son vin. - III. Qui rassemblent tout le monde. - IV. Pronom. Fais cir-

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Luchaire - 92046 Châtillon Cedex - Tél. : 16 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Europe, Suisse, Pays-Bas	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (7995) is published daily for \$ 9.92 per year + LE MONDE + 1 place (Habitat-Bourgogne) 1995. For more information, contact your local post office or Le Monde, 24, Avenue du G<sup>e</sup> Luchaire, 92046 Châtillon Cedex, France. Tel. : 16 (1) 49-60-32-90. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G<sup>e</sup> Luchaire, 92046 Châtillon Cedex, France. Tel. : 16 (1) 49-60-32-90. For the subscription service, contact LE MONDE, 24, Avenue du G<sup>e</sup> Luchaire, 92046 Châtillon Cedex, France. Tel. : 16 (1) 49-60-32-90.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

● par écrit 10 jours avant votre départ. PK Paris 0711

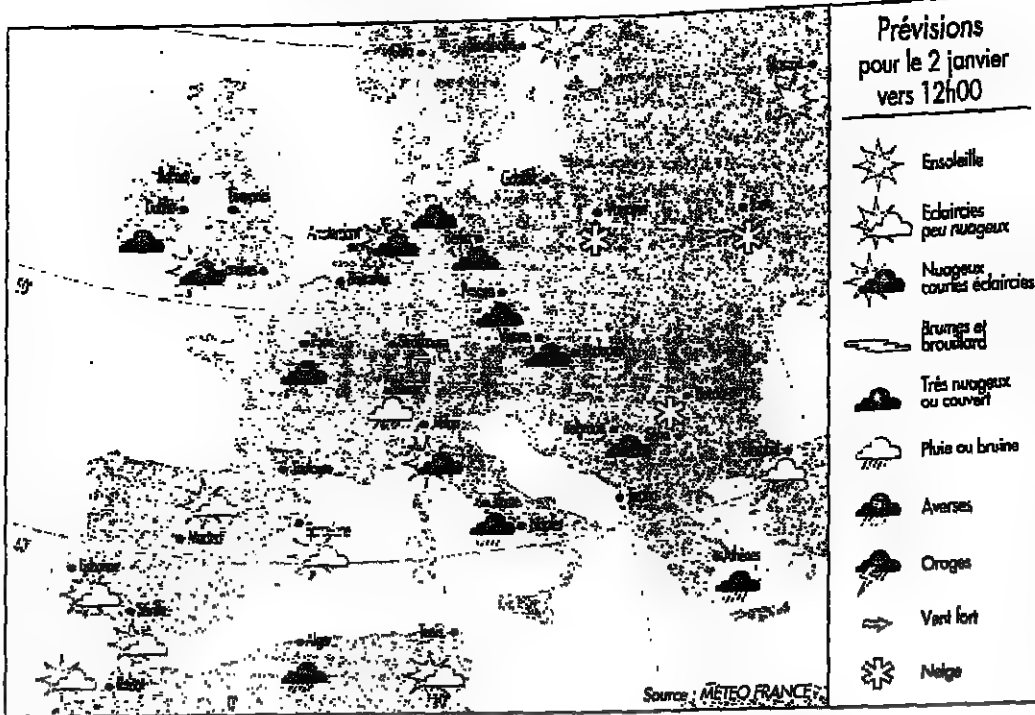
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

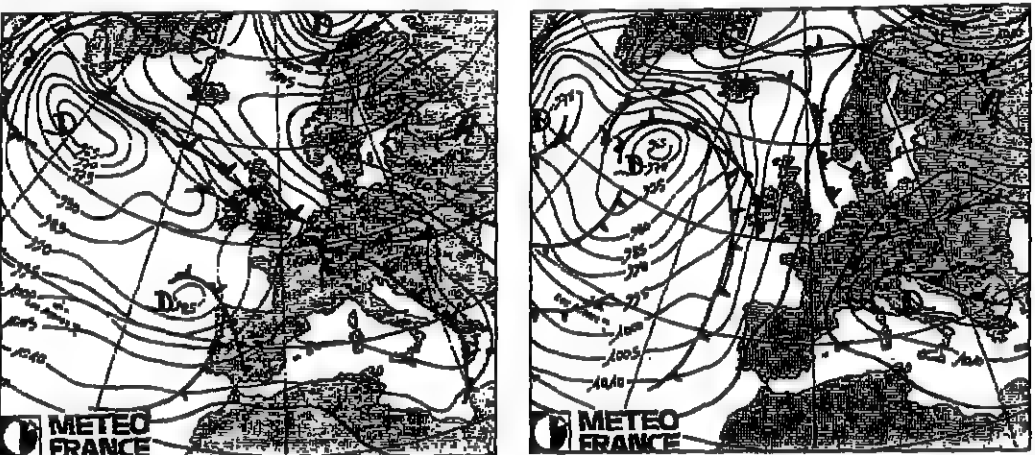
35 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.



TEMPÉRATURES du 31 déc. 1995 maxima/minima

FRANCE	TEMPÉRATURES	TEMPÉRATURES
ALGER	14/19	14/19
ANGERS	10/14	10/14
ARLES	12/18	12/18
BARCELONE	14/19	14/19
BELGRADE	10/14	10/14
BERLIN	10/14	10/14
BOMBAY	26/30	26/30
BRUXELLES	10/14	10/14
BUENOS AIRES	10/14	10/14
CHICAGO	10/14	10/14
COPENHAGUE	10/14	10/14
DARAR	10/14	10/14
DURBAN	24/30	24/30
DURBAN	24/30	24/30
FRANKFURT	10/14	10/14
GENEVE	10/14	10/14
HANOI	26/30	26/30
HELSINKI	10/14	10/14
HONGKONG	24/30	24/30
ISTANBUL	10/14	10/14
JERUSALEM	10/14	10/14
KINSHASA	10/14	10/14
LA CAIRE	20/24	20/24
LIMA	10/14	10/14
LISBONNE	17/23	17/23
LONDRES	10/14	10/14
LOS ANGELES	10/14	10/14
LUXEMBOURG	10/14	10/14
MADRID	14/19	14/19
MARRAKECH	22/28	22/28
MEXICO	14/19	14/19
MILAN	10/14	10/14
MONTECARLO	14/19	14/19
MOSCOW	10/14	10/14
MUNICH	10/14	10/14
NAIROBI	20/24	20/24
NEW DELHI	24/30	24/30
NEW YORK	10/14	10/14
PRIMA DE MAYA	10/14	10/14
PRINCE	10/14	10/14
PRAGUE	10/14	10/14
PRETORIA	20/24	20/24
RABAT	20/24	20/24
RIO DE JANEIRO	10/14	10/14
ROKKE	10/14	10/14
SAN FRANCISCO	10/14	10/14
SANTIAGO	10/14	10/14
SEVILLE	10/14	10/14
ST. PETERSBURG	10/14	10/14
STOCKHOLM	10/14	10/14
STONY	10/14	10/14
TENERIFE	20/24	20/24
TOKYO	10/14	10/14
TUNIS	10/14	10/14
VARSOVIE	10/14	10/14
VENISE	10/14	10/14
VIENNE	10/14	10/14



Situation le 1<sup>er</sup> janvier, à 0 heure, temps universel

## PARIS EN VISITE

**Mercredi 3 janvier**

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : Le Sacre de Napoléon, de David, 12 h 30 ; exposition sur les émaux de Limoges, 19 heures ; La Pietà de Villeneuve-lès-Avignon, d'Enguerrand Quarton, 19 h 30 ; les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition « A l'ombre du Vésuve » (35 F + prix d'entrée), 13 h 30, hall du musée (Mathilde Hager).

■ **AUTOUR DE MAUBERT** (50 F), 14 h 30, devant Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris pittoresque et insolite).

■ **LE SENTIER**, du Mail à la fontaine Mollère (50 F), 14 h 30, sortie du métro Sentier (Emilie de Langlade).

■ **LES CATACOMBES** (25 F + prix d'entrée), 14 h 45, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).

■ **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE** : exposition Jean de La Fontaine (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

■ **LA BOURSE DU COMMERCE** (37 F), 15 heures, devant l'entrée côté rue de Vienne (Monuments historiques).

■ **LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : de la place des Vosges à l'église des Blancs-Manteaux (37 F), 15 heures, devant la statue de Louis XIII au centre de la place des Vosges (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MARAIS** : le quartier juif (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 21 bis, rue des Tournelles (Paris et son histoire).

■ **MUSÉE CARNAVALET** : exposition Robert Doisneau (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **GRAND PALAIS** : exposition « Sérénité, terre de Bouddha » (50 F + prix d'entrée), 16 heures, entrée de l'exposition (Pierre-Yves Jaslet).

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CHYPRE**. 2,2 millions de touristes se sont rendus à Chypre pour de longs séjours en 1995. Si le nombre des visiteurs en provenance de l'Europe centrale et de la Russie a considérablement augmenté, celui des touristes britanniques, clients traditionnels de l'île, a enregistré une baisse de 8 %.

■ **ITALIE**. Après huit mois de travaux, les célèbres escaliers baroques reliant la place d'Espagne à l'église de la Trinité-des-Monts, à Rome, ont été ouverts au public. Pour éviter bivouacs, pique-niques et tapages qui étaient pratiqués couramment avant leur restauration, ils sont surveillés par la police 24 heures sur 24.

■ **POLOGNE**. La compagnie aérienne polonaise LOT vient de vendre son dernier Tupolev-154. La LOT, qui possédait à la fin des années 80 trente-huit avions de fabrication soviétique, exploite actuellement une flotte de quatorze Boeing et de sept ATR-72.

■ **RUSSIE**. D'après le classement bisannuel de la cherté de la vie établi par la société genevoise Corporate Resources Group, et qui prend en compte le prix de 113 produits et services dans 136 grandes villes, Moscou est devenue la ville la plus chère du monde hors Japon, Tokyo et Osaka arrivant toujours en tête du classement. La capitale russe passe de la 8<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> place et devance maintenant Zurich, Genève, Oslo et Copenhague.

■ **ILES VIERGES**. Le petit aéroport Capitaine-Auguste-George-

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Un acte de foi

UNE VAGUE de découragement paraît s'étendre sur notre pays. On parle d'« innombrables » jeunes gens qui voudraient quitter la France. On a raison de donner l'alarme, mais, à notre sens, il vaudrait mieux dire à ces jeunes gens, s'ils veulent partir pour les raisons que l'on prétend, qu'ils commettent une erreur, une faute et même une mauvaise action.

Vous vous plaignez d'entraves aux libres initiatives ? Vous avez raison. Travaillez à les briser. Lutte contre la bureaucratie routinière, et ne désertez pas. L'effort ne paie pas, dites-vous ? Négligez-vous donc la valeur propre de l'effort ? Des centaines de savants, d'intellectuels, ont vécu longtemps d'une vie précaire. On leur aurait fait injure en leur disant : « Vous n'êtes pas assez payés ? Eh bien, partez, ou ne faites plus rien. »

Les charges fiscales sont trop lourdes, les patrimoines sont menacés, et c'est des patrimoines paternels qu'est fait le patrimoine commun. Le vrai patrimoine commun est celui qui a été réuni par les générations successives, par les sacrifices, la ruine même et la mort, par l'effort collectif - pareil à celui qui a permis de construire les cathédrales.

C'est le patrimoine collectif de la nation que les jeunes hommes doivent s'attacher à constituer, à grossir. Il y a une belle tâche à entreprendre : empêcher que ce patrimoine commun ne soit gaspillé. Partir ou s'absentier parce que le gain est trop faible, parce qu'il y a trop d'entraves, parce que les charges fiscales sont trop lourdes, ce n'est pas faire preuve d'enthousiasme, mais de paresse, d'égoïsme et surtout d'incompréhension et d'impudence.

Ce premier jour de l'année nouvelle, malgré son amertume, doit être consacré par notre jeunesse à un acte de foi.

Rémy Roure

(2 janvier 1946.)

3615 LE MONDE



Jeune 150

CULTURE

LE MONDE / MARDI 2 JANVIER 1996

THEATRE L'un des plus importants auteurs de théâtre du siècle est mort le samedi 30 janvier, à Berlin, des suites d'un cancer. Heiner Müller était âgé de soixante-six ans. Direc-

teur du Berliner Ensemble, le théâtre mythique de Bertolt Brecht, il avait été profondément marqué par la guerre et ses trahisons qui lui inspirèrent une œuvre puissante, provo-

catrice et sans illusion sur la nature des hommes et de la politique. ● AUTEUR EST-ALLEMAND, il a, jusqu'à la chute du mur, refusé de s'inscrire comme d'autres artistes de sa gé-

nération, par une sorte de fatalisme teinté de fidélité, ce qui ne l'empêcha jamais de conserver de manière éclatante la liberté de ses mots et de ses mouvements. ● IL A ÉCRIT plus

de trente pièces qui ont été indifféremment montées en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, et à l'étranger, notamment en France, où il était régulièrement joué depuis les années 70.

La mort du dramaturge Heiner Müller, poète des déchirures du siècle

Le directeur du Berliner Ensemble s'est éteint dans sa ville à soixante-six ans. Son style « incendiaire » a transformé l'écriture du théâtre, et en a fait l'un des auteurs les plus importants de notre époque

HEINER MÜLLER naît à Eppendorf (Saxe) en 1929, période noire de chômage et de désespoir qui a fait le lit du nazisme. Sa mère est ouvrière dans l'industrie textile, son père col blanc, membre du Parti social-démocrate. Il est arrêté en 1933, dès la prise de pouvoir de Hitler, une scène fondamentale dans la vie de Heiner Müller. Il l'a souvent racontée, avec des variantes, mais restant le bruit des hommes dans la nuit, la voix de son père qui l'appelle par son nom. Et lui ne répond pas ; il fait semblant de dormir. Souvenirs d'une peur, sentiment d'une trahison.

Quelques mois plus tard, son père est libéré. Il emmène sa famille à Waren, dans le Mecklembourg. Chômeur, il fait des études de droit en cours du soir et offre à son fils - enrôlé par obligation dans les Jeunesses hitlériennes - « une autre expérience de la trahison » : il l'aide à écrire une rédaction sur les autoroutes, orgueil des nazis. L'enfant y dit qu'elles sont une bonne chose car elles permettent peut-être à son père à trouver du travail. Pour autant, le père n'abandonne pas ses convictions. En 1941, il est à nouveau arrêté, envoyé en France dans un bataillon disciplinaire. Sans doute a-t-il transmis à son fils ce trait de caractère que Wolfgang Engel, metteur en scène en RDA, résume ainsi : « dire non, faire le contraire » (Le Monde du 4 juillet 1991).

En 1944, Heiner Müller est mobilisé dans le Volkssturm, service obligatoire pour les hommes qui n'ont pas encore, ou n'ont plus, l'âge d'être au front. Il passe les derniers jours de la guerre au nord de l'Allemagne, subit les bombardements anglais : « Les avions piquaient sur nous, on les voyait à quinze mètres au-dessus de nous, qui tiraient, il fallait se cacher n'importe où. Voilà ma seule vraie expérience de la guerre, mais ça m'a suffi » (in Théâtre public, mai-juin 1989). En 1951, ses parents partent pour l'Ouest. Heiner Müller ne les suit pas. On lui a souvent demandé pourquoi. Les réponses valent : « Les Impôts sont moins lourds à l'Est », « Ici, je suis le premier, puisque les autres sont partis ». Heiner Müller se plaisait à s'exprimer par paradoxes, anecdotes. Finalement, sa réponse la plus sincère était certainement : « Demandez vous à un Français pourquoi il reste en France ? »

MIEUX CONNU À L'OUEST

Il vit à Berlin, crapahute dans le journalisme, collabore à l'Union des écrivains, commence à écrire, mais c'est seulement en 1956, l'année de la mort de Brecht, qu'un texte de lui, *La Croix de fer*, est publié. Heiner Müller travaille à la revue *Junge Kunst*, et va déjà vers le théâtre. Avec sa femme, Inge, il écrit la première version de *Der Lohndrucker* (Le briseur de salaires), qui reçoit le prix Heinrich Mann en 1959, mais, deux ans plus tard, l'année de la construction du mur de Berlin, sa nouvelle pièce, *Die Umsiedlerin* (L'émigrante), est interdite après une seule représentation. Il est exclu de l'Union des écrivains. Et puis sa femme se suicide. C'est alors qu'il semble se détourner de son époque, tout au moins il en parle par le biais des anciens, Shakespeare, les Grecs. Pour Benno Besson, il adapte *Gedipe Tyrann* de Sophocle et Hölderlin. Il continue avec *Empédocle* et *Philoctète*, créés en RFA et en Suisse.

Son théâtre est connu à l'Ouest mieux qu'en RDA, où d'ailleurs son adaptation de *Macbeth*, publiée en 1971, est interdite pour crime de « pessimisme historique » - reproche habituel, notamment à propos de Quartett où l'on voit Mer-teuil et Valmont, les héros des *Liaisons dangereuses*, se retrouver dans un bunker, après la troisième guerre mondiale. Ce à quoi Heiner Müller répond qu'imaginer deux survivants après une telle guerre, c'est faire preuve d'optimisme... De 1970 à 1976, il est conseiller artistique au Berliner Ensemble,



JEAN-PIERRE PLESSON

avant de passer à la Volksbühne. Il devient une sorte de grand-frère pour la nouvelle génération d'artistes qui ne se sent pas « légitimée par la seule lutte contre le fascisme », qui cherche un autre visage au socialisme, et s'écrit après que Wolf Bleemann, poète et chanteur contestataire, a été, en 1976, déchu de sa nationalité. Müller soutient publiquement Bleemann et les autres, mais il reste. Bien qu'habitant dans une HLM sans grâce, toujours en butte aux tracasseries officielles, il mène une existence relativement privilégiée. Il voyage aux États-Unis, en Europe, et partout son œuvre est jouée.

En France, il est révélé par Bernard Sobel qui met en scène *Philoctète* à Cennevilliers, en 1970. Six ans plus tard, *La Bataille*, dans une mise en scène de Manfred Karge et Matthias Langhoff pour la Volksbühne, est présentée à la fête de l'Humanité, puis au TNP de Villeurbanne et à Saint-Denis. Plus tard, Jean-François Peyret et Jean Jourdeuil, traducteurs exclusifs de son œuvre, porteront la plupart de ses textes au théâtre : *Hamlet-Machine*, *Mausier*, *La Route des chars*, *Heiner Müller de l'Allemagne*. Avec Michèle Marquais et Roland Ber-din, Patrice Chéreau crée *Quartett*, que Jean-Louis Martinelli reprendra avec Evelyn Didi et Yann Col-

lette. Philippe Adrien monte *La Mission*, que Matthias Langhoff recréera, en 1989, au Festival d'Avignon. Là où, deux ans plus tard, sous le titre *Le Cas Müller*, Jourdeuil et Peyret présentent une trilogie : *Hamlet-Machine* avec *La Correction* ; *Rivage à l'abandon* avec *Matériau-Médée* et *Paysage avec argonautes* ; *Quartett* enfin. Heiner Müller écrit encore le scénario d'un grand opéra en six parties et six pays rêvés par Robert Wilson : *Civil Wars*. Rêve avorté, étrange union, admiration mutuelle, amitié sincère entre l'homme de l'Est et le Texan, entre deux individus non identifiables... En 1989, il dit que, de son vivant,

le mur de Berlin ne disparaîtra pas. Peut-être parce que le mur a construit son existence, et que, même détruit, il pèse dans les mémoires. Sans être un nostalgique de la RDA (« nous n'étions que le négatif du capitalisme, pas son alternative »), Heiner Müller confie avoir cru « jusqu'à un certain point » à l'utopie socialiste. « Maintenant, dit-il, comme avant 1933, on sait qui est qui, où sont les pauvres, où sont les puissants. » En tout cas, le voilà une fois de plus dans une situation ambiguë : nommé président de l'Académie des arts de l'ex-RDA menacée de fermeture, il se trouve « récupéré ». Il accepte cependant pour « assumer une obligation, tenter une transformation fondamentale. Il y a des choses à sauver, ne serait-ce que l'expérience d'échec. L'échec, trait commun de l'intelligentsia de l'Est » (Le Monde du 10 octobre 1990).

COUVERT D'INSULTES

Cette nouvelle tâche lui sert peut-être d'alibi, car il n'écrit plus. Comme la plupart des intellectuels et notables ayant connu la gloire en RDA, il est couvert d'insultes. On l'accuse d'avoir servi d'informateur à la Stasi. Il reconnaît avoir eu des contacts, d'ailleurs inévitables dans sa position : « On me demandait mon avis sur telle ou telle affaire. Je savais que je ne parlais pas à l'Armée du salut, et je devais savoir quand il était préférable de mentir » (Le Monde du 13 janvier 1993).

La même année, il est nommé à la direction du Berliner Ensemble. « Il est le seul successeur possible de Brecht », dit Matthias Langhoff, avec qui il doit partager le pouvoir, ainsi qu'avec deux hommes du passé, Peter Palusch et Fritz Marquard, plus un homme de l'Ouest, Peter Zadek. Le vieux théâtre est

Un homme libre, enfin

HEINER MÜLLER est mort, Heiner Müller est libre. « En Allemagne, disait-il, tout arrive toujours trop tard ou trop tôt. Je ne peux que citer la phrase de Marx : les Allemands ne seront libres que le jour de leur enterrement. » Evidemment, cet auteur parmi les plus importants du siècle est mort trop tôt, avant d'avoir monté en France l'une de ses pièces, *Hamlet-Machine*, comme il aurait dû le faire bientôt pour le Festival de Maubeuge, avant d'avoir écrit la pièce qui lui tenait le plus à cœur, *dialogue de Hitler et de Staline* en pleine bataille de Stalingrad. Il aurait voulu aussi mettre en scène *Macbeth* sur le toit du World Trade Center de New York pour un public en hélicoptère... Pour ce genre d'assertions drolatiques, on l'a souvent qualifié de « postmoderne », lui qui pourtant se méfiait de l'éclectisme comme de tous les « ismes » qui auront empoisonné sa vie. Heiner Müller était un « cas », constatation qui devait devenir le titre d'un spectacle de grande mémoire au Festival d'Avignon en 1991, dans la traduction et la mise en scène de ses amis Jean

Jourdeuil et Jean-François Peyret. Son personnage était presque devenu plus célèbre que son œuvre. Il l'a peigné, empruntant à Antonin Artaud les creux de son visage, à Bertolt Brecht un étourdissant cigare cubain. Il aimait les femmes, le whisky, l'écriture et la parole publique. Il exerçait son ascendant sur les scènes et loin d'elles, à la faveur d'interviews, de colloques où il manquait quelquefois de paraître... Partout pourtant il rassemblait un petit peuple fervent, prêt à toutes les dévotions.

UNE LANGUE NEUVE ET OBSESSIONNELLE

Jusqu'à l'effondrement du mur, il fut considéré à son grand dam comme un « auteur de l'Est », pourfendeur inflexible du stalinisme ; on attendait de lui informations, témoignages et critiques à la lutte pour une nouvelle morale du travail dans les usines (*Der Lohndrucker*), le problème des normes et du rendement (*La Rectification*), la réforme agraire (*La Réfugiée*). Et puis un jour, le mur est tombé. Heiner Müller est de-

venu « le littérateur maniaque du mur, obligé de fermer son tiroir-caisse ». C'est qu'il a continué de s'opposer, et de prédire à l'Allemagne unifiée « les pires tourments ».

Enfin, il apparaît pour ce qu'il est : un auteur. Immense. Par ses relectures fascinantes des grands anciens, grecs et latins, par ses pièces, par ses poèmes, par ses nouvelles, il s'est installé et nous avec lui dans l'après-Brecht, l'après-Beckett, l'après-Genet. Une langue neuve, obsessionnelle, abécédairiste érudite de la destruction, qu'il s'agisse des mythes, comme celui de Hamlet qu'il a hanté pendant plus de trente ans (*Hamlet-Machine*), ou de l'Histoire et singulièrement de celle de l'Allemagne.

On songe aujourd'hui à la dernière phrase de Mer-teuil dans son *Quartett*, inspiré de Laclos : « A présent nous sommes seuls, cancer non amour », comme un mal sans remède, qui détruit, prolifère.

Olivier Schmitt

Ses acteurs, ses amis

André Wilms a joué avec Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret *La Route des chars*, *Paysage sous surveillance*, ou *Prométhée* en français et en allemand avec Luigi Nono.

« La seule façon, pour l'acteur que je suis, de lui rendre "hom-mage" (je sais à quel point il dé-testait ce mot) est de continuer d'une manière têtue, obstinée et joyeuse, à jouer ses textes. A donner à entendre une des œuvres les plus vivantes, les plus polémiques de ce siècle (...). Nous contribuons aussi, avec lui, à faire notre ce "mot d'ordre" qu'il adorait par dessus tout, de Bertolt Brecht : "Je chie sur l'ordre du monde". »

Heiner Müller était mon ami, et je lui dois quelques-unes de mes plus merveilleuses soirées au fond d'un quelconque bistrot, enveloppé par la fumée de son cigare, riant aux éclats à l'une de ses innombrables blagues, ému par la grimace de sa pudeur, ébloui par son intelligence (...).

Evelyn Didi a joué notamment, avec Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret, *Hamlet Machine*, la trilogie du *Cas Müller*, et, avec Jean-Louis Martinelli, *Quartett*.

« Je me souviendrai toujours de tous les mots que j'ai joués de lui. Lui le visionnaire (...), l'homme qui vous prend dans ses bras et vous fait sur la bouche des baisers comme des directs au cœur. Qui ne parle pas trop. Qui raconte des blagues, petits contes moraux rigolos comme des rasoirs (...). Ce que l'on a ri à travailler ses textes, ce que j'ai frissonné à devoir dire chaque soir, à la fin de Quartett, "Cancer mon amour". »

Un jour, il m'a apporté une lettre pour un spectacle où il était question de correspondance. Il m'écrivait : "Il nous faut veiller à ce que l'allongement du chemin postal ne raccourcisse pas notre vie solitaire tous ensemble (...). Laisse-nous fermer les yeux. Les miroirs mentent, ils confondent la droite et la gauche." »

Un dramaturge prolifique

● Principales créations en RDA. 1958 : à Leipzig, *Der Lohndrucker* (Le briseur de salaires, écrite en 1956) ; à Berlin, *Die Korrektur* (La Rectification, 1957). 1961 : *Die Umsiedlerin* (L'émigrante, 1956-1961). 1967 : à Berlin, *Gedipe Tyrann*, d'après Sophocle et Hölderlin (1965-1966). 1971 : à Magdebourg, *La Comédie des femmes*, d'après Inge Müller (1969). 1972 : à Brandebourg, *Macbeth*, d'après Shakespeare (1971). 1973 : à Berlin, *Clement*, d'après Gladkov (1972). 1974 : à Berlin, *Héraclès 5* (1964-1965) et *Prométhée*, d'après Eschyle (1967-1968). 1975 : à Berlin, *La Bataille* (1951-1974) et *Traktat* (Tracteur, 1955-1974). 1976 : à Berlin, *Die Bauern* (1964). 1980 : *Der Bau* (1963-1964), d'après Erik Neusch, et *La Mission*, d'après Anna Seghers (1978-1979). 1985 : à Berlin, *Ouverture russe*, d'après Alexander Bek (1984). 1986 : à Potsdam, *Fort près de Moscou*, d'après Bek (1985). 1987 : à Potsdam, *Le Duel*, d'après Anna Seghers (1986). 1988 : à Berlin, *Centures* (1986).

● Principales créations hors de RDA. 1967 : à Bochum, *Gedipe Tyrann*. 1968 : à Munich, *Philoctète*, d'après Sophocle (écrite entre 1958 et 1964, publiée en 1965). 1969 : à Zurich, *Prométhée*. 1973 : *Horace*, d'après Tito-Live, Cornille et Brecht (1968). 1975 : à Austin (Texas), *Mausier* (1970). 1978 : à Hambourg, *Fatzer*, d'après Brecht, et à Bruxelles *Hamlet-Machine* (1977). 1982 : à Bochum, *Quartett*, d'après Laclos (1980). 1983 : à Bochum, *Rivage à l'abandon*, *Matériau-Médée*, *Paysage avec argonautes* (1982). 1985 : à Graz (Autriche), *Paysage sous surveillance* (1984). 1986 : à Bobigny, *La Route des chars*, d'après Kleist (1987). ● Mises en scène. 1980 : à Berlin, *La Mission*. 1982 : à Berlin, *Macbeth*. 1988 : à Berlin, *Le Briseur de salaires*. 1989 : à Berlin, *Hamlet*, de Shakespeare, et *Hamlet-Machine*. 1993 : à Bayreuth, *Tristan et Isolde*, de Richard Wagner. 1995 : à Berlin, *Arturo Ui*, de Bertolt Brecht. La plupart des textes et pièces d'Heiner Müller sont traduits en français et publiés par les Éditions de Minuit et L'Arche.

trop plein de comptes à régler avec l'Histoire. Matthias Langhoff part le premier. Peter Zadek ensuite. Heiner Müller, lui, est malade. Opéré d'un cancer de l'œsophage, il continue pourtant à vivre. En 1994, il est invité à Taormina pour recevoir le Prix Europa. Il dit recevoir « les hommages comme autant de pelletées de terre sur [ma] tombe ». Puis il ajoute : « Mais l'argent du prix va m'aider à vivre plus longtemps ».

Il a vécu assez longtemps pour mettre en scène au Berliner Ensemble l'*Arturo Ui* de Brecht (Le Monde du 14 octobre 1995), le plus corrosif sans doute que l'on ait pu voir, montrant un homme quelconque qui prend le pouvoir, parce qu'en face de lui, il n'y a rien. Rien que la figure figée de Hindenburg. Heiner Müller a beaucoup et bien vécu, a épousé plusieurs femmes, a été quatre fois père. Il ne voulait rien en dire : « On en parlera bien assez tôt quand les disputes autour de l'héritage auront commencé ».

Colette Godard

CONCERTS

Salle Pleyel - Je 4 janv 20h30  
Th. Châtelet - ve 5 janv 20h

ORCHESTRE DE PARIS

direction : Christoph von Dohnanyi  
piano : Krystian Zimerman  
SCHOENBERG - RAVEL  
STRAVINSKY  
Tél : 45.63.07.96

DIMANCHE 7 JANVIER

THÉÂTRE DU CHÂTELET

**DIMANCHE 11 H 30**  
Solistes et musiciens de l'Orchestre de Paris  
PIAZZOLLA

8 JANVIER 1996 - 20 H 30

SALLE GAVEAU  
LES LUNDIS MUSICAUX  
**Sumi JO**  
soprano  
Mozart - Thomas - Donizetti - Schubert - Debussy  
Tél. rés. : 49-53-05-07

LUNDI 8 JANVIER à 20 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

**Verlaine et la Mélodie**  
Ann Murray mezzo-soprano  
François Le Roux baryton  
Jeff Cohen, piano  
Graham-Johnson, piano  
Fauré, Chausson, Debussy...

LUNDI 8 JANVIER 12 H 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET

**MIDIS MUSICAUX CENTENAIRE de la MORT DE VERLAINE**  
Jacques Drillon lecteur  
Jean-Louis Haguenauer, piano  
12 JANVIER 1996 - 20 H 30  
SALLE GAVEAU  
**Pascal DEVOYON**  
Piano  
Haydn-Ravel-Schubert  
Tél. rés. : 49-53-05-07



## Grands traités de la France

Les affaires étrangères ouvrent leurs archives au public

LA NOMINATION en 1680, par Louis XIV, de Colbert de Croissy comme secrétaire d'Etat aux affaires étrangères marque la création des Archives diplomatiques. Afin de célébrer ce 315<sup>e</sup> anniversaire, la Monnaie de Paris présente une exposition des « Grands Traités de l'Histoire de France - XV-XIX<sup>e</sup> siècle ».

Présentés pour la première fois au public, ils ont été choisis par la direction des Archives diplomatiques parmi les 46 000 traités et accords qu'elle conserve à ce jour. Sont ainsi présentés, entre autres, des traités célèbres, tels le traité du Cateau-Cambrésis (1559) entre Henri II et Philippe II d'Espagne, de Vervins (1563) entre Henri IV et Philippe II d'Espagne, de Westphalie (1648), qui organisa l'Eu-



rope moderne, de Nimègue (1678) entre Louis XIV et les États généraux de Hollande, le traité de Paris (1763), qui consacre l'indépendance des États-Unis d'Amérique, les actes du congrès de Vienne (1815), l'acte de médiation de 1801, le traité de Versailles (1919) - le traité lui-même ayant été détruit pendant la seconde guerre mondiale - le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951), le traité franco-allemand de 1963...

★ Musée de la monnaie, 11, quai de Conti, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Michel, Pont-Neuf, Odéon. De 12 heures à 18 heures, du mardi au dimanche. Jusqu'au 7 janvier. Tél. : 40-46-55-35. 15 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Robert Doisneau

Les images de Robert Doisneau, disparu le 1<sup>er</sup> avril 1994, sont devenues la référence habituelle d'une vision de Paris. La rétrospective floue qui lui est consacrée sera exceptionnellement ouverte ce premier jour de l'année 1996 de 14 heures à 19 heures. En près de quatre cent cinquante clichés, des documents, livres, coupures de presse et appareils, le Musée Carnavalet raconte le plus populaire des photographes français.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. Jusqu'au 11 février. 35 F.

Cézanne

C'est la première grande rétrospective Cézanne depuis 1936 et il ne reste que quelques jours à ceux qui ne l'ont pas encore vue pour la découvrir. Cent soixante-dix œuvres, dont cent neuf tableaux, présentées de façon chronologique permettent d'approcher un peintre dérangeant, inclassable et inégalé dans l'utilisation des couleurs.

Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tous les jours de 10 heures à 20 heures, jusqu'au 23 heures les 8, 10, 11, 12, 13 et 14 janvier. Fermé le mardi. De 10 heures à 14 heures :

exclusivement sur réservation dans les FNAC, à l'Office du tourisme de Paris (117, Champs-Élysées), à la boutique Musée et Compagnie (49, rue Étienne-Maellat). Tél. : 40-47-34-54, et 3615 Billel, ou 3615 FNAC. 55 F.

Fortunat, d'Alex Joffé

1942. Un brave bougre (Bourvil) aide une grande bourgeoise (Michèle Morgan) à franchir la ligne de démarcation en compagnie de ses enfants. Ce qui aurait pu n'être qu'un mélodrame se révèle un film sensible et délicat qui recrée avec soin la période de l'Occupation. Ce film était invisible depuis sa sortie, en 1960.

Elysées-Lincoln, 14, rue Lincoln, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> George-V. Tél. : 43-39-36-14 et 36-65-81-07.

Pandora, d'Albert Lewin (1951)

Transposition de la légende du Hollandais volant que le meurtre de son épouse avait condamné à errer pendant des siècles jusqu'à ce qu'une femme consente à mourir pour lui. Amour fou, vieilles légendes, immortalité et fantastique, volutes de course et corridas : tout ce qu'il faut pour rêver nous est offert par Pandora, alias Ava Gardner.

Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Cardinal-Lemoine et Iussieu. Tél. : 43-29-44-40 et 36-65-70-63.

## CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 1<sup>er</sup> JANVIER

London Community Gospel Choir. Gospel et negro spirituals. Basil Meade (direction). Église de la Rédemption, 16, rue Chauvigny, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Richelieu-Drouot. 17 heures, le 1<sup>er</sup> janvier. Tél. : 40-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Les Docteurs Mirade

Musique de Bizet et Lecocq. Édouard Bourdy (Laurette), Christine Gerbault (Véronique), Lionel Peintre (le podestat), Yves Coudray (Sylvio), Erik Guimard (piano), Mirella Larroche (mise en scène).

Peniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Jaurès, Louis-Blanc. 17 heures, le 1<sup>er</sup> janvier. Tél. : 43-49-08-15. De 100 F à 120 F.

La Grande Duchesse de Saxe-Weimar-Eisenach. Beatrix Burley (la grande-duchesse), Agnès Bove (Wanda), Pierre Catala (Fritz), Maurice Xiberras (le général Boum), Eric Vignau (le prince Paul), Eric Perez (le baron Puck), Jean-Pierre Chevalier (le baron Grog), Chœur et orchestre Opéra de Paris, Joël Suubert (direction), Olivier Desobres (mise en scène).

Massy (91), Opéra-Théâtre, place 60-13-13. Location Fnac. De 180 F à 205 F.

MARDI 2 JANVIER

Les Joyeux Comédiens de Windsor

de Nicolai. Günther von Kannen (Falschaff), Ghyline Raphaël (Mme Fluth), Hanna Schaefer (Mme Reich), Annick Massis (Anne Reich), Mikael Kurz (Fenton), Marco Rink (M. Reich), Dietrich-Walter Roth (Fluth), Antoine Garin (docteur Caju), Chœur de l'Opéra-Comique, Ensemble orchestral de Paris, David Heusel, Wolfram Nelson (direction).

Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 2, 4, 10 et 12 janvier; 16 heures, le 14 janvier. Tél. : 42-44-45-46. Location Fnac. De 50 F à 490 F.

La Bohème

de Puccini. Leoncina Vadua, Cristina Gallardo-Doms (Mimi), Roberto Alagna, Roberto Aronica (Rodolphe), Gwynne Ager, Valérie Millot (Musetta), Jean-Luc Chaignaud, Jason Howard (Marcel), Kirilind Sigmundsson, Idelfonso d'Arcaño (Colline), Franck Leguierne, LeRoy Villanueva (Schaunard), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Louis Langrée (direction), Jonathan Miller (mise en scène).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>usée</sup> Bastille. 19 h 30, les 2, 3, 5, 6 et 16 janvier; 12 h 30, le 7 janvier. Tél. : 44-73-13-00. Location Fnac. De 60 F à 590 F.

JEUDI 4 JANVIER

Orchestre de Paris

Symphonie de chambre de Schumann pour piano et orchestre en sol. Stanislawski, l'Oiseau de feu. Krystian Zimerman (piano), Christoph von Dohnanyi (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Ternes. 20 h 30, les 4 et 5 janvier. Tél. : 45-63-07-96. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.

20 h 30, les 4 et 5 janvier. Tél. : 45-63-07-96. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.

Et le 5 janvier à 20 heures, au Théâtre du Châtelet. De 70 F à 230 F. Tél. : 40-28-28-40.

Toute en scènes

Musique d'Offenbach. Poulenc. Satie. Avec Brigitte Fauré, Carol Lipkind, Florence Violette (mise en scène).

Vanves (92), Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot. 20 h 30, les 4, 5, 6, 11, 12 et 13 janvier; 15 heures, les 7 et 14 janvier, jusqu'au 28 janvier. Tél. : 45-45-46-47. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 110 F.

VENREDI 5 JANVIER

Ensemble Ultrà

L'Art des trouvères.

Musée national du Moyen Âge-Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> RER Cluny-la Sorbonne. 12 h 30, le 5 janvier; 15 heures, le 6 janvier. Tél. : 46-34-51-17. 53 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France

Beethoven : Grande Fugue. Dvorak : Concerto pour piano et orchestre n° 2. Strauss : Sinfonia Domestica. Barry Douglas (piano), Marek Janowski (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Ternes. 20 heures, le 5 janvier. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 180 F.

SAMEDI 6 JANVIER

Solistes et musiciens

de Paris

Piazzola : Œuvres pour instruments à cordes, bandonion et piano.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 11 heures, le 6 janvier. Tél. : 40-28-28-40. 30 F.

Et le 7 janvier, concert accessible à tous (80 F).

Les Pêcheurs de perles

de Bizet. Léonard Pazzino (Nadir), Ghyline Raphaël, Laurence Janet (Lia), Alain Verhès (Zurga), Jacques Schwarz (Nourah), Ensemble Charles-Favart, Ensemble Chœur à Voix, Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Merlier (direction).

Massy (91), Opéra-Théâtre, place 60-13-13. Location Fnac. De 180 F à 205 F.

Et le 7 janvier à 15 heures, au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif. Tél. : 47-58-17-17.

DIMANCHE 7 JANVIER

Michèle Leduc (orgue).

Œuvres de Bach.

Église des Billettes, 24, rue des Archives, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Hôtel-de-Ville. 10 heures, le 7 janvier. Entrée libre.

Auguste Duray (violin).

Mario-Joao Pires (piano).

Beethoven : Sonates pour violon et piano op. 23 et op. 30 n° 2.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Alma-Ma. 20 h 30, le 7 janvier. Tél. : 45-52-50-50. Location Fnac, 100 F.

Jean-Louis Chabrier, Paul Roussel (viola de gamba), Maurice Burella (théâtre), Pierre Trocailier (cavein).

Musis : Suite d'un goût étranger, 4<sup>e</sup> livre.

Église Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Maubert-Mutualité. 17 h 30, le 7 janvier. Tél. : 34-51-36-45. 100 F.

## JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Antoine Hervé Trio

Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 22 heures, les 2, 3, 4, 5 et 6 janvier. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 70 F.

Tiaoch Sadia

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 22 heures, le 2 janvier. Tél. : 42-33-22-88.

Deborah Davis

La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 2 janvier. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Jean-Christophe Baney, Pierre de Bethman

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 22 heures, le 2 janvier. Tél. : 42-33-22-88.

André Caccarelli Quartet

La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 4, 5, 6, 8 et 9 janvier. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Gilles Clément Trio

Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Montparnasse-Bienvenue. 22 heures, le 4 janvier. Tél. : 45-38-52-35. 90 F.

Paco Sery Group

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 22 heures, les 4, 5 et 6 janvier. Tél. : 42-33-22-88.

Carl Schlosser, Just Friends

Lavandières-Sainte-Opportune, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 4 janvier. Tél. : 42-61-53-53. De 110 F à 140 F.

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Porte-de-Pantin. 21 heures, le 6 janvier. Tél. : 42-00-14-14. De 50 F à 120 F.

Quoi de neuf docteur

Duclos, 108, rue Chevaleret, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Chevaleret. 18 heures, le 7 janvier; 20 h 30, le 8 janvier. Tél. : 45-84-72-00. 100 F.

Anima Viva

Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 22 heures, le 7 janvier. Tél. : 42-36-01-36. 60 F.

Johnny Griffin Quartet

Montigny-le Bretonneux (78). Théâtre de Saint-Quentin, place Georges-Pompidou. 20 h 30, le 6 janvier. Tél. : 30-56-59-00. Location Fnac, 155 F.

## ROCK

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Bert Willis

Cheriff Café, 124, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Augustin. 23 h 30, les 2, 3, 4, 5 et 6 janvier. Tél. : 42-25-18-06. Entrée libre.

Les Hurlers

Blues Heures, 97 bis, rue Chamoignon, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Clignancourt. 21 heures, le 4 janvier. Tél. : 42-62-21-47. 20 F.

Pop Subite

Faistalt, 15, rue de Dunkerque, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Anvers. 22 h 30, le 8 janvier. Tél. : 42-65-12-53. Entrée libre.

## CHANSON

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Henri Des

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Opéra, Madeleine. 20 heures, le 2 janvier; 14 h 30, les 6 et 7 janvier. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. 135 F.

Laurent Madiot, Sylvie

Jean-Louis Zaccaron

Michel Hermon

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 4 janvier. Tél. : 47-42-25-49. 150 F.

Isabelle Mayereau

Théâtre de Dix Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Pigalle. 20 h 30, les 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20 et 23 janvier, jusqu'au 3 février. Tél. : 42-64-35-90. 120 F.

Les P'tits Loups du Jazz

Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Trinité. 14 heures et 18 heures, le 6 janvier. Tél. : 49-95-89-99.

## MUSIQUE DU MONDE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Urs Karpatz

Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Châtelet. 22 h 15, les 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12 et 13 janvier. Tél. : 48-87-62-48. 100 F.

Les Yeux noirs

L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Place-de-Clichy. 20 h 30, les 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20 et 23 janvier; 18 heures, les 7, 14 et 21 janvier, jusqu'au 27 janvier. Tél. : 43-87-97-13.

Hossain Alizadeh, Madjid Khaladj

Cité de la Musique, 271, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 6 janvier; 15 heures, le 7 janvier. Tél. : 43-84-44-84. 75 F.

## DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

La Bayadère

Etoiles. Premiers danseurs. Corps de ballet. Orchestre de l'Opéra de Paris. Alexandre Pliachko (direction). Rudolf Noureov : chorégraphie.

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>usée</sup> Bastille. 19 h 30, les 1<sup>er</sup>, 4 et 9 janvier; 15 heures, le 7 janvier. Tél. : 44-73-13-00. Location Fnac. De 50 F à 370 F.

John Kelly

Egon Schiele

Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, les 4, 5, 8 et 9 janvier; 19 heures, le 6 janvier; 17 heures, le 7 janvier. Tél. : 45-44-72-30. 100 F.

Compagnie Alain Platel

et Ama Sierens

Moeder & Kind.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>usée</sup> Bastille, Voltaire. 22 heures, les 4, 5 et 7 janvier. Tél. : 43-57-42-14. 100 F.

## CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

EN AVOIR OU PAS

Film français de Laetitia Masson, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Roschdy Zem, Claire Denis (1 h 30).

UGC Cine-cité les Halles. 1<sup>er</sup> (36-68-68-58); UGC Montparnasse. 1<sup>er</sup> (36-65-70-14); UGC Danton. 6<sup>e</sup> (36-68-34-21); UGC Normandie. 8<sup>e</sup> (36-68-49-56); UGC Opéra. 3<sup>e</sup> (36-68-21-24); La Bastille. 1<sup>re</sup> (43-07-48-60); Eclair. 15<sup>e</sup> (36-68-48-24); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention. 15<sup>e</sup> (36-68-29-31).

FUNNY BONES

Film américain de Peter Chelsom, avec Oliver Platt, Les Evans, Richard Griffiths, Oliver Reed, George C. Scott, Ricki Valgado (2 h 01).

VO : UGC Cine-cité les Halles, dolby. 1<sup>er</sup> (36-68-68-58); Action Christine. 6<sup>e</sup> (43-29-11-30); 36-65-70-73; 36-68-41-45; UGC Odéon, dolby. 6<sup>e</sup> (36-68-37-62); La Paquette. 7<sup>e</sup> (36-68-75-07); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, dolby. 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby. 3<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille. 12<sup>e</sup> (36-68-62-33); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby. 13<sup>e</sup> (36-68-75-13; réservation : 40-30-20-10).

VF : Gaumont Parnasse. 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10).

MADADAYO

Film japonais d'Akira Kurosawa, avec Tatsuo Matsumura, Kyoko Kagawa, Hisashi Igawa, George Tokoro, Masayuki Yui, Akira Terao (2 h 14).

VO : 14-Juillet Beaubourg. 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); 14-Juillet Parnasse. 6<sup>e</sup> (43-25-58-00); 36-68-59-02; 14-Juillet Heu-tefeuille, dolby. 6<sup>e</sup> (46-33-79-38); 36-68-68-12; Le Balzac. 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille. 1<sup>re</sup> (43-57-90-81); 36-68-69-27.

LES REPRISES

AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.). Le Champo-Espace Jacques-Tati. 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).

LES AVENTURES DU CAPITAINE WYATT (A., v.o.). Action Ecoles. 5<sup>e</sup> (43-25-72-07); 36-65-70-64.

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.). Club Gaumont (Publicis Madingnon). 8<sup>e</sup> (42-56-52-78); 36-68-75-55; Denfert. 14<sup>e</sup> (43-21-41-01); Grand Pavois. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.). Le Champo-Espace Jacques-Tati. 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.). Denfert. 14<sup>e</sup> (43-21-41-01); Grand Pavois. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.). Espace Saint-Michel. 5<sup>e</sup> (44-07-20-49).

EN COMPAGNIE DE MAX LINDER (Fr.). L'Entrepôt. 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

L'ÉTRANGER NOËL DE M. JACK (A., v.o.). Grand Pavois. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); v.f. : Studio Galande. 5<sup>e</sup> (43-26-94-08); 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10.

PORTUNAT (Fr.). Elysées Lincoln. 14<sup>e</sup> (43-39-36-14; rés. 40-30-20-10).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.). Le Quartier Latin. 5<sup>e</sup> (43-26-84-65).

LA HAUTE SOCIÉTÉ (A., v.o.). Grand Action. 5<sup>e</sup> (43-29-44-40); 36-65-70-63.

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.). Le Quartier Latin. 5<sup>e</sup> (43-26-84-65).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.). Le Champo-Espace Jacques-Tati. 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).

KNOCK (Fr.). Reflet Médicis, salle Loupoulis. 5<sup>e</sup> (36-68-48-24).

METROPOLIS (All.). 14-Juillet Beaubourg. 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); Studio Galande. 5<sup>e</sup> (43-26-94-08); 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10.

PANDORA (Brit.-A., v.o.). Grand Action. 5<sup>e</sup> (43-29-44-40); 36-65-70-63.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.). Grand Pavois. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).

SIMPLE MEN (A., v.o.). 14-Juillet Beaubourg. 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); images d'ailleurs. 5<sup>e</sup> (45-87-18-09).

THE MUSIC OF CHANCE (A., v.o.). 14-Juillet Beaubourg. 3<sup>e</sup> (36-68-69-23); La Bastille. 1<sup>re</sup> (43-07-48-60).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.). Reflet Médicis. 5<sup>e</sup> (36-68-48-24).

LES VOYAGES DE GULLIVER (A., v.f.). Brady. 10<sup>e</sup> (47-70-08-86); Saint-Lambert. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.). Studio Galande. 5<sup>e</sup> (43-26-94-08); 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10; Denfert. 14<sup>e</sup> (43-21-41-01); Saint-Lambert. 15<sup>e</sup> (45-54-46-85).

## RETENEZ VOS PLACES

CHÂTELET

Tél. : 40-28-28-40.

CONCERTS

Arnold Schoenberg : Symphonie de chambre n° 1 en mi majeur, pour 15 instruments à cordes. Igor Stravinsky : Concerto pour piano et orchestre en sol majeur. Igor Stravinsky : L'Oiseau de feu, ballet. Christoph von Dohnanyi (direction), Krystian Zimerman (piano), Orchestre de Paris.

40 heures, le 5 janvier. De 70 F à 230 F. 8<sup>e</sup> à la salle Pleyel, 20 h 30, le 4 janvier. De 60 F à 540 F.

CENTENAIRE DE LA MORT DE VERLAINE

Concerts-lectures : textes de Paul Verlaine, Arthur Rimbaud, Paul Fort. Musiques de Claude Debussy, Emmanuel Chabrier, Gabriel Fauré, Jacques Dirlot (lecteur), Jean-Louis Haguenauer (piano).

12 h 45, le 8 janvier. 50 F.

Verlaine et la mélodie : poèmes de Paul Verlaine, musiques de Gabriel Fauré, Ernest Chausson, Reynaldo Hahn.

20 heures, le 31 janvier. 100 F.



150

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MARDI 2 JANVIER 1996 / 15

LUNDI 1<sup>er</sup> JANVIER

TF 1

20.50 Les Grosses Têtes en fête. Présenté par Philippe Bouvard. Avec Francis Perrin, Philippe Castelli, Evelyn Leclercq, Sim, Carlos...  
23.00 Spectacle : Jean-Marie Bigard. Enregistré au Casino de Paris.  
0.25 Documentaire : Les Sex Symbols au cinéma. D'André Halimi.  
1.20 Fiction : Les Fables de La Fontaine (et 1.35). Le Loup et le Chien, de Gaston Kabore ; La Fille, de Jean-Pierre Vergne.  
1.25 Journal, Météo.  
1.40 Programmes de nuit. Concert : Orchestre polonais. Amadeus Chamber Orchestra. Œuvres de Tchaïkovski : 2.55, TF 1 nuit (et 3.30, 4.05, 4.45) : 3.05, Intrigues (et 3.40) : 4.15, Histoires naturelles (et 5.05) : 4.55, Musique.

FRANCE 2

20.55 Téléfilm : L'Allée du roi. (1/2) De Nina Companeez.  
22.55 Classiques stars n° 2. Invités : Montserrat Caballé, Montserrat Martí, Uane Foly, Yves Lecoq, Jury : Philippe Douste-Blazy, Michail Rudy, Jacques Tardieu, Mansa Berenson, Yaguel Didier. Avec l'Orchestre symphonique français, dir. Laurent Petitgirard.  
0.15 Journal, Météo.  
0.30 Programmes de nuit. Dakar 96 : Le Bivouac. 1.15, Studio Gabriel : 1.45, Tatorit : 3.05, Sur la trace des étonnements : 3.30, 24 heures d'infos : 4.40, La Chance aux chansons : 4.10, Coups de chien : 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

20.50 La Dernière Séance. 20.55 Cinéma : Le Reptile. Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1970). Avec Kirk Douglas.  
23.10 Météo, Journal.  
23.30 Dessins animés. Tex Avery. Droopy Double Trouble ; One Ham's Family.  
23.35 Cinéma : L'Homme qui n'a pas d'étoile. Film américain de King Vidor (1955, v.o.). Avec Kirk Douglas.  
1.20 Paris Plumes. (4/5) Oba-Oba 1995.  
2.20 Dessins animés. Tex Avery. Cross Country Detours : Senior Droopy ; Out-Foxed ; Droopy's Good Deed ; Car of Tomorrow ; Little Johnny Jet ; The Three Little Pups ; Drag-a-Long Droopy ; The First Bad Man ; Calbound (80 min).

M 6

20.45 Cinéma : Renegade. Film italien d'Enzo B. Clucher (1987). Avec Terence Hill.  
22.30 Cinéma : American Ninja 3. Film américain de Cedric Sundstrom (1989).  
0.00 Culture pub (rediff.). La culture pub d'Alan Chabat.  
0.30 Jazz 6. James Carter.  
1.30 La Nuit des chansons d'amour. Elton John, Spain, Céline Dion, etc.  
5.00 Boulevard des clips.

CANAL +

20.35 Beethoven 2. Film américain de Rod Daniel (1993). Avec Charles Grodin, Bonnie Hunt, Nichelle Tom.  
22.00 Flash d'informations.  
22.05 Cinéma : Les Aventures d'Ivan Tchoukine. Film franco-italo-russo-tchéco-bulgare de Jim Menzel (1994). Avec Guennadi Nazarov, Zoya Buryak.  
23.55 La Famille. Film franco-italien d'Ettore Scola (1986, v.o.). Avec Vittorio Gassman, Emmanuelle Béart, Stefania Sandrelli.  
1.58 Pin-up.  
2.00 Il était une fois le Bronx. Film américain de Robert De Niro (1993, 4, 116 min). Avec Robert De Niro, Chazz Palminteri, Lillo Brancato.

ARTE

20.45 Cinéma : La Vie privée de Sherlock Holmes. Film américain de Billy Wilder (1970). Avec Robert Stephens.  
22.45 Téléfilm : L'Art de se mouvoir. De Peter Dink, avec Pierre Bokma, Aat Ceelen (v.o.). La nuit venue, deux frères prennent en filature des individus afin de découvrir la vie qui se cache derrière les apparences.  
0.10 Court-circuit : courts métrages. Body Beautiful, de Joanna Quinn (1990, 14 min) ; La Top Truie, d'Angela Holtschmidt (1994, 6 min) ; The Bit, de Darren Walsh (1993, 8 min) ; Happy Funeral, de Steffen Volz et Christian Schulz (1993).  
0.50 Cinéma : Marcelino, pain et vin. Film espagnol de Ladislao Vajda (1955, N, v.o., 87 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Thalassa. Rediff. de France 3 du 22/12/95. 21.00 Enjeux-Le Point. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Le Mariage de Figaro. Film français de Roger Coggio (1989, 165 min).  
PLANÈTE 19.45 La Mort en cette jungle. [2/3] L'union fait la force. De James Money-Kyrle. 20.35 US 20 : Chronique d'un hôpital spécial. De Basile Grigoriev et Thibault d'Oron. 21.25 Chargée de famille. D'ingrid Gogny. 22.50 Paris dessous. De Françoise Marie. 23.20 Des animaux et des hommes. [1/12] Les Miers, rois de Hongkong. De Richard Brock. 23.50 Les Grandes Merveilles du monde. [2/3] Les Merveilles de la nature. De Chris Valentini. 1.00 Rencontre avec des citoyens remarquables. De Rosine Davidson (60 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.00 Musiques en scène. Invités : Barbara Hendricks. 19.35 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Beetle Juice. Film américain de Tim Burton (1988). Avec Michael Keaton. 22.00 Concert : Shirley Bassey. Enregistré en 1985. 23.25 Paris Dernière (125 min).

CANAL J 18.00 Soirée Cajou Special Nouvel An. Invités : Les Sales Gosses ; 18.10, Dodo, le retour (et 20.25) : L'Éléphant ; 18.20, Aventures dans un tableau : Cédric ; 18.25, Série : Anna et le roi (et 20.30) : 19.00, Regarde le monde ; 19.30, Série, La Rédac : Les Gros Titres ; 19.55, Au revoir ; 20.00, Série : Sans famille (25 min).  
CANAL JIMMY 21.00 The Muppet Show. Invité : Doug Henning. 21.25 Série : New York Police Blues. Épisode n° 29. 22.15 Chronique de la comédie. 22.30 Pink Floyd, the Wall. Film américain d'Alan Parker (1982). Avec Bob Geldof. 23.55 Hail ! Hail ! Rock'n'Roll (120 min).  
SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.00). L'investisseur de Terrence. 19.55 Série : Corsaires et filibustiers. 20.20 Série : Holmes et Yoyo. Pilote. 20.45 Série : Sam Cade (et 23.50). Mason Locke. 21.40 Série : The Sweeney (et 0.40). Ringers. 22.30 Série : Alfred Hitchcock présente. L'Homme du Sud (50 min).  
MCM 19.00 NBA Action (et 0.00). 19.25 Mangazone (et 0.55). 19.30 Zoom zoom (et 0.30, 1.00). Spécial jour de l'An. 21.00 Passagers. 22.00 MCM Mag. Spécial soirée 1995. 23.00 Concert : Night of the Proms 1995. Enregistré au Zénith de Lille (60 min).  
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Concert : Live

Unplugged. 22.00 Feuilleton : The Real World London. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Reggae Soundsystem. 0.00 The End ? (90 min).  
EUROSPORT 19.00 Boxe. Résumé. 20.00 Speedworld. 21.30 Rallye. En direct. Grenade-Dakar 96. 3<sup>e</sup> étape : Oujda-E-Rachidia (328 km). 22.00 Catch. Résumé. 23.00 Eurogals. 0.00 Saut à skis. Résumé. Tournoi des Quatre Triangles. 2<sup>e</sup> manche, à Garmisch-Partenkirchen (Allemagne). 1.00 Rallye. Résumé. Grenade-Dakar 96 (80 min).  
CINÉ CINÉFIL 19.00 Ses trois amoureux. Film américain de Garson Kanin (1941, N, v.o.). Avec Ginger Rogers. 20.30 Rallye. Film français de Carlo Rini (1953, N). Avec Yves Robert. 21.55 Confession d'un cadavre. Film britannique de Seth Holt (1965, N, v.o.). Avec Betty Davis. 23.30 La Symphonie fantastique. Film français de Christian-Jaque (1941, N, 95 min).  
CINÉ CINÉMAS 19.00 Amazon. Film finlandais de Mika Kauramäki (1990, v.o.). Avec Karl Vassander. 20.30 Les Nuits de France-Musique. 21.30 Les Nuits de France-Musique. 22.15 Histoires. Film américain de Martin Ritt (1966, v.o.). Avec Paul Newman. 0.05 Barbe-Bleue. Film franco-allemand d'Edward Dmytryk (1972, 115 min). Avec Richard Burton.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Frères Jacques. La fête continue... 22.40 Accès direct. Clément Rosset (Le Choix des mots). 0.05 Du jour au lendemain. Jean Leymarie (Braque, les ateliers). 0.50 Musique : Coda. Art Ensemble of Chicago. 1. De Chicago à Paris. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).  
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 24 septembre 1995 à l'abbaye d'Ambronay, par le Chœur et l'Orchestre Les Arts Florissants, dir. William Christie : Il Sant'Alessio, drame musical (Histoire sacrée), de Landi, livret de Giulio Rospigliosi. Cécile Blor (Roma et Madre), Nicolas Rivenga (Eufemiano), Christopher Josey (Adrasio), Patricia Peitton (Saint'Alessio), Mhairi Lawson (Curiol). 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Gléika, Kik. 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 27 mai au Festival Musiques mémoires d'Angoulême. Guinée : Wota (percussions). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les Fils de Bach. Sinfonia de la cantate Dies et der Tag, de WF Bach, par le Concerto Köln ; Sonate, de JCF Bach. Anner Bylsma, violoncelle, Bob van Asperen, orgue ; Les Israélites dans le désert, extrait, de CPE Bach, par le Corona et Capella Colonialis, dir. William Christie. Lena Lotters et Barbara Schlick, soprano, Stephen Varcoe, basse ; Adagio et Fugue d'après WF Bach, de Mozart, par l'Archibudelli ; Symphonie, de JCF Bach, par le Concerto Köln ; Œuvres de JC Bach : Quatrième n° 6, par The English Concert ; Ouverture Antaresse, par The Hanover Band ; Concerto pour clavier Wq. 38, de CPE Bach, par les Amis de Philippe, dir. Ludger Rémy. Ludger Rémy, clavier ; Quatuor n° 6, de Haydn, par le Quatuor Mosaiques. 22.30 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Schubert : Symphonie n° 9 La Grande, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Wilhelm Furtwängler (enregistré en 1953) ; Improvisus op. 142, Edwin Fischer, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique ; ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

MARDI 2 JANVIER

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.  
13.00 Journal, Météo, Trafic infos.  
13.40 Magazine : Femmes.  
13.45 Feuilleton : Les Feux de l'amour.  
14.25 Feuilleton : Dallas.  
15.20 Série : Rick Hunter.  
16.20 Jeu : Une famille en or.  
16.55 Club Dorothée Noël.  
17.35 Série : La Philo selon Philippe.  
18.05 Série : Les Arnaques fac.  
18.30 Série : La Miracle de l'amour.  
19.05 Série : Agence tous risques.  
20.00 Journal, Météo, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.  
20.50 Cinéma : A cause d'elle. Film français de Jean-Loup Hubert (1993). Avec Antoine Hubert.  
22.45 Les Films dans les salles.  
22.55 Cinéma : Aldo et Junior. Film français de Patrick Schulmann (1984). Avec Aldo Maccone.  
0.50 Théâtre : Le Mari, la femme et la mort. Pièce d'André Roussin.  
2.45 Fiction : Les Fables de La Fontaine (et 3.05). La Cigale et la Fourmi, de Jean Dalry ; La Femme et le Secret, de Basile Ba Kobio.  
2.50 Journal, Météo.  
3.10 Programmes de nuit. TF 1 nuit (et 4.05, 4.40) : 3.20, Les Aventures du jeune Patrick Pocard (116) : 4.15, Côté Cœur : 4.50, Musique.

FRANCE 2

12.50 Météo (et 13.35).  
12.59 Journal.  
13.40 INC.  
13.50 Série : Derrick.  
14.50 Série : L'Enquêteur.  
15.45 Tiersot. En direct de Vincennes.  
15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10). Noël à Vienne.  
16.40 Des chiffres et des lettres.  
17.10 Série : Quel de neuf, docteur ?  
17.40 Par où t'es rentré... on t'a pas vu sortir. Film français de Philippe Clair (1985). Avec Jerry Lewis.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.20 Studio Gabriel (et 1.40).  
19.59 Journal, Rallye Grenade-Dakar, Météo.  
20.50 Téléfilm : L'Allée du roi. (2/2) De Nina Companeez d'après Françoise Chandemagor, avec Dominique Blanc, Didier Sandre.  
22.35 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Claude Delaune. Les chanteurs pour enfants sont-ils responsables ?  
0.40 Journal, Météo.  
0.55 Programmes de nuit. Dakar 96 : Le Bivouac. 2.10, Tatorit : 3.35, 24 heures d'infos : 3.50, Jeu : Pyramide : 4.15, Jeu : Les Z'mours : 4.45, 19 réponses et 2 pros : 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

12.35 Journal.  
13.05 Divertissement : Je passe à la télé.  
13.35 Série : Tous les garçons et les filles de leur âge.  
14.40 Téléfilm : Le Portrait. D'Arthur Penn, avec Gregory Peck, Lauren Bacall.  
16.10 Série : L'enfant qui venait d'Andromède.  
16.35 Dessin animé : Popeye.  
16.45 Les Minikuleux.  
17.30 Sur la piste du Dalar. En direct.  
18.20 Questions pour un champion. Un livre, un jour. Du plus loin de l'oubli, de Patrick Modiano.  
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.  
20.05 Jeu : Fa si la chanter.  
20.35 Tout le sport.  
20.40 Le Journal du Dakar. En direct. 4<sup>e</sup> étape : Er-Rachidia-Foum El-Hassan (776 km).  
20.50 Jeu : Keno.  
20.55 Le Cirque de Moscou. Présenté par Julien Lepers.  
22.25 Météo, Journal.  
22.55 Décrochage régional : Couleur pays. Programme des treize télévisions régionales.  
0.25 Paris Plumes. (5/5) Le Paradis Latin : Viva Paradis.  
1.25 Musique Gratifié (20 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.  
13.20 Génération oxygène. Film français de Georges Trillat (1990). Avec Denis Lurnat.  
15.00 Téléfilm : Le Retour à la vie. De Randall Zeck, avec Cameron Brancoff, Ken Howard. Sur le conseil de ses parents, un adolescent à problèmes s'engage dans l'armée.  
16.35 Variétés : Hit Machine.  
17.00 Série : L'Élalon noir.  
17.30 Série : Une famille pour deux.  
18.00 Série : Agence Acajou.  
19.00 Série : Code Quantum. Amours croisés.  
19.54 Six minutes d'informations, Météo.  
20.00 Jeu : Le Grand Zap. Présenté par Olivier Camaras.  
20.35 Magazine : E = M 6 junior. L'invasion des crickets. Mosquito Control.  
20.50 Mary Poppins. Film américain de Robert Stevenson (1964). Avec Julie Andrews.  
23.15 Documentaire : Diana face à son destin. De René-Jean Boyer.  
0.20 Série : Le Monstre évadé de l'espace.  
1.10 La Nuit des années 80. Depeche Mode, Simple Minds, The Cure, Kate Bush, Etienne Durr, Madonna, Human League, etc.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45  
12.30 La Grande Famille.  
13.45 Téléfilm : Belle Époque. (2/2) De Gavin Millar, avec André Dussollier, Kristin Scott Thomas. Les aventures mélodramatiques d'un industriel libérien au début du siècle. D'après un scénario écrit pour la télévision par François Truffaut peu de temps avant sa mort.  
16.05 Cinéma : Le Journal. Film américain de Ron Howard (1994). Avec Michael Keaton, Robert Duvall, Glenn Close.  
17.55 Dessin animé. Mot.  
En clair jusqu'à 20.35  
18.20 Série : Il était une fois... Le Petit Chaperon rouge. Dessinateur : Jano.  
18.40 Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
20.35 Little Buddha. Film franco-britannique de Bernardo Bertolucci (1993). Avec Keanu Reeves, Ying Ruoqiong, Chris Isaak.  
22.50 Flash d'informations.  
22.55 Poetic Justice. Film américain de John Singleton (1993, v.o.). Avec Janet Jackson, Tupac Shakur, Regina King.  
0.45 Le Triomphe des innocents. Film américain de James Glickenhaus (1993). Avec Scott Glenn, Jesse Cameron, Sheila Toussy.  
2.25 Documentaire : Les Couleurs du poison. De Mags Macrae (50 min). A la découverte d'animaux dont la seule arme, d'attaque ou de défense, est le venin.

LA CINQUIÈME

12.00 Feuilleton : Sam et Sally [3/12].  
12.57 Agenda de Noël.  
13.00 La Cinquième Rencontre. Ethnologie.  
13.30 Attention santé. Le Daltonisme.  
13.35 L'Histoire du cinéma français. Le désordre et après.  
14.35 Documentaire : La Cité interdite.  
15.35 Les Yeux de la découverte. Les Chats.  
16.05 Colluto.  
17.00 Les Enfants de John.  
17.25 Feuilleton : Les Dames de la côte [7/10].  
18.30 Le Monde des animaux. Une journée particulière : Charlie le campagnol.

ARTE

19.00 Dessin animé : Lucky Luke. [12/26] Le Colporteur.  
19.25 Documentaire : La Reine du marché noir.  
19.35 Magazine : Reportage. Corté du Nord : le dressage d'un peuple, de Harimut Ikko.  
20.00 Documentaire : Baby It's You. [1/5] Les Débutants, de Leanne Klein et David Hickmann.  
20.30 8 1/2 Journal.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Documentaire : Contre l'oubli. De William Karel, Jean-Charles Demau et Philippe Alfonsi. Rediff. de France 2 du 18/12/95. 21.30 Perfecto (25 min). 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 22/11/95. 23.50 Vwa. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).  
PLANÈTE 19.05 Kanuni. De Piro Mikani et Caza Ykè. 20.00 Tant que le monde sera [5/6] Et il dicta aux eaux. De Suha Arin. 20.35 Vol au-dessus des mers. [3/11] Avengeur, vengeance dans le Pacifique. De J.D. Jones. 21.25 Une femme résistante. [1/2] De Jean-Michel Barjol. 22.15 La Mort en cette jungle. [3/3] L'union fait la force. De James Money-Kyrle. 23.05 US 20 : Chronique d'un hôpital spécial. De Basile Grigoriev et Thibault d'Oron. 23.55 Chargée de famille. D'ingrid Gogny (85 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edem's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Les Nanas. Film français d'Annick Lanoë (1985). Avec Marie-France Pisier. 23.55 Totalément cinéma. 0.25 Concert : Shirley Bassey. Enregistré en 1985 (150 min).  
CANAL J 17.25 Comie Mordicus. Dessin

animé. 18.00 Soirée Cajou. Spécial Nouvel An. Invités : Soazic Veillon et Anne Santa Marie, deux élèves de la FEMIS ; 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour : Le Feu ; 18.20, Aventures dans un tableau : Vue imaginaire de la grande galerie du Louvre en ruine ; 18.25, Série : Anna et le roi ; 19.00, Des souris et des Hommes ; 19.30, Série : La Rédac : La Photo ; 19.55, Au revoir ; 20.00, Tarmac ; 20.30, Cajou. Invités : Nicolas et Diane Vanier qui ont effectué une expédition de dix mois dans le nord du Canada avec leur fille de vingt mois.  
CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont armés. 21.25 Série : Palace. 22.20 Chronique bakélite. 22.25 Série : Angela, quinze ans. 23.15 Atlantic Records, un label de légende. De Uri Fruchtmann et John T. Davis. 1.00 Série : Bottom. Break (30 min).  
SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.00). Meurtres au programme. 19.55 Série : Corsaires et filibustiers. 20.20 Série : Holmes et Yoyo. 20.45 Série : University Hospital (et 23.50). 21.30 Le Club. 21.40 Série : The Sweeney (et 0.40). 22.30 Alfred Hitchcock présente. Pan, tu es mort (30 min).  
MCM 19.00 Passion cinéma (et 0.00). 19.25 Mangazone (et 0.25, 0.55). 19.30 Zoom zoom (et 0.30, 1.00). 21.00 MCM4 Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. Spike Lee (60 min).

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Worst of Most Wanted. 21.30 Guinness to Alternative Music. 22.30 News at Night. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Feuilleton : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min).  
EUROSPORT 20.00 Patinage artistique. Résumé. Gala exhibition, à Oberstdorf (Allemagne). 21.30 Rallye. En direct. Grenade-Dakar 96. 4<sup>e</sup> étape : Er-Rachidia-Foum El-Hassan (540 km). 22.00 Tennis. Résumé. Tournoi exhibition : 10<sup>e</sup> AB Tennis Cup. Yannick Noah (Fr)-Boris Becker (All). à Aschaffenburg (Allemagne). 23.00 ATP Tour Magazine. 0.00 Atlanta J-200. 1.00 Rallye. Résumé. Grenade-Dakar 96 (30 min).  
CINÉ CINÉFIL 19.00 Adieu jeunesse. Film américain de Henry King (1941, N, v.o.). 20.30 Cette vieille canaille. Film français d'Anatole Litvak (1933, N). Avec Harry Baur. 22.00 Born Reddies. Film américain de Howard W. Koch (1959, N, v.o.). 23.25 J'accuse. Film français d'Abel Gance (1937, N, 115 min). Avec Victor Francen.  
CINÉ CINÉMAS 19.00 Automne, octobre à Alger. Film algérien de Malik Lakhdar-Hamini (1993). 20.30 Juste avant l'orage. Film franco-suisse de Bruno Herzl (1992). 22.00 Homicide. Film américain de David Mamet (1991, v.o.). Avec Joe Mantegna. 23.40 Evil Dead. Film américain de Sam Raimi (1982, 90 min). Avec Bruce Campbell.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le violon populaire. 1. Un continent oublié. 20.30 Archipel science. La biologie dans le boudoir. 21.32 L'Histoire en direct. Médecins sans frontières (1). Avec les témoignages de Bernard Kouchner, Xavier Emmanuel, Philippe Bernier, Max Récamier, Claude Malhuret. 22.40 Nuits magnétiques. Les éaves 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Benoît Puech (Toute ressemblance...). 0.50 Musique : Coda. Art Ensemble of Chicago. 2. L'héritage de la Great Black Music : Gospel, Blues ou Reggae. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Alce est revenue : Lewis Carroll, maître d'école buissonnière (3) ; 3.55, Semaine Henry James : la rotation savante des aspects : 4.00, Accès direct autour de Georges Bataille : 5.19, La Petite Fabrique du bonheur ; 6.11, Le Gai Savor de Remy Lesienne.  
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Festival d'Art Sacré. Donné le 5 décembre en l'église Saint-Eustache à Paris, par l'Ensemble vocal Michel-Piquemal, l'Ensemble orchestral de Paris, dir. Jean-Jacques Kantorow : Concerto pour orgue et orchestre (création mondiale), d'Eschach ; Oratorio de Noël (extraits), de Bach. 22.00 Soliste. Yuri Bashmet, alto : Arrangement

pour cordes du quatuor à cordes n° 11 Quartetto serioso de Beethoven, de Mahler, par les Solistes de Moscou, dir. Yuri Bashmet. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Henze, Kurtag, Cava. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Medtner. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Di Meola (Espagne, Grande-Bretagne, États-Unis) ; Tarrega (Paraguay) ; Fays (France) ; Giuliani (Italie). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.  
RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 7 novembre 1995 au Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre du Festival de Budapest, dir. Ivan Fischer. Zoltan Kocsis, piano : Esquisses hongroises / Concerto n° 2 pour piano / Le Prince de bois, de Bartók. 22.30 Les Soirées... (Suite). Toccata, de Scarlatti. Rinaldo Alessandrini, clavecin ; The Libertine, de Purcell, par The Academy of Ancient Music, dir. Christopher Hogwood. Judith Nelson, soprano, James Bowman, contre-ténor, David Thomas, basse : L'Offrande musicale BWV 1079, de Bach. B. Kuijken, flûte, S. Kuijken, violon, W. Kuijken, viole de gambe, Robert Kohnen, clavier. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.45 Documentaire : La Légion étrangère. De Jack Blawut.  
21.40 Soirée thématique : Pleins feux sur la suspense. Proposée par Bernard Queysanne.  
21.45 Bande-annonce : Plein feux sur l'assassin.  
21.50 Documentaire : Alfred Hitchcock.  
22.45 Bande-annonce : Les Yeux sans visage.  
22.50 Pleins feux sur l'assassin. Film français de Georges Franju (1960, N). Avec Pierre Brasseur.  
0.15 Bande-annonce : Vertigo.  
0.20 Documentaire : Thomas Narcejac. De Bernard Queysanne.  
0.45 Bibliographie.  
0.55 La Comtesse aux pieds nus. Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1954, v.o., 125 min, rediff.).



# Le Monde

MARDI 2 JANVIER 1996

## Les chars américains sont arrivés en Bosnie

Des Musulmans ont pu aller librement à Gorazde

ALORS QUE SARAJEVO célébrait son premier réveillon de paix depuis quatre ans, la force de l'OTAN chargée de maintenir la paix en Bosnie, l'IFOR, a poursuivi son déploiement sur toutes les lignes de front. Les premiers chars lourds américains étaient ainsi arrivés, dimanche après-midi 31 décembre 1995, en Bosnie après une semaine de lutte contre le froid, la neige et surtout les flots tumultueux de la Sava, qui marque la frontière avec la Croatie. Les hommes du Génie de l'armée américaine venaient d'achever la mise en place d'un pont flottant de 373 mètres.

Ce pont relie, sur la Sava, la localité croate de Zupanja et, en Bosnie, l'agglomération d'Orašje. Il va permettre au gros du contingent américain de l'IFOR - au total plus de vingt mille hommes - de prendre ses quartiers dans le nord-est de la Bosnie, et notamment dans la ville de Tuzla.

Dimanche, les premiers éléments à franchir la Sava furent une dizaine de gros Abrams M1, des chars de 60 tonnes, de la 1<sup>re</sup> division blindée de l'armée américaine. Le général Pat O'Neal, commandant les opérations sur les rives, inondées, de la Sava, a commenté : « C'est un grand jour pour l'armée américaine, un grand jour pour l'Amérique et pour le peuple de Bosnie. » Il a estimé qu'il faudrait entre un mois et deux pour que les soldats américains de l'IFOR s'installent sur le secteur qu'il leur revient de protéger dans le nord-est du pays. Le même jour dans le sud de la Bosnie, des officiers français de l'IFOR ont

ouvert, officiellement, l'aéroport de Mostar, fermé depuis plus de trois ans. Un avion cargo Hercules C-130 y a déposé dans la matinée le général Bernard Janvier, le numéro deux de l'IFOR, et le général Robert Rideau, commandant de la division en charge du sud-est de la Bosnie, le secteur du pays placé sous commandement français (qui comprendra aussi des détachements espagnol et italien). C'est l'armée française qui a remis en marche l'aéroport de Mostar. Divisée entre Musulmans et Croates, depuis les combats qui les opposèrent en 1993, la ville doit servir de centre logistique à la division du général Rideau, dont le quartier général est à Sarajevo.

La journée de samedi avait connu une autre « première », de bonne augure pour la paix, avec un test réussi pour la liberté de mouvement dans une zone serbe de Bosnie : pour la première fois depuis près de quatre ans, un groupe de soixante-dix Musulmans a pu se rendre à Gorazde, cette enclave musulmane de l'est du pays. Encouragé par l'IFOR, le groupe a transité sans problème par des territoires sous contrôle des sécessionnistes serbes.

Ceux-ci venaient pourtant d'enregistrer une fin de non-recevoir à leur demande de voir retarder de quelques mois le passage sous contrôle du gouvernement bosniaque des quartiers serbes de Sarajevo. Dans une lettre, le patron de l'IFOR, l'amiral américain Leighton Smith, leur confirme que « le transfert se produira comme prévu », début février. - (AFP)

NIJMI NOVGOROD

de notre envoyé spécial  
Plusieurs années plus tard, Oleg Karpov en rit encore. Son entreprise construit des petits moulins rudimentaires à moulinet le bled des paysans privés ! « Je ris car nous sommes des scientifiques, orientés vers la haute technologie », explique le directeur adjoint de l'usine Nitel. Au bon vieux temps du socialisme, l'établissement s'appelait tout simplement « Lénine ». C'était l'une des nombreuses usines du complexe militaro-industriel, qui comme beaucoup avait aussi ses productions civiles. Ici les téléviseurs Tchanka. Mais elle fabriquait essentiellement (60 %) des radars militaires pour dépoter les intrus qui étaient « vendus » dans cinquante-cinq pays « amis ». « Notre dernier modèle détecte même le nouvel avion furtif américain », assure fièrement M. Karpov.

Aujourd'hui l'usine Lénine est devenue une société par actions, dont le capital a été racheté « de l'intérieur » par ses employés ou acquis contre les coupons distribués dans le cadre du programme gouvernemental de privatisation. Elle a été rebaptisée Nitel, comme « Nijni Novgorod » et « télévision ». Et elle fabrique plus de cent produits différents de consommation : des téléviseurs, des téléphones à touches, des meubles, des fenêtres, des petites machines à bois, des rangements à chaussures, des antennes de télévision, des magnétoscopes, des cafetières électriques, des systèmes de vidéosurveillance, etc. La

production militaire ne représente plus que 10 % de son activité. Une partie de la production de radars a été réorientée vers la mise au point de stations de détection pour les bateaux de navigation fluviale. La reconversion a été rapide. « C'est très simple : on prend la fondrie qui fabriquait les antennes des radars et elle fond les moulins à blé. On prend la division plastique et on lui fait faire des cafetières. On prend la division électronique-radars et on la reconvertit dans le magnétoscope », explique Oleg Karpov.

« On prend la division plastique et on lui fait faire des cafetières. On prend la division électronique-radars et on la reconvertit dans le magnétoscope »

Simple mais parfois douloureux et pas toujours très rentable. Les effectifs ont été réduits de près d'un tiers en trois ans, passant de 12 500 employés à 9 500. Les salaires dans l'usine sont catastrophiquement bas : 237 000 roubles en moyenne (environ 250 francs), soit à peine plus de la moitié du salaire moyen national. Et c'est toujours la fabrication de radars qui reste le plus rentable, même si

les commandes du ministère russe de la défense sont très aléatoires, même si elles sont toujours réduites. Les télévisions, modernisées grâce à l'achat en Allemagne de machines à fabriquer des coques en plastique qui remplacent les caisses en bois, font du bénéfice.

Mais leur production est soumise à la livraison de tubes cathodiques. Et c'est ici la catastrophe. L'usine qui fournissait Nitel se trouve aujourd'hui « à l'étranger », en Lituanie. L'importation des tubes coûte très cher en droits de douane. L'une des usines productrices en Russie a été rachetée par Thomson ; l'autre a vu sa production s'écrouler complètement. « Ils n'ont pas assez de sable pour produire, le coût du transport a beaucoup trop augmenté pour eux », explique Oleg Karpov. « Tout est embrouillé en Russie », soupire-t-il. Bilan : la production des nouvelles télévisions Nitel, concurrentes, modernes et pas chères (environ 1 100 francs), a presque été divisée par trois en un an, passant de 300 000 unités en 1994 à 70 000 ou 80 000 en 1995.

Le PDG de Nitel, Alexandre Batirov, dresse un amer constat qui sonne comme un réquisitoire : « Aujourd'hui en Russie, dit-il, il n'est pas rentable de produire. L'encadrement du rouble rend les exportations déficitaires. La monnaie est dévaluée mais l'anarchie règne dans les prix intérieurs. L'Etat nous saigne avec les impôts qui pénalisent la production ou lieu de la stimuler. La législation est en retard sur la réalité. Elle ne garantit pas le

respect des règles du jeu économique. Il n'y a pas de code fiscal. » En multipliant les impôts, poursuit-il, « l'Etat est en train de scier la branche sur laquelle il est assis ». Et M. Batirov de conclure : « Un des maîtres de la Russie, hier et aujourd'hui, c'est l'incompétence des gens au pouvoir. »

Pourtant Nitel a eu de la chance. D'abord parce qu'elle est l'une de dernières usines de la région à trouver preneur pour sa production militaire. Ensuite, parce qu'elle assurait une production finale et a donc pu facilement se reconvertir. « Les usines qui fabriquaient des produits intermédiaires pour l'armement sont, pour la plupart, fermées », dit M. Karpov.

Nitel a survécu, seule, presque sans investisseurs étrangers. « Nous avons vu beaucoup de délégations, de visiteurs », mais rien n'a abouti, à part une production de magnétoscopes sous licence avec Sharp (qui doit déboucher sur une production propre par transfert de technologie). Pourtant, assure M. Karpov, « nous sommes prêts à assembler l'importe quelle télévision étrangère ». Il sait que les capitalistes étrangers ont peur : « Nos lois changent tous les mois, il n'y a pas de sécurité pour leurs investissements », dit-il.

Même si les entreprises russes, l'ex-usine Lénine en tête, veulent aujourd'hui se tenir à l'écart de la politique, il se lit en filigrane un verdict : la politique économique du pouvoir, trop imprévisible, doit changer.

Jean-Baptiste Naudet

## La difficile reconversion du complexe militaro-industriel en Russie

Privées de commandes militaires, les usines doivent fabriquer des produits de consommation courante

## Baisse des cotisations sociales en Alsace et en Moselle

STRASBOURG  
de notre correspondant

A compter du lundi 1<sup>er</sup> janvier, pour cause de « Sécu » excédentaire, les cotisations sociales baissent... en Alsace et en Moselle. Pendant le conflit social, les salariés du « grand Est » étaient plutôt restés en retrait : cet aspect de la singularité régionale contribue, sans doute, à expliquer leur moindre mobilisation. Les cotisations de Sécurité sociale des salariés alsaciens et mosellans ne baisseront que de 0,2 point, soit 14 francs sur un salaire de 7 000 francs.

Mais, pour être presque symbolique, cette baisse n'en est pas moins marquante, à contre-courant de l'évolution du reste de l'Hexagone. Il s'agit d'une diminution - de 2,15 % à 1,95 % - de la « surcotisation » du régime local d'assurance-maladie. La décision a été prise à Strasbourg, par la toute nouvelle

Instance locale de gestion de ce régime spécifique appelé le MA bis. Hérité des assurances sociales de l'Allemagne de Bismarck, il fonctionne comme une mutuelle complémentaire obligatoire. Tous les salariés d'Alsace et de Moselle y cotisent, en sus du régime général. En contrepartie, ils sont remboursés à 90 % sur la médecine et la pharmacie et à 100 % sur l'hospitalisation, y compris le forfait hospitalier.

Au printemps 1995, après de longues tractations, le gouvernement Balladur avait accordé à une instance de gestion régionale le droit de moduler les cotisations du MA bis à l'intérieur d'une fourchette. Cet organisme décentralisé a vite profité de cette liberté : devant l'excédent de 1995 (350 millions de francs), il a choisi d'en partager les fruits. Même avec un forfait hospitalier à 70 francs et cette baisse de cotisation, les prévisions

pour 1996 tablent encore sur 130 millions de francs d'excédent.

Cette bonne nouvelle ne peut que conforter les Alsaciens dans la haute idée qu'ils ont de leur droit local, qui touche aussi les cultes, la chasse, l'artisanat, le foncier, les associations ou la famille civile des particuliers. Un sondage, effectué en juin 1995 auprès de 406 personnes par l'Inserc-consultants pour l'Institut du droit local d'Alsace-Moselle et rendu public le 1<sup>er</sup> décembre 1995 à l'occasion du dixième anniversaire de cet institut, montre que 84 % d'entre eux sont favorables à ce droit alsacien-mosellan. L'aspect le mieux connu des intéressés n'est pourtant pas le régime local d'assurance-maladie, mais les deux jours fériés supplémentaires qu'ils savourent, le Vendredi saint et le 26 décembre.

Jacques Fortier

## Face aux assassinats, l'Eglise de Corse en appelle à la « culture de la vie »

AJACCIO

de notre correspondant  
Un nouveau militant nationaliste corse est tombé sous les balles (lire ci-dessous), dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, au moment même où, en cette période marquée par des fêtes chrétiennes, l'Eglise de l'île, sous la direction de son évêque, M<sup>re</sup> André Lacrampe, multiplie les initiatives en faveur de la paix.

M<sup>re</sup> Lacrampe est le quinzième évêque de Corse depuis que le Concordat, en 1801, a « éteint la perpétuité » cinq des six évêchés que l'île comptait depuis un millénaire. Ce montagnard venu des Pyrénées apporte la bonne parole sera probablement l'évêque de l'an 2000. La Corse n'aura plus alors qu'une soixantaine de prêtres, dont vingt-cinq âgés de soixante à soixante-quinze ans, alors qu'elle en comptait cent quatre-vingts en 1975, et cinq cents en 1900.

Pourtant, près de 100 % des enfants reçoivent le baptême, autant

de défunts les obsèques catholiques. Enfin, la même proportion de mariés s'unissent à l'église. Ce qui fait dire à l'abbé François Casta, historien de l'Eglise en Corse, que l'île compte presque autant de catholiques que d'habitants. La situation à laquelle est confronté M<sup>re</sup> Lacrampe, évêque depuis 1994, est donc paradoxale : ce peuple, profondément chrétien dans ses profondeurs, n'a plus que fort peu de curés, ne va pas en nombre à la messe dominicale (la fréquentation y est estimée à 7 ou 8 %) mais possède cinq cents églises ou chapelles restaurées, ou maintenues en bon état, et manque rarement les grandes manifestations religieuses qui marquent l'année corse.

Parallèlement à sa mission d'adaptation et de rénovation de la pratique religieuse, l'évêque s'est largement investi dans la mission qui avait été aussi celle de ses deux prédécesseurs, M<sup>re</sup> Jean-Charles Thomas et M<sup>re</sup> Sauveur

Casanova. M<sup>re</sup> Lacrampe entend bien que l'Eglise soit au rendez-vous de la paix. Il veut y associer l'ensemble de la population avec plusieurs initiatives : quatre rencontres pour la paix qui viennent d'avoir lieu à Ajaccio, Bastia, Sartène et Corbara ; un concours pour les enfants du primaire sur le thème : « Dessine la paix » ; le message épiscopal de Noël évoquant les conditions de la paix ; la

Un nouveau militant nationaliste tué

Cible de plusieurs tueurs. Gilbert Rossi, trente-quatre ans, agent de sécurité et membre de A Cuculita et de la FLNC-canal habituel, ont été assassinés en 1995, mais le dernier meurtre remonte au 23 octobre et des négociations de paix semblaient en cours. Par ailleurs, quatre attentats ont été commis à Ajaccio et un à Porto-Vecchio depuis jeudi. Plusieurs de ces attentats visaient des membres de A Cuculita.

célébration du Ringraziamento (remerciement), le 31 décembre 1995, qui est traditionnellement demande de pardon et action de grâces, à partir d'une proposition liturgique à l'ensemble des communautés chrétiennes du diocèse ; des rencontres œcuméniques à Ajaccio et à Bastia prévues les 19 et 20 janvier ; et enfin, le 23 mars, un colloque à l'université de Corte consacré à une « réflexion éthique sur la société corse ».

« Dans l'Histoire, constate M<sup>re</sup> Lacrampe, l'Eglise en Corse a assuré un rôle de suppléance. Elle aura toujours à rappeler un certain nombre de valeurs, à en appeler à la culture de la vie et non de la mort et à toujours réveiller l'espérance. Si l'Eglise est appelée à offrir un espace de dialogue, de négociation, il y a des conditions et des préalables, notamment celui de voir les armes et les explosifs remis au vestiaire. »

Le 3 décembre 1995, M<sup>re</sup> Lacrampe conduisait à Rome, lors de la canonisation d'Eugène de Mazenod, fondateur des oblats de Marie immaculée, un pèlerinage de cent cinquante Corses. Le pape avait accordé un entretien à l'évêque de Corse et l'avait encouragé « vivement » dans sa « démarche de paix et de réconciliation », en soulignant que « l'île de Beauté doit surmonter les divisions, qui sont sources de souffrance ».

Paul Silvani

## Les marchés financiers fermés le 1<sup>er</sup> janvier

LES MARCHÉS FINANCIERS étaient quasiment tous fermés lundi 1<sup>er</sup> janvier. Les Bourses de Zurich, Bruxelles, Francfort, Paris, Londres, Amsterdam, Madrid, New York, Hongkong, Tokyo et Singapour faisaient relâche. La fête continuera mardi pour Tokyo et Zurich, et elle se prolongera mercredi pour Tokyo, à l'occasion de la « Semaine d'or ».

Tirage du Monde daté dimanche 31 décembre 1995-lundi 1<sup>er</sup> janvier 1996 : 495 816 exemplaires

Le roi Fahd d'Arabie saoudite cède le pouvoir à son demi-frère Abdallah

La gastronomie n'est plus à la fête

Les tramonts de Marseille en grève veulent négocier avec M. Gaudin

Les principales hausses des prix en janvier

Les marchés financiers fermés le 1<sup>er</sup> janvier

Le roi Fahd d'Arabie saoudite cède le pouvoir à son demi-frère Abdallah

La gastronomie n'est plus à la fête